

COI Focus

MALI

Situation sécuritaire

7 février 2022 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et il a été rédigé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Liste des sigles utilisés.....	3
Introduction	4
1. Bref historique	5
2. Etat actuel du conflit	6
2.1. Développements politiques	6
2.2. Suivi de l'Accord de paix	8
2.3. Situation sécuritaire	9
3. Parties en présence.....	14
3.1. Armée malienne	14
3.2. Forces internationales	15
3.2.1. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).....	15
3.2.2. Opération Barkhane	15
3.2.3. Task force « Takuba »	16
3.2.4. La Force conjointe du G5 Sahel (FCG5S)	16
3.2.5. La Mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM)	17
3.3. Groupes armés	18
3.3.1. Groupes armés signataires de l'Accord de paix	18
3.3.2. Groupes terroristes	20
3.3.3. Groupes d'autodéfense.....	24
4. Typologie de la violence	26
4.1. Attaques asymétriques	26
4.2. Violences intercommunautaires	27
4.3. Combats entre les groupes terroristes	29
4.4. Criminalité et banditisme	29
4.5. Violations des droits de l'homme.....	30
4.5.1. Violations commises par les groupes d'autodéfense	32
4.5.2. Violations commises par les groupes djihadistes	33
4.5.3. Violations commises par les groupes armés signataires	34
4.5.4. Violations commises par les forces de défense et de sécurité	34
5. Cibles de la violence	35
5.1. Civils	35
5.2. Forces internationales et nationales et groupes armés signataires	38
6. Répartition géographique.....	39
6.1. Nord	40
6.2. Centre	42
6.3. Sud	43
7. Déplacements de population	45
8. Impact de la violence sur la vie quotidienne	47
8.1. Services de maintien de l'ordre et protection des civils	47
8.2. Accès aux denrées de base	48
8.3. Accès aux soins de santé	49
8.4. Accès aux services publics	49
8.5. Liberté de se déplacer et sécurité sur les axes routiers	51
8.6. Accès à l'aide humanitaire	52
Résumé	55
Annexes	57
Bibliographie	59

Liste des sigles utilisés

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CMA	Coordination des mouvements de l’Azawad
CMFPR	Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
EI	Etat islamique
EEI	Engin explosif improvisé
EIGS	Etat islamique dans le Grand Sahara
EUTM	European Union Training Mission
FAMA	Forces armées maliennes
GSIM	Groupe de soutien à l’islam et aux musulmans
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HCUA	Haut conseil pour l’unité de l’Azawad
HRW	Human Rights Watch
IBK	Ibrahim Boubacar Keita
ICG	International Crisis Group
ISS	Institute for Security Studies
JNIM	Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin
M5-RFP	Rassemblement des forces patriotiques
MAA	Mouvement arabe de l’Azawad
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MNLA	Mouvement national de libération de l’Azawad
MUJAO	Mouvement pour l’unification et le jihad en Afrique de l’Ouest
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OTAN	Organisation du traité de l’Atlantique Nord
PDI	Personnes déplacées internes
RFI	Radio France internationale
SG-NU	Secrétaire général au Conseil de sécurité des Nations unies

Introduction

Le présent rapport dresse un état des lieux de la situation sécuritaire au Mali. Il porte sur la période allant du 1^{er} juin au 31 décembre 2021.

Ce document met à jour le *COI Focus Mali Situation sécuritaire* daté du 29 juin 2021. Les recherches pour cette actualisation ont été clôturées le 10 janvier 2022.

Le rapport se compose de huit chapitres. Le premier chapitre propose un bref rappel historique du contexte général et des événements qui se sont déroulés au Mali depuis 2012. La situation politique ainsi que la situation sécuritaire sont abordées dans le deuxième chapitre. Les parties en présence – forces armées nationales et internationales et groupes armés – sont décrites dans le troisième chapitre. La description de la violence (typologie et cibles) est reprise aux chapitres quatre et cinq. La répartition géographique de la violence, les déplacements de population engendrés par celle-ci et les conséquences sur la vie quotidienne font l'objet des trois derniers chapitres.

Dans le cadre de la rédaction de ce COI Focus, le Cedoca a utilisé comme source principale les rapports publiés par le Secrétaire général des Nations unies, désigné dans la présente recherche par l'acronyme SG-NU. Le Cedoca s'est aussi appuyé sur les rapports publiés par la Division des droits de l'homme et de la protection de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), ainsi que par des organisations non gouvernementales (ONG) internationales impliquées dans la prévention et la résolution des conflits armés comme l'International Crisis Group (ICG), l'Institute for Security Studies (ISS) et des ONG actives dans la défense des droits de l'homme telles que Human Right Watch (HRW) et Amnesty International (AI). Le Cedoca a également consulté la presse internationale et nationale.

À l'instar des rapports publiés par les Nations unies, le Cedoca fait la distinction entre les groupes armés qui ont signé l'Accord de paix et les groupes non signataires. Pour désigner cette deuxième catégorie, le Cedoca utilise les termes « groupes terroristes », « groupes djihadistes » ou encore « groupes islamistes », termes employés par les sources consultées.

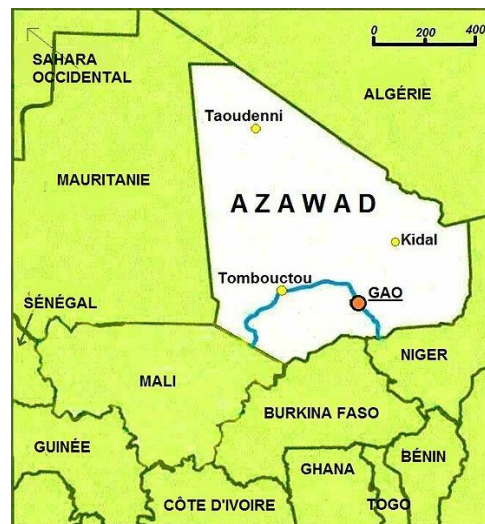
Le Cedoca propose ici une synthèse des principaux faits en vue de faciliter la compréhension du conflit au Mali et de ses récents développements. Le relevé des incidents figurant dans ce COI Focus ne prétend pas à l'exhaustivité, il vise uniquement à illustrer les différents types de violence.

Les conditions de sécurité au Mali font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place se produisent, le présent COI Focus sera mis à jour le plus rapidement possible.

1. Bref historique

Le conflit au Mali débute en janvier 2012 dans le nord du pays, lorsque des rebelles touaregs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), soutenus par des groupes islamistes, se soulèvent contre le gouvernement central de Bamako pour obtenir leur indépendance¹.

En mars 2012, des officiers de l'armée renversent le président Amadou Toumani Touré au motif qu'il a été incapable d'endiguer la rébellion touareg dans le nord². Une junte militaire prend le pouvoir dans le Sud, emprisonne la plupart des autorités légitimes et appelle à la vengeance dans le Nord. Face à la pression internationale, les putschistes acceptent, dans le courant de la même année, de remettre le pouvoir à un gouvernement de transition³. Quinze jours après le coup d'Etat militaire contre le régime du président Touré, le MNLA proclame l'indépendance de l'Etat de l'Azawad, terme sous lequel les Touaregs désignent un vaste territoire au Nord-Mali, considéré comme le berceau naturel des Touaregs⁴.



Carte de l'Azawad⁵

Pendant ce temps, les rebelles touaregs, aidés par les groupes djihadistes Ansar Dine, le Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), s'emparent des grandes villes du nord du pays (Kidal, Gao, Tombouctou). Par la suite, ces groupes terroristes supplantent en partie les rebelles touaregs⁶. La moitié du territoire est contrôlée par des groupes islamistes, lesquels gouvernent selon des règles et des lois différentes du Sud. Pour arrêter leur progression vers le sud du pays, la France lance, à la demande du gouvernement malien, l'opération Serval en janvier 2013⁷. A la même époque, la Mission internationale de soutien au Mali (MISMA) sous conduite de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se déploie au nord du Mali. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) prend le relais en juillet 2013⁸.

En juin 2013, le gouvernement de transition signe avec deux organisations touaregs, le MNLA et le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), un « accord préliminaire à l'élection présidentielle et aux pourparlers inclusifs de paix au Mali », aussi appelé accord de Ouagadougou⁹. Ibrahim Boubacar Keïta (IBK)¹⁰ est élu président de la République le 11 août 2013¹¹. Le nouveau gouvernement rétablit progressivement son autorité dans le Nord et poursuit le dialogue avec les rebelles¹².

¹ Nations unies, Conseil de sécurité, 09/08/2018, p. 8, [url](#)

² FIDH, AMDH, 11/07/2012, p. 4, [url](#)

³ GRIP, 18/04/2012, [url](#)

⁴ France 24, 06/04/2012, [url](#)

⁵ Wikipedia, 09/04/2012, [url](#)

⁶ FIDH, AMDH, 11/07/2012, p. 5, [url](#) ; Jeune Afrique (Grogga-Bada M.), 04/07/2012, [url](#) ; Jeune Afrique, 08/06/2012, [url](#) ; RFI, 12/07/2012, [url](#)

⁷ RFI (Chanda T.), 23/07/2013, [url](#)

⁸ RFI (Chanda T.), 23/07/2013, [url](#)

⁹ RFI, 18/06/2013, [url](#)

¹⁰ Le président malien est souvent désigné sous l'acronyme « IBK ».

¹¹ Le Figaro, 15/08/2013, [url](#)

¹² Nations unies, Conseil de sécurité, 09/08/2018, p. 8, [url](#)

En 2014, des négociations entre le gouvernement malien et les groupes non terroristes sont conduites par l'Algérie avec l'appui de la communauté internationale et de l'Organisation des Nations unies (ONU). En mai-juin 2015, elles débouchent sur la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali^{13,14} entre le gouvernement, une coalition de groupes armés pro-gouvernementaux, couramment appelée la Plateforme, et l'ex-rébellion à dominante touareg regroupée dans la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), dénommée la Coordination¹⁵.

Entre 2015 et 2017, en dépit de l'Accord de paix qu'ils ont signé, les groupes armés de la Plateforme et de la Coordination s'affrontent régulièrement pour le contrôle de la ville de Kidal. En 2017, les belligérants signent une trêve en août¹⁶ et un cessez-le-feu suivi d'une dernière trêve pour la cessation définitive des hostilités, le 20 septembre 2017¹⁷.

Dispersés au nord suite à l'intervention militaire française depuis 2013, les groupes terroristes se sont progressivement reconstitués et implantés au centre du Mali¹⁸. Malgré la présence de diverses forces antiterroristes et d'opérations militaires soutenues par la communauté internationale, la situation sécuritaire se dégrade. Les groupes extrémistes attaquent les forces de sécurité et leurs bases militaires, commettent des atrocités contre les civils et exploitent les tensions communautaires. A partir de 2015, leurs attaques visent le nord mais le conflit s'est déplacé vers le centre et, parfois, des attaques sporadiques sont constatées dans le sud et l'ouest du pays¹⁹. De 2017 à 2020, le nombre de victimes n'a cessé d'augmenter chaque année au Mali²⁰.

Des nombreuses manifestations contre le président IBK et ses gouvernements sont organisées en 2020 par un nouveau mouvement d'opposition, le Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP)²¹. Sur fond de mécontentement général et bénéficiant d'un certain soutien populaire, les militaires commandés par Assimi Goïta mènent deux coups d'Etat (août 2020 et mai 2021) et le pays plonge à nouveau dans une incertitude politique. Nommé vice-président lors du premier coup d'Etat en 2020, Assimi Goïta prend le fauteuil de président intérimaire après le deuxième putsch (mai 2021)²².

2. Etat actuel du conflit

2.1. Développements politiques

Le 7 juin, Assimi Goïta a été investi à la présidence. Il a nommé le même jour Choguel Maïga, en tant que premier-ministre du Gouvernement de transition. Le 11 juin, le président intérimaire a désigné les membres du Gouvernement composé entre autres de sept ministres du M5-RFP mais aussi des représentants des groupes armés signataires, des syndicats et de la société civile²³. Fin juillet 2021, ce nouveau gouvernement a présenté un plan d'action articulé autour de quatre axes définis par le

¹³ Le titre complet est *Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger* : Gouvernement de la République du Mali, 15/05/2015, [url](#)

¹⁴ Le Cedoca utilisera le terme « Accord » ou « Accord de paix » dans l'ensemble de ce document.

¹⁵ RFI, 20/06/2015, [url](#) ; Jeune Afrique (Mihoubi S.), 20/06/2016, [url](#)

¹⁶ Jeune Afrique, 12/07/2017, [url](#) ; BBC, 07/07/2017, [url](#) ; Jeune Afrique, 24/08/2017, [url](#)

¹⁷ Le Républicain via aBamako, 24/08/2017, [url](#) ; Liberté Algérie (Benyoub D.), 10/09/2017, [url](#)

¹⁸ VOA, 05/05/2018, [url](#)

¹⁹ Le Monde, 27/01/2018, [url](#) ; Jeune Afrique, 20/05/2019, [url](#) ; UNFPA, 17/11/2020, p. 37, [url](#)

²⁰ HRW, 10/02/2020, [url](#) ; José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, 20/08/2020, [url](#) ; ISS, 03/2020, p. 8, [url](#)

²¹ Il s'agit d'une nouvelle coalition hétéroclite d'opposants politiques, de chefs religieux et de membres de la société civile qui contestait les résultats du dernier scrutin et réclamait la démission du président IBK.

²² France 24, 29/05/2021, [url](#) ; ICG, 21/09/2021, [url](#) ; Le Monde, 25/05/2021, [url](#) ; Le Monde, 27/06/2021, [url](#) ; La Libre, 22/09/2020, [url](#) ; RFI, 25/09/2020, [url](#) ; Le Monde, 27/09/2020, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 29/09/2020, p. 4, [url](#) ; ICG, 27/05/2021, [url](#)

²³ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 2, [url](#)

gouvernement précédent : le renforcement de la sécurité nationale, des réformes politiques et institutionnelles, la mise en œuvre « intelligente » de l'Accord et l'organisation des élections crédibles²⁴.

Le deuxième coup d'Etat a été condamné par la communauté internationale. Par ailleurs, la CEDEAO et l'Union Africaine ont décidé de suspendre le Mali de leurs institutions et demandé le respect de la période de transition ainsi que la tenue des élections en février 2022²⁵.

Selon Jean-Hervé Jezequel, directeur du Projet Sahel pour International Crisis Group (ICG), ces crises politiques à répétition diminuent la crédibilité de l'Etat malien et donnent aux groupes terroristes, ou à d'autres groupes armés, la possibilité de se présenter « comme des alternatives durables à l'autorité d'un Etat absent »²⁶.

Le 20 juillet 2021, le président Assimi Goïta a été la cible d'une tentative d'assassinat durant la célébration de l'Eïd al-Adha à la Grande Mosquée de Bamako. ICG qualifie cet incident d'« apparent assassinat attempt »²⁷. Le suspect est décédé pendant sa garde à vue, cinq jours plus tard²⁸.

Les préparatifs pour les élections présidentielle et législatives prévues pour février et mars 2022 ont été retardées²⁹. Après que les autorités maliennes ont annoncé leur volonté de repousser l'échéance des élections de février 2022 à 2027, la CEDEAO a décidé, lors d'un sommet exceptionnel le 7 novembre 2021, d'imposer des sanctions individuelles contre les membres du gouvernement et du Conseil national de la transition et leurs familles. Jeune Afrique rapporte que « ceux-ci ont désormais l'interdiction de voyager et leurs avoirs financiers sont gelés »³⁰.

Le 12 décembre 2021, dans une lettre adressée au président de la CEDEAO, Assimi Goïta s'est engagé à fournir avant fin janvier un calendrier électoral en vue d'un retour des civils au pouvoir³¹. En effet, après la tenue d'un dialogue national sur la réforme nommé « Assises nationales de la refondation », la junte militaire a informé la CEDEAO de son intention d'organiser des élections après une période de transition de cinq ans³². Suite à un sommet organisé le 9 janvier 2022, la CEDEAO a pris de nouvelles sanctions contre le maintien de la junte au pouvoir : la fermeture des frontières avec le Mali au sein de l'espace sous-régional, la suspension des échanges commerciaux autres que les produits de première nécessité, l'arrêt des aides financières ainsi que des avoirs du Mali à la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)³³.

Sur le plan international, le 9 juillet, le président français a annoncé que la France réduirait de moitié le nombre des soldats et fermerait trois bases militaires dans le nord du Mali jusqu'au début 2022³⁴. Le 16 novembre 2021, la base de Tessalit a été transférée aux forces armées maliennes (FAMA). Les bases de Kidal et Tombouctou, ont été transférées aux FAMA en octobre et en décembre 2021³⁵. Franceinfo précise :

« Paris va désormais concentrer sa présence dans la région dite des "Trois frontières" (Mali, Niger, Burkina), une des principales zones d'influence des jihadistes au Sahel. Et la philosophie de

²⁴ RFI, 30/07/2021, [url](#)

²⁵ MINUSMA, 30/08/2021, [url](#)

²⁶ ICG, 27/05/2021, [url](#)

²⁷ ICG, 07/2021, [url](#)

²⁸ La Libre, 25/07/2021, [url](#)

²⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, p. 3, 01/10/2021, [url](#)

³⁰ Jeune Afrique, 08/11/2021, [url](#)

³¹ TV5 Monde, 12/12/2021, [url](#)

³² Franceinfo, 04/01/2022, [url](#)

³³ Le Monde, 10/01/2022, [url](#)

³⁴ France 24, 09/07/2021, [url](#)

³⁵ Le Monde, 16/11/2021, [url](#) ; Franceinfo, 14/12/2021, [url](#)

l'intervention va changer. [...] les militaires misent sur le partenariat avec les armées locales, afin qu'elles gagnent en autonomie et puissent un jour assumer seules la sécurité de la zone »³⁶.

Dans le contexte de reconfiguration de la force Barkhane, le Secrétaire général de l'ONU (SG-NU) a demandé au Conseil de sécurité le 16 juillet 2021 d'approuver l'augmentation de 2.069 militaires supplémentaires dans les rangs de la MINUSMA³⁷. Le gouvernement malien a approuvé le déploiement de seulement 1.000 soldats de plus dans la mission onusienne³⁸.

Le 13 septembre 2021, l'agence de presse Reuters a révélé que le Mali serait sur le point de conclure un accord avec la société militaire privée russe Wagner Group qui « pourrait porter sur l'envoi d'un millier de mercenaires russes au Mali »³⁹. L'information n'a pas été confirmée directement par les officiels maliens mais le 25 septembre, le ministre russe des Affaires étrangères a confirmé que des discussions étaient en cours avec « des compagnies privées militaires russes », tout en expliquant que Moscou n'était pas impliqué dans ces pourparlers⁴⁰. L'Union européenne a annoncé de possibles sanctions contre cette entreprise privée⁴¹.

Selon France 24, d'après plusieurs témoignages locaux et internationaux, le 3 janvier 2022, une altercation a eu lieu entre les djihadistes et des troupes maliennes appuyées par des militaires russes. La source précise ne pas pouvoir déterminer s'il s'agit du groupe privé de sécurité Wagner ou de militaires russes déployés dans le cadre des relations bilatérales entre les deux pays⁴².

2.2. Suivi de l'Accord de paix⁴³

Le Centre Carter⁴⁴ rapportait en août 2021 que malgré les résultats modestes suite à la relance de la mise en œuvre de l'Accord, plusieurs étapes « dans la bonne direction » ont été franchies par les parties maliennes, « notamment à travers un dialogue positif »⁴⁵.

Selon le même rapport, deux évènements majeurs ont impacté la mise en œuvre de l'Accord : l'assassinat de Sidi Brahim Ould Sidattia, président de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) le 13 avril 2021 et le nouveau coup d'Etat du 24 mai 2021⁴⁶. Pour le Groupe d'experts du Conseil de sécurité des Nations unies, Sidi Brahim Ould Sidattia (représentant de la CMA au Comité de suivi de l'Accord) jouait « un rôle déterminant dans la prise de décisions qu'il signait par la suite pour le compte de la CMA »⁴⁷.

En ce qui concerne les dispositions de l'Accord concernant la sécurité et la défense, elles n'ont que « très peu avancé » selon le SG-NU⁴⁸.

Le processus global de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) a été suspendu faute d'accord entre le gouvernement et les mouvements armés sur les quotas d'intégration. Entre janvier

³⁶ Franceinfo, 14/12/2021, [url](#)

³⁷ Le Figaro, 16/07/2021, [url](#)

³⁸ AA, 19/12/2021, [url](#)

³⁹ Reuters, 13/09/2021, [url](#)

⁴⁰ AA, 26/09/2021, [url](#)

⁴¹ AA, 16/11/2021, [url](#)

⁴² France 24, 06/01/2022, [url](#)

⁴³ « L'accord prévoit notamment de rétablir la paix au Mali par une décentralisation soutenue (dite « régionalisation »), la création d'une armée reconstituée intégrant les anciens groupes armés signataires, et des mesures de développement économique spécifiques au Nord du pays, le tout appuyé par un effort de dialogue, de justice et de réconciliation nationale » : ICG, 24/06/2020, [url](#)

⁴⁴ Observateur indépendant de la mise en œuvre de l'Accord de paix au Mali

⁴⁵ The Carter Center, 08/2021, p. 3, [url](#)

⁴⁶ The Carter Center, 08/2021, p. 3, [url](#)

⁴⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 06/08/2021, p. 3, [url](#)

⁴⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 4, [url](#)

et juillet 2021, dans la phase de « rattrapage » du DDR, 422 ex-combattants des mouvements signataires ont rejoint les FAMA après avoir achevé une formation de trois mois⁴⁹. Le SG-NU rapporte qu'au total, 2.300 combattants ont suivi un processus accéléré de DDR et que 1.765 d'entre eux avaient été formés et intégrés aux FAMA le 28 août 2021, sur 3.000 prévus⁵⁰.

Le DDR, une des mesures centrales de l'Accord de paix, vise à désarmer les groupes du nord en intégrant les ex-combattants dans les forces de sécurité et de défense ou en facilitant leur retour à la vie civile⁵¹.

Début novembre 2021, les FAMA ont annoncé le lancement d'une nouvelle procédure de recrutement de 2.000 personnes dans les régions du nord et du centre dans l'armée, la garde nationale et gendarmerie. Fin décembre 2021, 440 jeunes avaient demandé de rejoindre les forces de sécurité nationales⁵².

2.3. Situation sécuritaire

La situation sécuritaire au Mali s'est détériorée en 2021, tout comme dans l'ensemble du Sahel, où les conditions de sécurité et la situation humanitaire continuent à se dégrader, selon les sources consultées. Tandis que la menace asymétrique est en hausse, les groupes terroristes ont étendu leur présence et leur influence dans la région, en particulier dans la zone dite « des trois frontières » ou Liptako-Gourma entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, et ont continué à se disputer des zones d'influence⁵³. Selon Human Rights Watch (HRW), 900 civils ont été tués par les groupes islamistes dans les trois pays de la région (Mali, Niger et Burkina Faso) entre janvier et novembre 2021⁵⁴.

Durant les six derniers mois de 2021, les attaques terroristes ont continué dans le nord et le centre de Mali, tout comme les violences intercommunautaires et les actes de banditisme⁵⁵. Mais, l'ONU observe également une tendance de « déplacement constant » des violences vers le sud du pays. En effet, le SG-NU a recensé au Sud Mali des attaques menées par des groupes extrémistes contre les forces armées et contre des écoles. Des violences contre des personnes considérées comme des esclaves sont également constatées dans le Sud malien⁵⁶.

Dans son rapport de janvier 2022, le SG-NU parle de « la poursuite de la dégradation de l'état de sécurité au Mali, qui se caractérise par une augmentation des attaques visant les civils et les soldats de la paix dans le centre et le nord du pays et par l'extension de la menace terroriste dans le sud »⁵⁷.

Selon HRW, en 2021, « les exactions perpétrées par les groupes armés islamistes se sont intensifiées, la crise politique s'est aggravée et l'impunité pour les atrocités commises aussi bien par le passé qu'à l'heure actuelle par tous les groupes armés s'est poursuivie »⁵⁸.

Plus de 90 % de la population malienne vit actuellement dans une zone de conflit ou craint que le conflit ne s'étende dans leur localité, selon un rapport cité par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA)⁵⁹. D'après le

⁴⁹ The Carter Center, 08/2021, p. 3, [url](#)

⁵⁰ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 4, [url](#)

⁵¹ Xinhuanet, 01/05/2021, [url](#)

⁵² Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, [url](#)

⁵³ Nations unies, Conseil de sécurité, 08/10/2021, p. 2, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 5, [url](#) ; HRW, 01/2022, [url](#)

⁵⁴ HRW, 01/2022, [url](#)

⁵⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, [url](#)

⁵⁶ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 12, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 9, [url](#)

⁵⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, [url](#)

⁵⁸ HRW, 01/2022, [url](#)

⁵⁹ OCHA, 02/12/2021, [url](#)

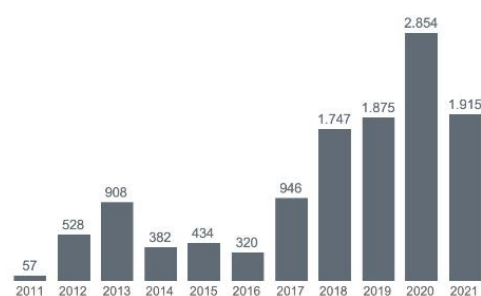
sociologue et chercheur malien Brema Ely Dicko, après le départ de Barkhane du Nord Mali, les deux principaux groupes terroristes, le Groupe de soutien à l’islam et aux musulmans (GSIM) et l’Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS), contrôlent 75 % du territoire malien⁶⁰.

En 2021, l’ONG américaine Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits dans le monde, a compté 1.915 décès suite aux violences au Mali (militaires, civils et combattants non-étatiques). Le nombre de personnes tuées est en baisse par rapport à l’année précédente, durant laquelle l’ACLED avait recensé 2.854 morts suite aux violences sur tout le territoire malien, mais le nombre d’incidents violents reste au même niveau qu’en 2020⁶¹.

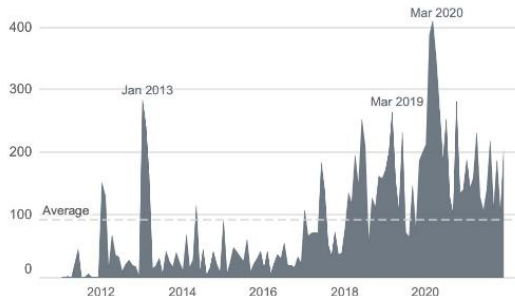
Analyste et chercheur indépendant pour la Banque mondiale et l’Institute for Security Studies (ISS), José Luengo-Cabrera a compilé dans les graphiques repris ci-dessous les données en provenance d’ACLED. La lecture des données cumulées de 2020 et 2021 montre que Mopti est la région la plus touchée par les violences, suivie de Gao, Ségou, Tombouctou, Ménaka et Koulikoro. Sikasso Kayes et Bamako sont, d’après ces mêmes données, les régions les moins touchées par les conflits⁶².

Reported fatalities*

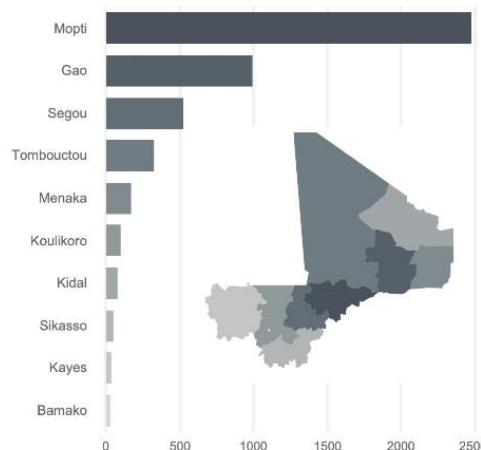
Annual



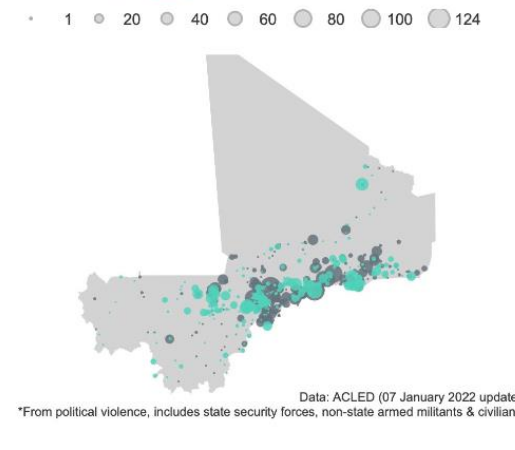
Monthly



Subnational (2020 - 2021)



Location (2020 - 2021)



Victimes des incidents violents au Mali (forces de sécurité, civils et combattants non-étatiques inclus)⁶³

⁶⁰ DW, 10/12/2021, [url](#)

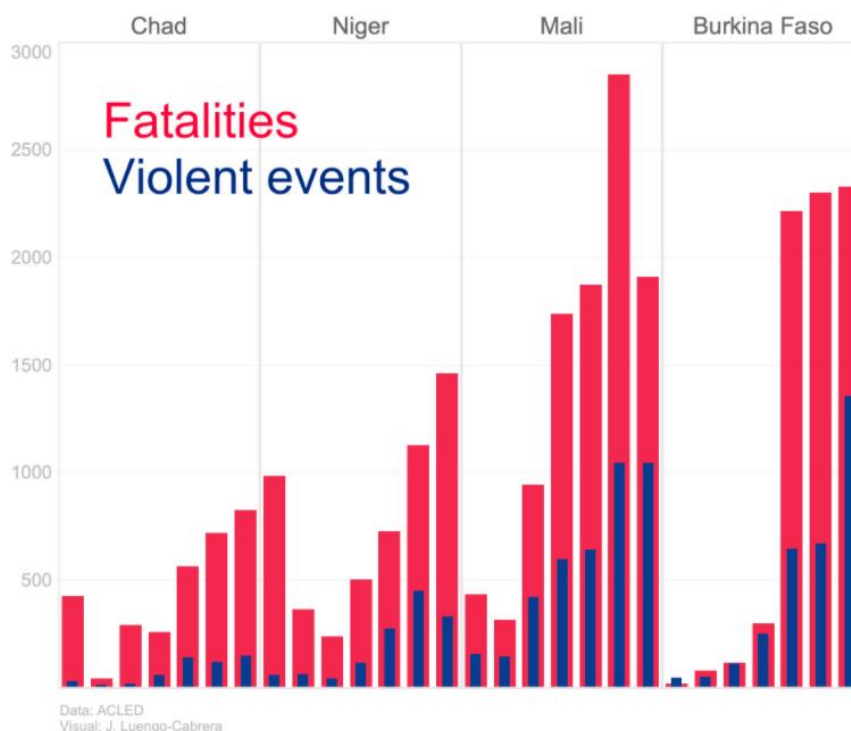
⁶¹ José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, 12/01/2022, [url](#) ; José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, 12/01/2022, [url](#)

⁶² José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, 12/01/2022, [url](#)

⁶³ José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, 12/01/2022, [url](#)

Central Sahel

Political violence
2015-2021



Nombre des personnes tuées et des incidents violents au Sahel de 2015 à 2021⁶⁴

S'agissant uniquement des victimes civiles, l'ONU a compté, durant les six derniers mois de 2021, 261 personnes tuées dans 650 attaques dirigées contre les civils, 240 personnes blessées et 268 civils enlevés⁶⁵.

Le Cluster Protection⁶⁶ du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a enregistré en 2021 6.412 incidents violents produits dans le nord et le centre du pays, 37 % de plus qu'au cours de l'année précédente⁶⁷. Les régions les plus touchées en 2021 d'après ce monitoring sont par ordre d'importance : Mopti (50,19 %), Tombouctou (17,48 %), Gao (15,86 %), Ségou (12,63 %), Kidal (2,90 %) et Ménaka (0,94%). Ce rapportage concerne tout type d'incidents et violations des droits de l'homme documenté dans le nord et le centre du Mali par le HCR, qui précise que « les données sensibles en matière de protection sont souvent sous-représentées »⁶⁸.

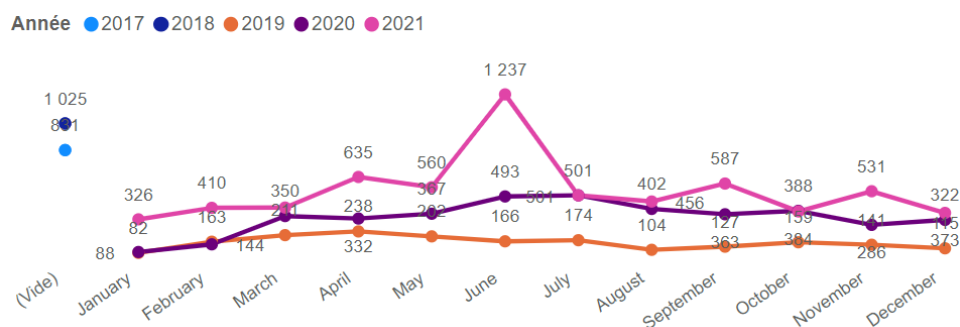
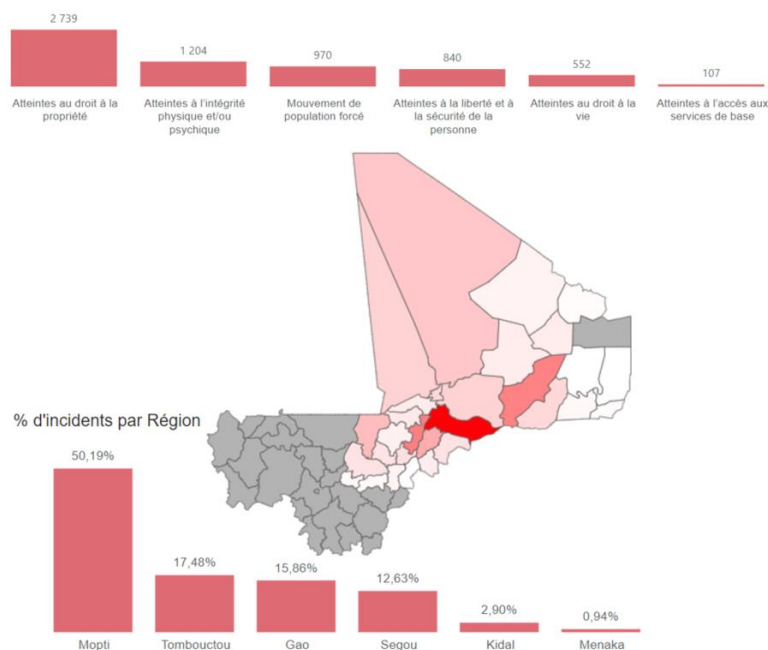
⁶⁴ José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, 12/01/2022, [url](#)

⁶⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, [url](#)

⁶⁶ Monitoring de protection qui documente et répertorie les incidents signalés uniquement au centre et au nord du Mali, le Sud n'étant pas couvert par le rapportage. Voir [url](#)

⁶⁷ HCR, s.d., [url](#)

⁶⁸ HCR, s.d., [url](#)


 Incidents violents enregistrés par mois et par an dans le nord et le centre du Mali⁶⁹

 Type et localisation des incidents documentés par le HCR de janvier à décembre 2021⁷⁰

De janvier à décembre 2021, 511 assassinats et meurtres ont été enregistrés par ce Monitoring de protection, un chiffre en baisse par rapport à l'année passée (593 assassinats et meurtres enregistrés durant l'année 2020). Le nombre de coups, blessures et mutilations rapportés est aussi en légère diminution : 572 enregistrés en 2021 (599 coups, blessures et mutilations rapportées durant l'année 2020) tandis que le nombre d'enlèvements, prises d'otages ou disparitions forcées a plus que doublé en 2021 et atteint 783 cas rapportés (383 cas durant toute l'année 2020)⁷¹.

Le nombre d'attaques à l'aide d'engins explosifs improvisés (EEI) contre les forces armées a augmenté durant le dernier trimestre de 2021 : 53 attaques ont été enregistrées d'octobre à décembre, causant la mort de neuf soldats de la MINUSMA et en blessant 64 autres. Durant le trimestre précédent, l'ONU a compté 34 attaques qui ont fait 48 blessés parmi les soldats de la paix⁷². Concernant les victimes

⁶⁹ HCR, s.d., [url](#)

⁷⁰ HCR, s.d., [url](#)

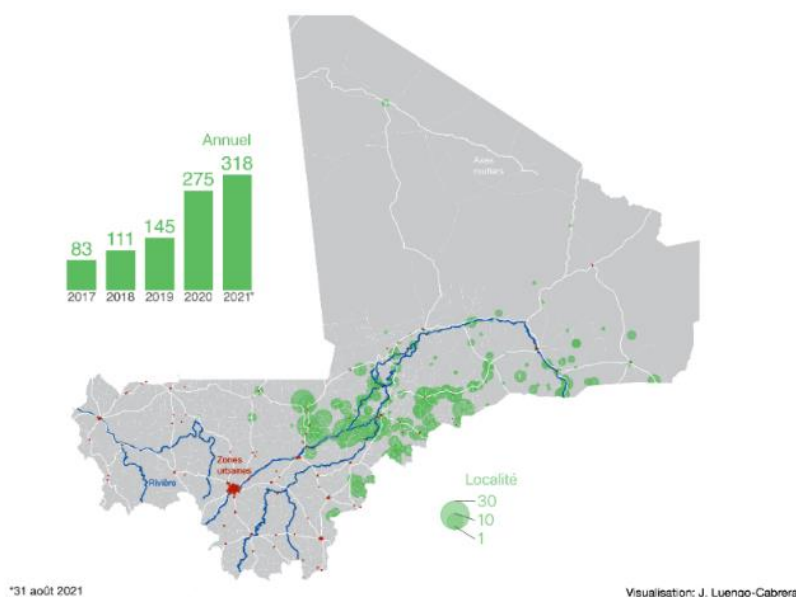
⁷¹ HCR, s.d., [url](#)

⁷² Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 10, [url](#)

civiles des EEI, de juin à septembre 2021, six attaques enregistrées dans les régions de Koulikoro, Mopti et Gao ont tué 23 civils et blessé 13 autres⁷³.

Quant aux violences fondées sur le genre, 1.300 cas ont été comptabilisés par les Nations unies d'avril à septembre 2021, dont 186 cas de viol, la plupart dans le centre du pays, Mopti étant la région la plus touchée⁷⁴.

Une croissance exponentielle d'enlèvements de personnes est observée en 2021 au Mali. Selon les données en provenance de l'ACLED, publiées par l'Institut d'études de sécurité (Institute for Security Studies, ISS) et confirmées par les Nations Unies, il y a eu au cours des huit premiers mois de 2021 plus d'enlèvements qu'au cours de n'importe quelle année complète. Sur 913 enlèvements enregistrés au total depuis 2017, 318 ont eu lieu entre janvier et août 2021, selon la même source⁷⁵.



Nombre des personnes enlevées et géolocalisation des enlèvements entre 2017 et 2021⁷⁶

À l'issue d'une visite de six jours au Mali début novembre 2021, la Sous-Secrétaire générale des Nations Unies aux droits de l'homme considère que :

« la récente détérioration de la situation sécuritaire au Mali est démontrée par l'expansion de l'insécurité et le déplacement actif des groupes extrémistes violents du nord et du centre vers le sud du pays, l'augmentation du nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), qui a presque quadruplé en deux ans, et la tendance à la hausse des fermetures d'écoles [...]. Ces évolutions se sont produites dans un contexte de retrait accru de la présence et du contrôle des autorités publiques dans ces zones »⁷⁷.

L'accès humanitaire a été restreint et difficile durant les six derniers mois de 2021 à cause de la détérioration de la situation sécuritaire et de l'augmentation des incidents de protection touchant les acteurs humanitaires⁷⁸.

⁷³ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, pp. 3-11, [url](#)

⁷⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 11, [url](#)

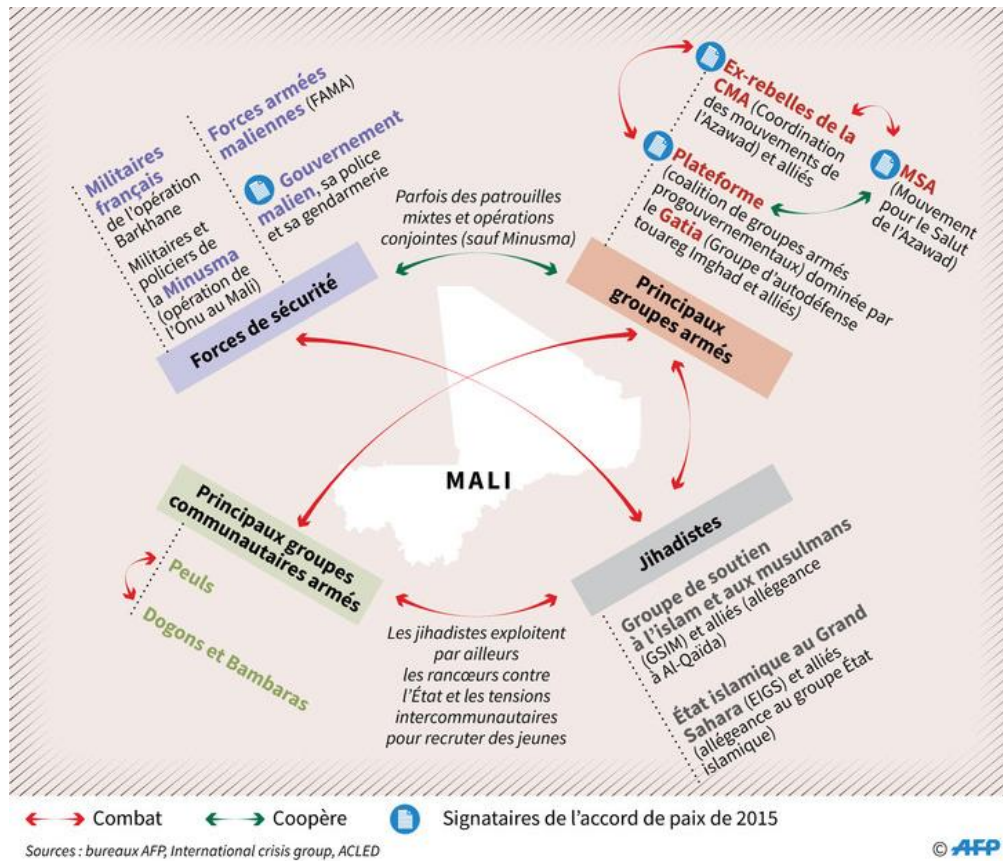
⁷⁵ ISS, 08/09/2021, [url](#)

⁷⁶ ISS, 08/09/2021, [url](#)

⁷⁷ HCR, 09/11/2021, [url](#)

⁷⁸ HCR, 07/2021, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, [url](#)

3. Parties en présence



Vue des principaux acteurs du conflit au Mali et de leurs interactions⁷⁹

3.1. Armée malienne

Les FAMA sont constituées d'environ 18.000 soldats selon certains analystes cités par la presse en 2021⁸⁰. Global Firepower (GFP), un site Internet américain spécialisé dans le domaine militaire, a publié en 2021 son classement annuel des puissances militaires modernes dans le monde. L'armée malienne y est considérée comme la 19^{ème} armée la plus puissante en Afrique. Sur 140 pays classés, le Mali se situe à la 105^{ème} position mondiale, après le Niger mais devant le Burkina Faso et la Mauritanie⁸¹.

⁷⁹ La Croix, 03/08/2018, [url](#)

⁸⁰ Franceinfo, 12/01/2022, [url](#)

⁸¹ GFP, 03/03/2021, [url](#)

3.2. Forces internationales

3.2.1. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)

La MINUSMA a été établie le 25 avril 2013 par la résolution 2100 du Conseil de sécurité des Nations unies, pour soutenir le processus politique et la mise en œuvre de l'Accord de paix mais aussi pour maintenir la sécurité dans la région⁸². Fin juin 2021, le Conseil de sécurité a renouvelé son mandat pour un an, jusqu'au 30 juin 2022. Dans un communiqué de presse, le Conseil de sécurité affirme que la MINUSMA est autorisée à utiliser tous les moyens nécessaires pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord de paix afin de protéger les civils, de réduire les violences intercommunautaires et de rétablir l'autorité et la présence de l'Etat ainsi que les services sociaux dans le centre du pays⁸³. En septembre 2021, les effectifs de la MINUSMA étaient de 12.789 militaires et 1.745 policiers⁸⁴. En octobre 2021, la MINUSMA dénombrait 159 soldats morts et 426 blessés graves depuis le début des hostilités au Mali. Depuis le début de sa mission, la MINUSMA dénombrait en octobre 2021 159 soldats morts et 426 blessés graves à cause des hostilités au Mali⁸⁵. En décembre 2021, huit Casques bleus ont perdu la vie, tués par des EEI dans le centre du pays⁸⁶.



Bases militaires de la MINUSMA⁸⁷

3.2.2. Opération Barkhane

La France intervient au Mali depuis janvier 2013, d'abord dans le cadre de l'opération Serval puis, depuis le 1^{er} août 2014, avec l'opération Barkhane. Cette dernière couvre plusieurs pays (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) mais l'épicentre des opérations se situait dans le nord du Mali⁸⁸. Son dispositif militaire s'articulait autour de trois bases permanentes : Gao au Mali, Niamey au Niger et N'Djamena au Tchad. Selon le ministère français des Armées, la mission de cette force est de coordonner la lutte menée par les armées des pays du G5 contre les terroristes. Pour pouvoir agir dans les zones les plus reculées, des détachements sont déployés sur des « plateformes désert relais » ou sur des bases avancées temporaires⁸⁹. En décembre 2021, son effectif atteignait 4.800 soldats⁹⁰.

En juin 2021, la France a annoncé une « transformation profonde » qui vise à réduire ses troupes sur le sol malien de 5.000 à 2.500-3.000 militaires et à transférer graduellement le commandement aux FAMA. Le projet annoncé par le président français prévoit la fermeture de trois bases militaires dans

⁸² République française, ministère des Armées, 05/2017, p. 5, [url](#)

⁸³ Nations unies, Conseil de sécurité, 29/06/2021, [url](#).

⁸⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 15, [url](#)

⁸⁵ MINUSMA, 10/2021, [url](#)

⁸⁶ France 24, 09/12/2021, [url](#)

⁸⁷ MINUSMA, 10/2020, [url](#)

⁸⁸ Jeune Afrique, 19/05/2017, [url](#) ; Mondafrique (Kaba Diané S.), 28/07/2018, [url](#)

⁸⁹ République française, ministère des Armées, 14/04/2021, p. 23, [url](#)

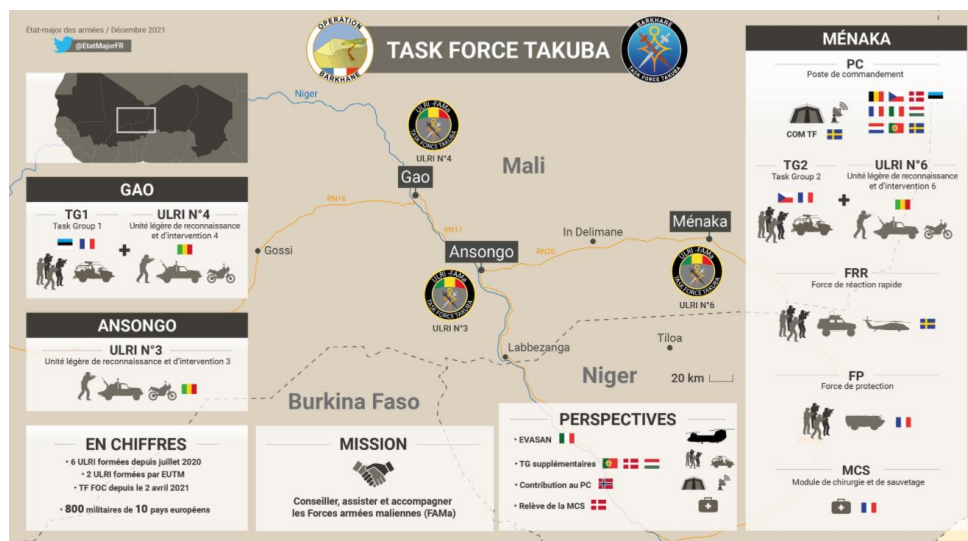
⁹⁰ République française, ministère des Armées, 15/12/2021, [url](#)

le nord du Mali (Kidal, Tombouctou et Tessalit) pour recentrer la lutte antiterroriste et « endiguer une diffusion de la menace au sud »⁹¹. Les trois bases militaires de Kidal, Tessalit et Tombouctou ont été transférées aux FAMA durant le dernier trimestre de 2021⁹². Les sept avions de chasse ainsi que les six drones armés seront gardés dans l'arsenal de lutte antiterroriste par les troupes françaises⁹³. Depuis son lancement et jusqu'au fin décembre 2021, 42 militaires français ont perdu la vie dans cette opération militaire⁹⁴.

3.2.3. Task force « Takuba »

La task force Takuba, un groupement de forces spéciales européennes initié par la France, a été mise en place en 2020 pour accompagner le combat des FAMA contre les groupes terroristes. Cette force est composée d'environ 800 militaires issus de plusieurs pays de l'Union européenne et dispose d'une force de réaction rapide ayant un poste de commandement, deux task groups et une force d'action rapide hélicoptérée⁹⁵. Selon le chef opérations de Takuba, la mission de cette task force « est de concourir à la sécurité du Liptako (région des trois frontières, ndlr) en accompagnant les FAMA selon la logique du triple A: +Advise, assist, accompany+ (conseiller, assister, accompagner) »⁹⁶.

Selon le chercheur Boubacar Haïdara, la stratégie de déploiement de cette nouvelle armée « vise à ce que la France ne porte plus seule le fardeau de la guerre au Sahel, ainsi qu'à faire taire les critiques anti-France qui se font entendre depuis la fin 2019 »⁹⁷.



Déploiement de la task force Takuba au Mali⁹⁸

3.2.4. La Force conjointe du G5 Sahel (FCG5S)

Le 19 décembre 2014, le Mali signe, avec quatre autres pays du Sahel (le Tchad, la Mauritanie, le Niger et le Burkina Faso), une convention qui porte les bases du G5 Sahel (G5S) : un cadre de

⁹¹ France 24, 14/10/2021, [url](#)

⁹² Le Monde, 16/11/2021, [url](#) ; Franceinfo, 14/12/2021, [url](#)

⁹³ France 24, 14/10/2021, [url](#)

⁹⁴ République française, ministère des Armées, 15/12/2021, [url](#)

⁹⁵ République française, ministère des Armées, 15/12/2021, [url](#)

⁹⁶ TV5Monde, 15/12/2021, [url](#)

⁹⁷ DW, 03/09/2021, [url](#)

⁹⁸ République française, ministère des Armées, 15/12/2021, [url](#)

coopération qui a pour but d'améliorer et de coordonner au niveau régional les politiques de développement et de sécurité⁹⁹. Presque trois ans plus tard, le 2 juillet 2017, les chefs d'Etats du G5 Sahel lancent officiellement la Force conjointe du G5 Sahel (FCG5S), soutenue par la France et actée par le Conseil de sécurité des Nations unies. Il s'agit d'une force militaire transfrontalière d'environ 5.000 soldats, chargée de lutter contre les réseaux terroristes et extrémistes violents, la prolifération d'armes, le trafic d'êtres humains et la criminalité transnationale organisée¹⁰⁰. En novembre 2017, le FCG5S lance sa première opération militaire baptisée *Hawbi* dans la « zone des trois frontières » entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger¹⁰¹.



Composition de la Force Conjointe du G5 Sahel (FCG5S)¹⁰²

La FCG5S a suspendu ses activités après une attaque djihadiste contre son quartier général de Sévaré (Mali) le 29 juin 2018. En janvier 2019, la presse internationale a annoncé la reprise des opérations¹⁰³. Un nouveau quartier général a été construit par la MINUSMA et inauguré le 4 juin 2020 à Senou (banlieue de Bamako)¹⁰⁴. Cette force conduit des opérations en autonomie mais aussi en coordination avec Barkhane¹⁰⁵.

3.2.5. La Mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM)

La Mission de formation de l'Union européenne au Mali (European Union Training Mission in Mali, EUTM Mali) est chargée, depuis ses débuts en janvier 2013, de former et de rénover l'armée malienne. Jusqu'en juin 2019, la mission avait assuré la formation de 12.000 hommes sur le terrain¹⁰⁶. En mars 2020, l'UE a décidé de proroger pour la cinquième fois le mandat de la mission jusqu'au 18 mai 2024 et d'élargir ses compétences. La mission fournira aussi une assistance militaire (conseil et entraînement) à la FCG5S et aux armées nationales des pays du G5S¹⁰⁷. Le personnel de l'EUTM Mali est composé d'environ 700 personnes provenant de 27 pays mais à terme, il est prévu que le nombre

⁹⁹ G5 Sahel, 29/09/2015, [url](#) ; France Diplomatie, 18/04/2018, [url](#)

¹⁰⁰ France Diplomatie, 06/2019, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 30/03/2017, p. 6, [url](#)

¹⁰¹ L'Orient-Le Jour, 01/11/2017, [url](#)

¹⁰² République française, ministère des Armées, 15/12/2021, [url](#)

¹⁰³ Jeune Afrique, 20/01/2019, [url](#)

¹⁰⁴ AA, 04/06/2020, [url](#)

¹⁰⁵ République française, ministère des Armées, 14/04/2021, p. 5, [url](#)

¹⁰⁶ UE, External Action, 13/06/2019, [url](#)

¹⁰⁷ Conseil européen, 23/03/2020, [url](#) ; Mondafrique (Kaba Diané S.), 28/07/2018, [url](#) ; République française, ministère des Armées, 14/04/2021, p. 7, [url](#)

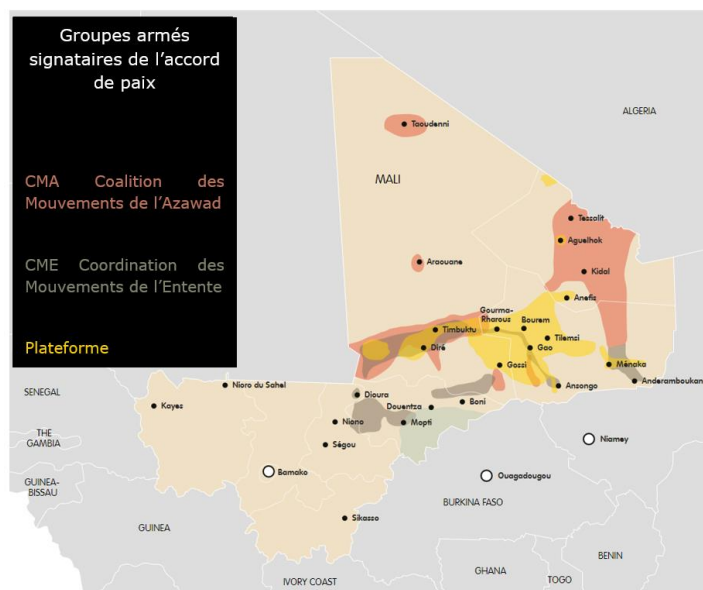
de conseillers augmente à 1.300 personnes¹⁰⁸. Selon le ministère français des Armées, environ 2.000 stagiaires suivent annuellement une formation dispensée par l'EUTM¹⁰⁹.

3.3. Groupes armés

3.3.1. Groupes armés signataires de l'Accord de paix

Depuis la mi-juin 2014, les mouvements qui participent aux négociations de sortie du conflit avec le gouvernement malien sont scindés en deux groupes. Les « mouvements politico-militaires de la plateforme d'Alger du 14 juin 2014 », connus sous le nom de Plateforme, sont une coalition de groupes armés pro-gouvernementaux. Les mouvements autonomistes anti-Bamako se sont rassemblés dans la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), ex-rébellion majoritairement touareg, dénommée Coordination¹¹⁰.

Les principaux groupes qui font partie de la Plateforme sont la Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance (CMFPR), le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), la Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA), le Groupe d'autodéfense touareg Imghads et alliés (GATIA) et le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA)¹¹¹. Les groupes qui font partie de la Coordination sont le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), une dissidence du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA dissident) et la CMFPR II qui est une aile dissidente de la CMFPR¹¹².



Zones d'influence des groupes armés signataires de l'Accord de paix¹¹³

Le 11 novembre 2017, des dissidents de la Coordination et de la Plateforme ont établi la Coordination des mouvements de l'entente (CME), une troisième coalition de groupes armés maliens qui réclame

¹⁰⁸ DW, 07/07/2021, [url](#)

¹⁰⁹ Conseil européen, 23/03/2020, [url](#) ; Mondafrique (Kaba Diané S.), 28/07/2018, [url](#) ; République française, ministère des Armées, 14/04/2021, p. 7, [url](#)

¹¹⁰ Confédération suisse, SEM, 07/09/2015, p. 12, [url](#)

¹¹¹ ICG, 22/05/2015, p. 1, [url](#) ; RFI, 14/07/2019, [url](#)

¹¹² ISS (Maïga I.), 06/2016, p. 6, [url](#)

¹¹³ ECFR, 05/2019, [url](#)

son inclusion dans la mise en œuvre de l'Accord de paix de 2015. Cette coalition est composée du Congrès pour la justice dans l'Azawad (CJA), de la Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA), du Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA2), du Front populaire de l'Azawad (FPA) et du Mouvement populaire pour le salut de l'Azawad (MPSA)¹¹⁴. Les mouvements de cette coalition refusent de se définir comme appartenant aux camps indépendantiste ou loyaliste¹¹⁵.

Le gouvernement malien a signé un accord de paix le 15 mai 2015 avec les groupes armés de la Plateforme et ensuite, le 24 juin 2015, avec ceux de la Coordination¹¹⁶. L'Accord de paix prévoyait notamment la mise en place d'unités mixtes composées à la fois de combattants des parties signataires et de membres des forces de défense et de sécurité, à qui revenait la mission de ramener la sécurité au nord, particulièrement à l'extérieur des grandes villes¹¹⁷. Les premières patrouilles mixtes étaient opérationnelles à Gao en février 2017 pour la sécurisation des populations et de leurs biens et pour lutter contre le terrorisme¹¹⁸. Début mai 2018, un détachement de l'armée est arrivé à Kidal pour participer aux patrouilles¹¹⁹. Le Mécanisme opérationnel de coordination (MOC) de Tombouctou a officiellement été mis en place fin mai 2018¹²⁰.

Une autre mesure de l'Accord, le processus de désarmement – démobilisation – réinsertion (DDR) qui vise à désarmer les groupes du nord en intégrant leurs ex-combattants dans les forces de sécurité et de défense ou en facilitant leur retour à la vie civile, a démarré en novembre 2018¹²¹.

Selon des sources citées par le Groupe d'experts de l'ONU sur le Mali, la CMA recourt à une stratégie de coexistence avec les groupes terroristes. Les postes avancés de la CMA et leurs bases militaires à Tombouctou et à Ménaka « illustrent clairement sa stratégie de coexistence avec les groupes terroristes et sont des vecteurs clefs de son expansion »¹²². Située dans un lieu stratégique à huit kilomètres de la frontière avec la Mauritanie et au point de convergence des régions de Tombouctou, Ségou et Mopti, cette base serait constituée d'éléments appartenant aux HCUA, MNLA et MAA-CMA. Cette base est suspectée d'avoir entretenu des contacts depuis 2015 avec des groupes terroristes armés basés dans la forêt de Ouagadou. Leur rapport précise encore que :

« [...] de multiples sources ont rapporté au Groupe d'experts qu'elle avait servi, depuis 2015, de base arrière ou apporté un soutien aux raids contre les bases des Forces armées maliennes à Nampala (à 35 km), Dioura (80 km) et Soumpi (120 km) ainsi qu'à d'autres attaques contre les forces internationales et maliennes »¹²³.

Le Groupe d'experts a mené en 2020 une enquête sur une autre base de la CMA située à Tinfadimata, qui aurait servi de base arrière au cours des attaques contre les forces militaires et de sécurité du Mali et du Niger¹²⁴.

Selon les rapports du SG-NU, en 2020, au-delà de sa place forte à Kidal où elle assure la sécurité dans la région, la CMA a étendu son influence dans les régions du nord du Mali. Ainsi, la CMA a assuré la

¹¹⁴ CME via Sahel-Elite, 13/05/2018, [url](#)

¹¹⁵ SIPRI, 10/2019, [url](#)

¹¹⁶ Nations unies, Conseil de sécurité, 09/08/2018, p. 9, [url](#)

¹¹⁷ Jeune Afrique, 21/03/2017, [url](#)

¹¹⁸ RFI, 24/02/2017, [url](#)

¹¹⁹ Studio Tamani via Maliweb, 13/04/2018, [url](#) ; VOA, 05/05/2018, [url](#)

¹²⁰ Studio Tamani, 26/05/2018, [url](#)

¹²¹ FRS, 12/2018, [url](#)

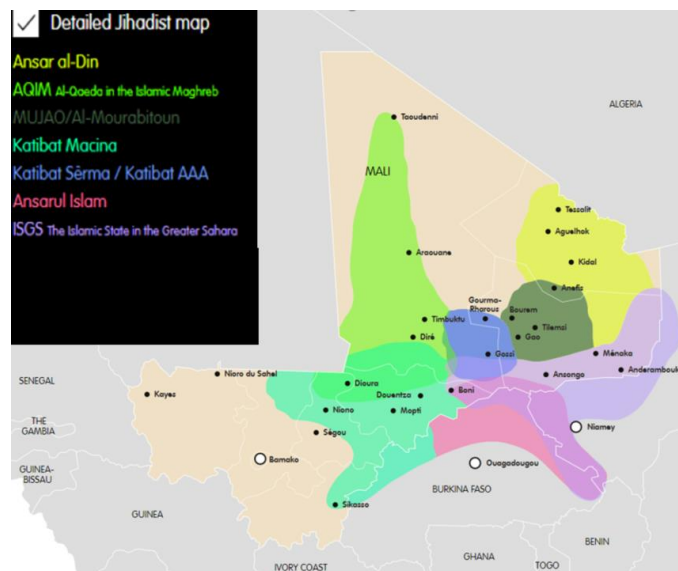
¹²² Nations unies, Conseil de sécurité, 18/03/2020, p. 21, [url](#)

¹²³ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/03/2020, p. 21, [url](#)

¹²⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/03/2020, p. 21, [url](#)

sécurité dans la région de Tombouctou et a développé son influence dans les régions de Ménaka et Gao¹²⁵.

3.3.2. Groupes terroristes



Zones d'influence des groupes djihadistes implantés au Mali¹²⁶

Les groupes terroristes qui se sont emparés des régions du nord du Mali en 2012 – Ansar Dine, AQMI, le MUJAO et Al-Mourabitoune – ont été exclus de l'Accord de paix de 2015¹²⁷.

Ces groupes appartiennent aux deux entités principales : le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM ou Jamā'at nuṣrat al-islām wal-muslimīn JNIM) et l'Etat islamique (EI) dans le Grand Sahara (EIGS ou ISWAP en anglais). Le GSIM se revendique d'Al-Qaida tandis que l'EIGS a déclaré son allégeance à l'EI¹²⁸.

Le rapport annuel 2019 du département d'Etat des Etats-Unis (United States Department of State, USDOS) indique que le GSIM mène des attaques dans le nord et le centre du Mali tandis que l'EIGS est actif surtout aux frontières du Mali avec le Niger et le Burkina Faso¹²⁹. Selon le chercheur Brema Ely Dicko, le territoire malien est occupé actuellement à 75 % par le GSIM et l'EIGS¹³⁰.

Les deux branches terroristes ont traversé des phases de coopération mais aussi une période de guerre ouverte. Si en 2019 l'EIGS et le GSIM ont mené des opérations ensemble, des centaines de combats entre les deux factions ont été observés en 2020 sur toute l'étendue du Sahel¹³¹. En effet, début 2020, l'EIGS semble avoir étendu ses zones d'activités à certaines parties des régions de Gao et Tombouctou,

¹²⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/03/2020, p. 7, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 29/09/2020, p. 8, [url](#)

¹²⁶ ECFR, 05/2019, [url](#)

¹²⁷ RFI (Jouve A.), 24/03/2016, [url](#)

¹²⁸ L'Express (Hugeux V.), 05/05/2018, [url](#)

¹²⁹ USDOS, 13/03/2019, [url](#)

¹³⁰ DW, 10/12/2021, [url](#)

¹³¹ NATO Southern HUB, 08/2021, [url](#)

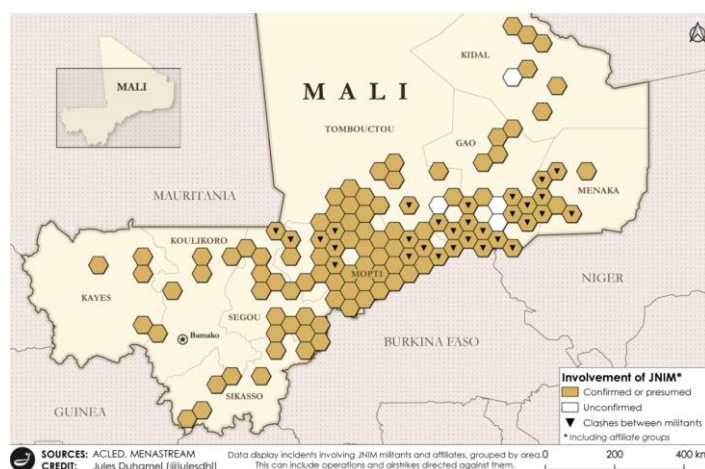
auparavant des zones d'action du GSIM¹³². En 2021, une accalmie et une forte diminution du nombre d'attaques entre les deux groupes sont observées par les analystes militaires de l'OTAN¹³³.

Cette expansion territoriale aurait provoqué aussi une scission dans la Katiba Macina, selon le SG-NU¹³⁴. En effet, des Peuls ont quitté le groupe d'Amadou Koufa pour se rapprocher de l'EIGS ou pour rejoindre un nouveau groupe djihadiste opérant dans la région qui a prêté allégeance à l'EI¹³⁵. Selon le GRIP, « plusieurs raisons ont justifié ces départs, notamment la méthode contestée de répartition des butins de guerre, la gestion des questions foncières et l'inféodation de Koufa à Iyad Ag Ghaly »¹³⁶.

D'après le Timbuktu Institute¹³⁷, le nouveau groupe terroriste qui a prêté allégeance à l'EI serait implanté à Nampala dans le cercle de Ségou. Les djihadistes de Jund al khilafa fi Mali (les soldats du califat au Mali) sont décrits comme des combattants qui faisaient jusque-là partie de la Katiba Macina d'Amadou Koufa, affiliée au groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM)¹³⁸. Selon le GRIP, le 30 janvier 2020, ce nouveau groupe aurait perpétré une attaque contre des postes militaires à Sarkala¹³⁹.

Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM ou JNIM)

En mars 2017, quatre groupes djihadistes – AQMI, Ansar Dine, la Katiba Macina et Al-Mourabitoune – ont annoncé leur fusion au sein d'une entité, le GSIM¹⁴⁰, dirigée par le chef d'Ansar Dine, le Touareg malien Iyad Ag Ghali¹⁴¹. Depuis, le GSIM est actif aussi au Niger, au Burkina Faso et a même mené des attaques dans le nord de la Côte d'Ivoire et du Bénin, devenant la plus importante branche locale d'Al-Qaïda et un des ennemis principaux de la force Barkhane¹⁴². Ayant son épicentre au nord du Mali, les spécialistes estiment que l'organisation compte entre 1.500 et 2.000 combattants et que deux tiers des actes de violence au Sahel lui sont imputables¹⁴³.



Localisation des incidents impliquant le GSIM au Mali en 2020¹⁴⁴

¹³² Nations unies, Conseil de sécurité, 28/12/2020, p. 9, [url](#) ; GRIP, 14/01/2021, [url](#)

¹³³ NATO Southern HUB, 08/2021, [url](#)

¹³⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 20/03/2020, p. 7, [url](#)

¹³⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 20/03/2020, p. 7, [url](#) ; JA, 21/02/2020, [url](#)

¹³⁶ GRIP, 07/04/2020, p. 16, [url](#)

¹³⁷ Centre de recherche-Action spécialisé dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent en Afrique

¹³⁸ Niamey et les 2 jours, 23/02/2020, [url](#)

¹³⁹ Malijet, 03/02/2020, [url](#) ; GRIP, 07/04/2020, p. 16, [url](#)

¹⁴⁰ En arabe : *Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin* (JNIM). Voir : Long War Journal (Weiss C.), 18/03/2017, [url](#)

¹⁴¹ Nations unies, Conseil de sécurité, 30/03/2017, p. 8, [url](#)

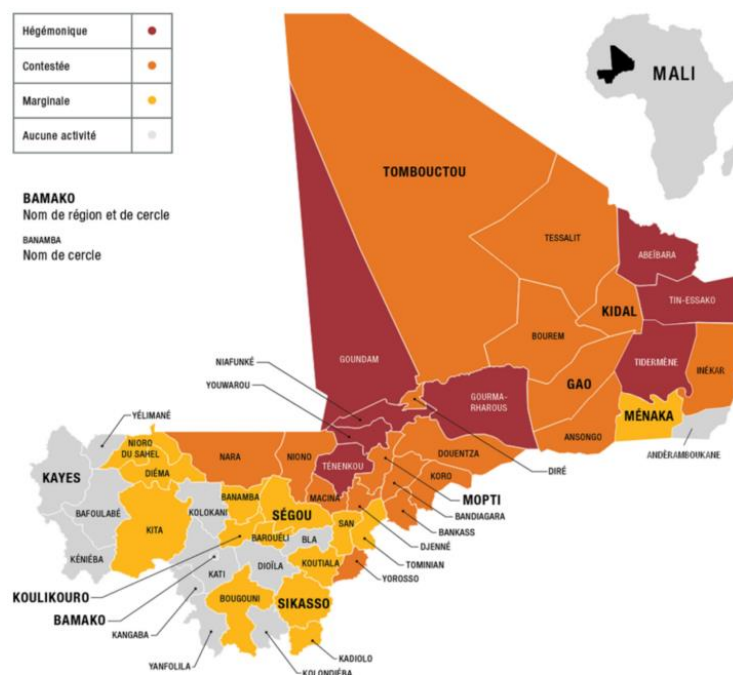
¹⁴² LCI, 06/05/2021, [url](#) ; La Croix, 07/05/2021, [url](#) ; ICG, 10/12/2021, [url](#)

¹⁴³ La Croix, 07/05/2021, [url](#) ; Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 22/01/2021, [url](#)

¹⁴⁴ Duhamel J., julesduhamel.wordpress, 16/03/2021, [url](#)

Le GSIM déclare deux objectifs : le départ des forces étrangères du Mali et l'établissement d'un régime islamique. Pour régner dans les territoires qu'ils contrôlent, les terroristes affiliés au GSIM recourent aux punitions collectives, collectent des taxes (la *zakat*), assiègent des villages et empêchent les habitants de circuler et de travailler les champs. Un rapport d'ICG montre que, parfois, les terroristes du GSIM s'efforcent de remplacer l'Etat en offrant aux populations locales des services comme la justice, la régulation et le contrôle des prix des produits locaux, en protégeant les ressources naturelles et en permettant aux ONG de fournir des services médicaux, de l'eau potable et de la nourriture. Ils ont également fermé des centaines d'écoles publiques et encouragé les habitants à inscrire les enfants dans des écoles coraniques¹⁴⁵.

Dans la carte ci-dessous, les chercheurs d'ICG montrent la présence des troupes du GSIM sur le territoire malien. Une présence « hégémonique » de couleur rouge représente les « cercles dans lesquels le GSIM exerce une influence étendue, contrôlant sinon l'ensemble du district, du moins la plupart des zones situées en dehors des grandes villes » avec leur propre structure de gouvernance. La couleur orange représente les « cercles dans lesquels le GSIM ne contrôle que certaines zones, d'où il peut exercer une influence sur certains villages » mais où « sa présence est fortement contestée par les forces de sécurité gouvernementales ou d'autres groupes armés locaux non étatiques, ce qui réduit sa capacité à exercer un contrôle total sur la zone ». La couleur jaune est attribuée aux « cercles dans lesquels le GSIM a mené de multiples incursions et attaques contre des civils et des forces de sécurité sans parvenir à y établir une présence physique durable » et la couleur grise est attribuée aux « cercles dans lesquels le GSIM n'est pas ouvertement actif, mais où l'existence de cellules jihadistes inactives reste possible »¹⁴⁶.



Annexe A : Divers degrés de présence du GSIM dans les cercles du Mali

Cette classification a été établie par Crisis Group sur la base d'informations provenant de diverses sources, notamment des recherches sur le terrain, des données du Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), et des données sur la fermeture des écoles du Cluster Education Mali.

Implantation du GSIM au Mali¹⁴⁷

¹⁴⁵ ICG, 10/12/2021, [url](#)

¹⁴⁶ ICG, 10/12/2021, [url](#)

¹⁴⁷ ICG, 10/12/2021, [url](#)

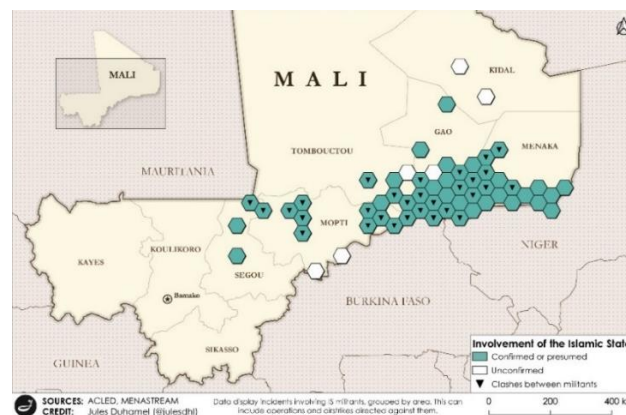
Le Front de libération du Macina (FLM), aussi appelé Katiba Macina, a été fondé début 2015 par le prédicateur radical peul Amadou Koufa Diallo¹⁴⁸. Considéré comme un allié d'Ansar Dine, le groupe recrute principalement des jeunes d'éthnie peule et est actif dans le centre du pays¹⁴⁹.

AQMI reste le groupe radical le plus puissant, bénéficiant de moyens logistiques plus importants et du soutien de la population, selon une source sécuritaire citée par le HCR¹⁵⁰. Son ancien chef, Abdelmalek Droukdel, a été tué par les militaires français le 3 juin 2020 dans le nord du Mali mais AQMI a annoncé poursuivre le combat contre les forces françaises et internationales en Afrique du Nord et au Sahel¹⁵¹. Selon Radio France internationale (RFI), à la tête de cette organisation terroriste a été nommé l'algérien Abou Obeida Youssef al-Annabi, ancien membre influent du conseil consultatif d'AQMI, un des créateurs du GSIM¹⁵². Plusieurs chefs ou membres de katibas ont été ciblés et tués ou capturés par des opérations militaires au cours de l'année 2020 et 2021 comme Ba Ag Moussa (chef militaire du GSIM) ou Nasser Al Tergui (leader de la katiba Serma)¹⁵³.

Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS)

L'EIGS a été créé en 2015 par le porte-parole du MUJAO, Adnane Abu Walid al-Sahrawi, qui a prêté allégeance à l'EI la même année¹⁵⁴. Son ralliement a officiellement été acté en octobre 2016¹⁵⁵. Le groupe est actif dans une région située aux confins du Mali, du Burkina Faso et du Niger, couramment appelée la « zone des trois frontières » ou Liptako-Gourma¹⁵⁶. Adnane Abu Walid al-Sahrawi a été tué mi-août 2021 près de la frontière nigérienne¹⁵⁷.

L'EIGS exploite les tensions entre les nomades et les agriculteurs dans la région, les Peuls étant souvent recrutés par ce mouvement¹⁵⁸. Un rapport de Small Arms Survey mentionne que les jeunes Peuls ne rejoignent pas ces groupes pour faire le djihad mais pour se protéger des Touaregs avec lesquels ils sont en conflit sur la question des ressources¹⁵⁹.



Incidents impliquant l'EIGS au Mali en 2020¹⁶⁰

¹⁴⁸ HRW, 05/04/2017, [url](#)

¹⁴⁹ Koaci, 19/05/2016, [url](#) ; Sahel 2r3s (Pigné J., Rouppert B.), 08/06/2017, [url](#)

¹⁵⁰ HCR, 06/2020, [url](#)

¹⁵¹ Le Monde, 07/06/2020, [url](#) ; Le Monde, 19/06/2020, [url](#)

¹⁵² RFI, 27/11/2020, [url](#)

¹⁵³ RFI, 12/06/2021, [url](#) ; Le Figaro, 16/06/2021, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 28/12/2020, p. 8, [url](#) ;

Le Figaro, 21/10/2021, [url](#)

¹⁵⁴ The New Humanitarian (Offner F.), 19/02/2018, [url](#) ; Huffpost, 14/01/2018, [url](#)

¹⁵⁵ Le 360 Afrique, 13/01/2018, [url](#)

¹⁵⁶ Huffpost, 14/01/2018, [url](#) ; Libération, 12/12/2019, [url](#)

¹⁵⁷ ICG, 19/10/2021, [url](#)

¹⁵⁸ The New Humanitarian (Offner F.), 19/02/2018, [url](#) ; LCI, 16/09/2021, [url](#)

¹⁵⁹ Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, p. 30, [url](#)

¹⁶⁰ julesduhamel.wordpress, 15/03/2021, [url](#)

Selon le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, l'EIGS a doublé son activité terroriste en 2020 par rapport à l'année précédente, prenant pour cibles les civils dans plus de la moitié de leurs attaques. La même source explique qu'en 2020, dans la région des « trois frontières », onze unités administratives ont recensé des attaques liées à l'EIGS pour la première fois, la plupart étant situées dans le centre du Mali¹⁶¹. Selon les analystes d'ICG, de 2018 à fin 2020, ce groupe aurait tué plus de 500 militaires sahéliens (nigériens, maliens et burkinabés) et en 2021, l'EIGS « a multiplié les massacres de civils des deux côtés de la frontière entre le Mali et le Niger »¹⁶².

En novembre 2016, Ansaroul Islam, un groupe djihadiste actif dans le nord du Burkina Faso et le centre du Mali, a été créé par le prêcheur peul Ibrahim Malam Dicko, un proche du prédicateur malien Amadou Koufa. Selon un article publié le 10 décembre 2017 par Le Monde, depuis la création de ce groupe, la frontière malienne avec le Burkina Faso sert de base arrière pour ces terroristes agissant au Mali¹⁶³. Dans un article paru le 1^{er} mai 2017, La Croix note qu'Ansaroul Islam veut promouvoir un islam authentique et qu'il tenterait de se rapprocher de l'EI. Selon la même source, le groupe comprendrait moins d'une centaine d'hommes et disposerait de bases arrières au Mali à Douna et Selba, près de la frontière avec le Burkina Faso¹⁶⁴. Les analystes d'ICG placent ce groupe sous la tutelle du GSIM. Son commandant, Oumarou Mobo Modhi, a été tué le 7 octobre 2021 dans la région de Mopti dans une attaque des forces françaises, américaines et maliennes¹⁶⁵. La diminution du nombre d'attaques revendiquées par Ansaroul Islam durant les dernières années, laisse à penser, selon les analystes sahéliens, que ses membres ont rejoint d'autres groupes djihadistes de la région¹⁶⁶.

3.3.3. Groupes d'autodéfense

Le centre du Mali est majoritairement peuplé de Peuls (connus aussi sous le nom de Foulanis), de Bambaras, de Dogons et de Tellems¹⁶⁷. Certains villages sont découpés en quartiers correspondant à un groupe ethnique particulier¹⁶⁸. Les tensions préexistant entre les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs ont été ravivées par les groupes islamistes qui, descendus vers le centre du Mali, ont recruté principalement au sein de la population peule. Face à un manque de protection de la part de l'Etat malien, les Bambaras, les Dogons et les Tellems ont mis en place des milices propres ou des groupes d'autodéfense afin de protéger leurs communautés. En réponse, les Peuls ont fait de même¹⁶⁹.

Les conflits interethniques qui sont actuellement résolus par le recours à la force étaient auparavant réglés par des mécanismes de justice coutumière, selon le chercheur malien Alou Boi Diarra, par ailleurs lieutenant-colonel de l'armée malienne¹⁷⁰. Ces violences alimentent et facilitent le recrutement des combattants par les groupes djihadistes ou par les groupes d'autodéfense à caractère ethnique¹⁷¹. Selon le Centre pour les civils en conflit (Center for Civilians in Conflict, CIVIC)¹⁷², « le ciblage explicite des civils selon les critères ethniques dans les attaques de masse représente une nouvelle dimension du conflit malien »¹⁷³.

¹⁶¹ CESA, 21/12/2020, [url](#)

¹⁶² ICG, 19/10/2021, [url](#)

¹⁶³ Le Monde, 10/12/2017, [url](#)

¹⁶⁴ La Croix, 01/05/2017, [url](#)

¹⁶⁵ ICG, 12/2021, [url](#)

¹⁶⁶ NATO Southern HUB, 08/2021, [url](#)

¹⁶⁷ United States Holocaust Memorial Museum, 04/2018, p. 2, [url](#)

¹⁶⁸ HRW, 07/12/2018, p. 13, [url](#)

¹⁶⁹ HRW, 10/02/2020, [url](#)

¹⁷⁰ CESA, 20/08/2019, [url](#)

¹⁷¹ ICG, 09/11/2020, p. i, [url](#)

¹⁷² Le CIVIC est une organisation internationale américaine dédiée à la protection des civils dans les conflits, fondée en 2003 par Marla Ruzicka, une jeune activiste et humanitaire américaine qui défendait la cause des victimes civiles de la guerre et de leurs familles en Irak et en Afghanistan, CIVIC, 18/06/2020, [url](#)

¹⁷³ CIVIC, 18/06/2020, [url](#)

Peuls

Les sources consultées mentionnent la création en mai 2018, dans la région de Mopti, d'une milice peule, l'Alliance pour le salut du Sahel (ASS). Son objectif est de protéger et de défendre par les armes la population peule au Mali et au Burkina Faso contre les dozos qui opèrent dans la région¹⁷⁴.

Dans un rapport du 7 décembre 2018 sur les exactions commises par des groupes d'autodéfense dans le centre du Mali, HRW indique que de nombreux villages peuls disposent de leur propre groupe d'autodéfense, uniquement composé d'habitants du village sans lien avec l'ASS¹⁷⁵.

Selon ICG, c'est la violence des défenseurs dogons, comme Dan Na Ambassagou, qui a poussé les Peuls à s'organiser en « groupes de vigilance » pour protéger leurs villages. Mais, selon la même source, la situation des Peuls est devenue complexe : d'un côté, les forces de sécurité les assimilent aux djihadistes et d'un autre côté, les terroristes les voient comme des collaborateurs des forces de sécurité¹⁷⁶.

En effet, depuis 2015, dans la région du centre du Mali, s'est implantée la Katiba Macina dirigée par le prédicateur peul Amadou Koufa¹⁷⁷. Ce groupe terroriste recrute majoritairement ses membres au sein de la communauté peule et impose, par la terreur, sa loi dans les villages qui échappent au contrôle de l'Etat¹⁷⁸.

Un rapport d'ICG de novembre 2020 explique ceci :

« On constate de plus en plus la présence de personnes en armes dans les villages peul qui s'organisent pour protéger leurs communautés ou s'attaquer aux villages dogon. Les groupes jihadistes, qui s'impliquent aussi davantage dans les conflits locaux de la zone exondée, tolèrent de plus en plus leur présence. Les deux opèrent souvent côte à côte, au point qu'il est parfois difficile de faire la différence entre eux. Ces groupes armés peul sont aussi souvent considérés comme responsables de plusieurs attaques visant des civils dogon. Leur montée en puissance, à partir de 2019, a coïncidé avec une augmentation substantielle des attaques de grande ampleur ciblant des villages dogon »¹⁷⁹.

Dogons

Le groupe d'autodéfense Da Na Amassagou¹⁸⁰ a été créé en 2016, initialement pour protéger la communauté dogon contre les attaques des groupes djihadistes liés au prédicateur peul Amadou Koufa¹⁸¹. Mais, d'après ICG, « le fait que les jihadistes soient en majorité d'ethnie peul conduit les membres de Dana Ambassagou à dénoncer la complicité des civils peul avec les jihadistes et à pratiquer l'amalgame »¹⁸².

Le groupe est composé de deux branches basées toutes les deux près de Bandiagara (région de Mopti, centre du Mali) : une branche politique dirigée par Mamadou Goudienkilé et une branche militaire dont l'état-major est dirigé par Youssouf Toloba¹⁸³. Fort de 5.000 hommes, le groupe disposerait d'une quarantaine de camps dans le pays dogon, plus précisément dans les cercles de Koro, Douenza, Bandiagara et Bankass¹⁸⁴. D'après ICG, Dan Na Amassagou recrute principalement les dozos mais le

¹⁷⁴ Tabital Pulaaku, 24/05/2018, [url](#) ; HRW, 07/12/2018, p. 33, [url](#)

¹⁷⁵ HRW, 07/12/2018, p. 33, [url](#)

¹⁷⁶ ICG, 09/11/2020, p. 17, [url](#)

¹⁷⁷ Libération, 13/06/2019, [url](#) ; HuffPost (Guyonnet P.), 11/05/2019, [url](#)

¹⁷⁸ Libération, 13/06/2019, [url](#)

¹⁷⁹ ICG, 09/11/2020, p. 18, [url](#)

¹⁸⁰ Appelé aussi Dan Nan Ambassagou : Maliactu, 06/09/2019, [url](#) ; RFI, 25/03/2019, [url](#)

¹⁸¹ Le Pays (Togola F.) via Maliactu, 05/09/2018, [url](#) ; Le Point (Dubois O.), 28/03/2019, [url](#) ; RFI, 25/03/2019, [url](#)

¹⁸² ICG, 09/11/2020, p. 15, [url](#)

¹⁸³ ICG, 09/11/2020, [url](#)

¹⁸⁴ Le Point (Dubois O.), 12/12/2018, [url](#) ; RFI, 25/03/2019, [url](#)

groupe accueille aussi d'autres combattants, des bandits et des miliciens dogons en provenance de la Côte d'Ivoire¹⁸⁵.

En septembre 2018, Da Na Amassagou signe un cessez-le-feu et amorce avec le gouvernement des discussions pour son désarmement¹⁸⁶. Le 24 mars 2019, quelques jours après le massacre de plus d'une centaine de civils peuls dans un village du centre du Mali, le gouvernement dissout par décret Da Na Amassagou. Le groupe refuse le démantèlement, invoquant la persistance de l'insécurité¹⁸⁷.

Dans son rapport du mois de juin 2020, le SG-NU affirme que, pour mettre fin aux violences, l'Etat malien devrait renforcer sa présence dans le centre mais aussi « démanteler les groupes d'autodéfense fondés sur l'appartenance ethnique, y compris le groupe Dan Na Ambassagou, qui continue à faire obstacle à la réconciliation des populations de la région »¹⁸⁸.

Durant le dernier trimestre de 2020, le SG-NU rapporte que le groupe a fait face à une opposition croissante de la part des villages dogons dissidents ce qui a entraîné, fin 2020 et début 2021, des attaques contre les communautés dogons qui ne soutenaient pas « l'effort de guerre » de Dan Na Ambassagou¹⁸⁹.

Dozos

Les dozos sont des confréries de chasseurs traditionnels qui ont suivi un stage initiatique de plusieurs années. Ils appartiennent majoritairement à la communauté bambara, mais des Malinkés et des Bozos figurent aussi dans leurs rangs. Ils sont actifs dans le cercle de Djenné, au centre du Mali. Ils ont commencé à s'organiser en groupes d'autodéfense pour protéger leurs villages contre les groupes islamistes armés à partir de 2014¹⁹⁰. Les dozos sont reconnaissables à leur tenue traditionnelle de chasseur et à leurs fétiches¹⁹¹. Selon ICG, les dozos sont considérés dans la culture dogon comme « les `maîtres de la brousse`, détenteurs de pouvoirs occultes et protecteurs de la communauté »¹⁹².

4. Typologie de la violence

4.1. Attaques asymétriques¹⁹³

De juillet à décembre 2021, l'ONU a documenté 137 attaques asymétriques contre les forces armées engagées au Mali et contre les groupes armés signataires : 87 se sont produites dans le nord, 45 dans le centre et 4 dans le sud. Durant cette même période, les FAMA ont été ciblées par 59 attaques dans lesquelles 80 soldats ont été tués et 124 blessés ; les forces internationales ont essuyé huit attaques faisant un mort et cinq blessés et la MINUSMA a été ciblée dans plus de 70 attaques soldées avec 13 morts et 64 blessés¹⁹⁴. Selon la même source, 87 attaques à l'aide des EEI ont ciblé la MINUSMA et

¹⁸⁵ ICG, 09/11/2020, [url](#)

¹⁸⁶ RFI, 25/03/2019, [url](#)

¹⁸⁷ RFI, 24/03/2019, [url](#) ; HRW, 07/12/2018, p. 31, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, p. 6, [url](#)

¹⁸⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 02/06/2020, p. 18, [url](#)

¹⁸⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 28/12/2020, p. 6, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2021, p. 7, [url](#)

¹⁹⁰ HRW, 07/12/2018, pp. 27-28, [url](#)

¹⁹¹ L'Obs, 02/01/2019, [url](#)

¹⁹² ICG, 09/11/2020, [url](#)

¹⁹³ Le terme « attaque asymétrique » renvoie à des techniques de guerre non conventionnelles utilisées par des protagonistes qui ont des capacités militaires significativement différentes. Dans le cadre du conflit au Mali, il s'agit d'attaques menées par des groupes terroristes contre les forces de défense et de sécurité maliennes, les forces internationales et la MINUSMA. Voir Encyclopaedia Britannica (Sexton E.), 27/06/2014, [url](#)

¹⁹⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 9, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, p. 10, 04/01/2022, [url](#)

les forces de sécurité maliennes dans la deuxième moitié de l'année 2021. Durant le dernier trimestre de 2021, la mission onusienne a perdu 9 soldats et 16 autres ont été blessés¹⁹⁵.

Selon le général de brigade Philippe Pottier, chef d'état-major de la MINUSMA, la guerre asymétrique imposée par les djihadistes au Mali est constituée dans une moindre mesure des attaques directes mais surtout d'attaques aux engins explosifs dissimulés et aux tirs d'artillerie. Concernant ces derniers, le général Pottier affirme que :

« ces tirs dits "de harcèlement", qui durent généralement une dizaine de minutes, créent un effet de surprise et rendent la riposte très difficile puisque les assaillants quittent rapidement la zone. Ces attaques indirectes constituent 90 % des assauts auxquels sont confrontées nos troupes. Mais nous devons parfois faire face à des assauts directs »¹⁹⁶.

Au total, entre janvier et août 2021, 102 incidents impliquant des EEI ont été enregistrés au Mali, la plupart visant les FAMA mais aussi les Casques bleus (38 incidents) et les civils (10 incidents). En juin 2021, six soldats de la paix ont perdu la vie dans des attaques à EEI¹⁹⁷.

4.2. Violences intercommunautaires

HRW note dans son rapport concernant l'année 2021 que les milices communautaires dogon et bambara ont attaqué les membres de leurs propres communautés qui ne soutenaient pas leur effort de guerre et ne fournissaient pas de nouvelles recrues. Selon ce même rapport :

« dans le centre du Mali, des milices ont enlevé des dizaines de civils et réclamé des rançons importantes pour leur libération. Ces groupes ont tué plusieurs otages ainsi que d'autres personnes, dont certaines qu'ils avaient détenues à des postes de contrôle non autorisés dans le centre du Mali »¹⁹⁸.

Les statistiques de l'ONU montrent que les milices et les groupes d'autodéfense communautaires figurent parmi les principaux auteurs de violations des droits de l'homme durant la deuxième partie de 2021, après les groupes terroristes¹⁹⁹. Le SG-NU précise dans son rapport du mois d'octobre 2021 que :

« L'encercllement de villages par les groupes armés, les restrictions à la liberté de circulation des civils ou encore le refus d'accès aux services sociaux de base et aux moyens de subsistance sont des tactiques de guerre de plus en plus courantes, notamment dans les conflits intercommunautaires du centre du pays. Ces pratiques ont de graves conséquences humanitaires, qui sont exacerbées par le fait que les intervenants n'ont qu'un accès limité à ces zones »²⁰⁰.

Si de juillet à septembre 2021 le centre du Mali est « resté en proie aux violences intercommunautaires », durant le dernier trimestre ces violences se sont poursuivies, en particulier dans les cercles de Djenné et Niono²⁰¹. Le SG-NU remarque dans son rapport de janvier 2022 un déplacement massif de population à Marébougou (commune de Djenné, région de Mopti) suite à un « affrontement majeur » entre les groupes d'autodéfense dozos et des extrémistes du GSIM. Selon la

¹⁹⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 9, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, p. 10, 04/01/2022, [url](#)

¹⁹⁶ France 24, 09/12/2021, [url](#)

¹⁹⁷ Nations unies, Assemblée générale, 10/08/2021, [url](#)

¹⁹⁸ HRW, 01/2022, [url](#)

¹⁹⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 9, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, p. 10, 04/01/2022, [url](#)

²⁰⁰ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 14, [url](#)

²⁰¹ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 5, [url](#)

source, « ces heurts ont fait au moins 12 morts et 52 blessés parmi les dozos, la population se retrouvant prise entre les factions belligérantes »²⁰².

Durant le troisième trimestre de 2021, des villages de la région de Gourma, accusés de soutenir des groupes terroristes, ont subi plusieurs attaques soldées par de nombreuses victimes civiles. Par ailleurs, les blocus de villages imposés par des groupes armés radicaux ont continué. À titre d'exemple, dans la région de Ségou, la localité Songho a été encerclée et assiégée par des terroristes qui ont interdit aux agriculteurs d'accéder à leurs champs. Selon le SG-NU, l'escalade des violences entre les chasseurs dozos et les extrémistes a contraint les habitants de plusieurs villages de la région à fuir²⁰³.

Dans cercle de Niono (région de Mopti), des extrémistes ont rompu le 3 juillet 2021 un accord de cessez-le-feu en vigueur depuis le 14 mars. Les violences déclenchées dans les jours suivants se sont soldées par des dizaines de tués et 2.000 déplacés²⁰⁴. En octobre 2021, RFI rapporte que dans cette même région, les djihadistes de la Katiba Macina et les chasseurs dozos s'affrontent, faisant des dizaines de morts dans le cercle de Niono. Le 25 octobre, les FAMA y ont mené une opération contre-terroriste ayant permis l'interpellation de quatorze personnes mais, selon les sources locales citées par RFI, les soldats maliens auraient aussi commis des exactions²⁰⁵.

Selon la presse locale, le village de Farabougou était, fin 2021, toujours encerclé par des djihadistes malgré la présence des FAMA. Les habitants ne pouvaient pas sortir ou entrer dans le village à cause des mines et ponts détruits. La MINUSMA a dû acheminer des vivres pour la population par voie aérienne en octobre 2021²⁰⁶.

Des violences sporadiques sont également signalées dans le nord du Mali. Début décembre 2021, trois civils ont été tués dans la ville de Tombouctou par des hommes armés non identifiés. Le Figaro rapporte que, dans cette ville, des tensions parfois meurtrières sont récurrentes « entre des membres des communautés sédentaires (songhai et bambara) et les nomades (touareg et arabe) »²⁰⁷.

En juillet 2021, la milice communautaire Dan Na Ambassagou a installé autour de Petaka (région de Mopti) des points de contrôle et imposé des restrictions de déplacement sur la route durant la nuit. Le chef de cette milice a annoncé que « tous les Peuls vivant dans les zones sous son contrôle devaient déclarer leur présence aux dozos sous peine d'être considérés comme des djihadistes et donc exécutés »²⁰⁸. Selon la MINUSMA, des enlèvements de civils ont été organisés par cette milice pour demander des rançons et obliger les communautés à les soutenir financièrement²⁰⁹.

D'après le SG-NU, « l'accès aux terres et aux ressources naturelles ainsi que leur gestion restent une des principales causes profondes des conflits intercommunautaires dans le centre du Mali »²¹⁰. Cependant, ces conflits sont attisés par les djihadistes qui leur donnent un « vernis religieux ». Le directeur du Timbuktu Institute, Bakary Sambe, explique : « [c]'est aussi ce qu'a fait Amadou Koufa dans le centre du Mali : il a donné un habillage jihadiste à ce qui était au départ une affaire de vol de bétail »²¹¹. En effet, depuis 2015, au centre du Mali, la Katiba Macina dirigée par le prédicateur peul Amadou Koufa²¹² exploite ces violences et recrute majoritairement ses membres au sein de la communauté peule, au centre du Mali²¹³. Selon ICG, « [c]e contexte de tensions a créé un terreau

²⁰² Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 9, [url](#)

²⁰³ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 8, [url](#)

²⁰⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 8, [url](#)

²⁰⁵ RFI, 26/10/2021, [url](#)

²⁰⁶ L'indépendant, 05/08/2021, [url](#) ; MINUSMA, 20/10/2021, [url](#)

²⁰⁷ Le Figaro, 08/12/2021, [url](#)

²⁰⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 8, [url](#)

²⁰⁹ MINUSMA, 08/2021, [url](#)

²¹⁰ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/06/2021, p. 7, [url](#)

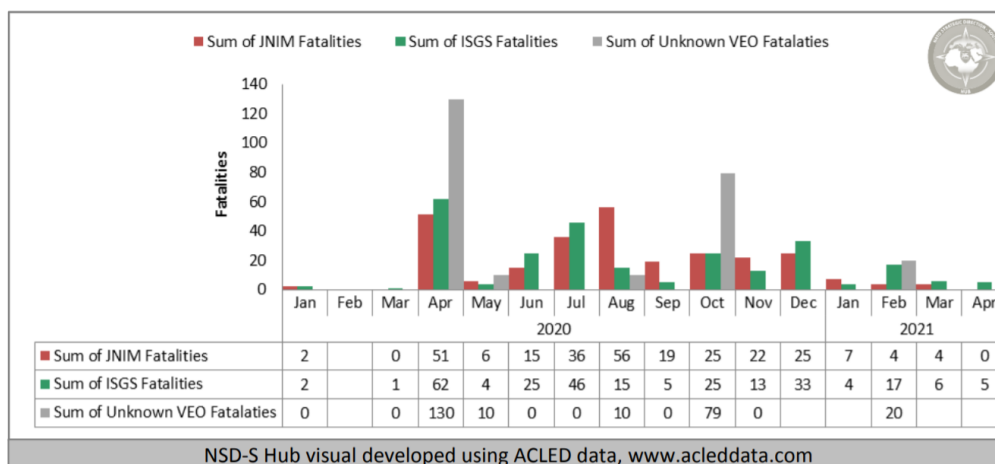
²¹¹ Jeune Afrique, 20/05/2019, [url](#)

²¹² Libération, 13/06/2019, [url](#) ; HuffPost (Guyonnet P.), 11/05/2019, [url](#)

²¹³ Libération, 13/06/2019, [url](#)

fertile à l'émergence des groupes armés, qu'il s'agisse de groupes d'autodéfense ou de groupes djihadistes. L'implantation de ces groupes armés recrutant souvent sur une base ethnique a exacerbé la dimension communautaire du conflit »²¹⁴.

4.3. Combats entre les groupes terroristes



Nombre de morts dans les combats entre l'EISG et le GSIM de janvier 2020 à avril 2021²¹⁵

Après une période de coopération en 2019, une guerre ouverte a été observée durant toute l'année 2020 entre les deux factions terroristes, l'EIGS et le GSIM. De violents affrontements ont été signalés fin 2020 surtout dans « la zone des trois frontières » et ont continué en 2021 dans la région de Gao et de Ménaka²¹⁶. Les analystes militaires observent une baisse des attaques entre les deux groupes terroristes dans les six premiers mois de 2021²¹⁷. Dans la deuxième partie de l'année, le SG-NU mentionne des affrontements réguliers entre les groupes terroristes pour le contrôle du territoire et des axes de contrebande dans la région de Ménaka, sans fournir plus de détails²¹⁸. Durant le mois de novembre, ICG rapporte des combats entre l'EIGS et le GSIM dans le cercle d'Ansongo (Gao – Nord Mali), soldés par dix morts dans les rangs de l'EIGS et cinq parmi les combattants du GSIM²¹⁹.

4.4. Criminalité et banditisme

HRW note dans son rapport concernant 2021 que les autorités maliennes n'ont pas progressé dans leur « combat » contre le banditisme généralisé ni en ce qui concerne le rétablissement de l'autorité et des services de l'Etat dans le nord et le centre du pays²²⁰.

De juin à septembre 2021 dans le centre du Mali, le nombre d'enlèvements de civils ainsi que de vols de bétails, de céréales et de biens a augmenté, Bandiagara, Douentza et Ménaka étant les cercles les plus touchés par ce phénomène. Le SG-NU constate une « forte hausse des actes de banditisme à main armée » et la prise de contrôle des principaux axes routiers par des groupes terroristes. Dans son rapport du mois d'octobre 2021, la même source note que les « populations locales ont souvent

²¹⁴ ICG, 09/11/2020, [url](#)

²¹⁵ NATO Southern HUB, 08/2021, [url](#)

²¹⁶ MINUSMA, 05/2021, p. 6, [url](#)

²¹⁷ NATO Southern HUB, 08/2021, [url](#)

²¹⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, [url](#)

²¹⁹ ICG, 11/2021, [url](#)

²²⁰ HRW, 01/2022, [url](#)

été infiltrées par des éléments extrémistes, qui les ont extorquées ou, en cas de résistance, les ont contraintes à partir de chez elles »²²¹.

S'agissant du narcotrafic, des réseaux criminels convoyant de la drogue dans le nord du Mali sont signalés par le Groupe d'experts des Nations unies dans deux rapports : de mars 2020 et d'août 2021. Selon cette source, « le trafic de stupéfiants reste préoccupant dans le nord du Mali et implique des éléments criminels des groupes armés favorables à l'Accord » qui se servent « de forces reconstituées de Gao et Ménaka comme d'un tremplin pour le trafic de hachich »²²².

Selon les experts onusiens, ce trafic, qui transite par le Nord Mali, est destiné à la Libye et pourrait être utilisé pour financer des groupes armés²²³.

Des réseaux indépendants de trafic seraient aussi actifs à Gao et à Kidal tandis que d'autres réseaux soutenus par la CMA et le MAA-Plateforme agiraient dans la région de Tombouctou. Suite aux rivalités, des accrochages sont signalés sur les routes des convois²²⁴. Ce narcotrafic dans le nord du Mali génère « des violences sans équivalent dans la sous-région », en raison de la concurrence entre bandes de trafiquants. Selon ICG, ce trafic sert à financer les groupes armés du Nord et il serait à l'origine d'une partie des affrontements entre les groupes signataires. ICG explique que :

« [p]our s'imposer sur le marché de la drogue ou protéger les convois, les trafiquants sont entrés dans une logique de militarisation progressive que l'Etat malien n'a pas su endiguer et qu'il a même pu stimuler en soutenant certains trafiquants contre d'autres – les autorités démentent de telles pratiques »²²⁵.

Des analystes cités dans la revue Conflits évoquent le fait que :

« [I]es mouvements terroristes se seraient appuyés sur les bandes criminelles pour s'implanter et s'approprier de nouvelles zones. Des groupes de bandits armés travailleraient au profit des groupes terroristes comme sous-traitants et alliés. 'Petites mains' du terrorisme sahélien, les bandes criminelles formeraient le maillage informel des réseaux terroristes jusque dans la corne d'Afrique de l'Ouest, tour à tour informateurs, défenseurs et exécutants »²²⁶.

4.5. Violations des droits de l'homme

Les sources consultées s'accordent pour dire que la situation des droits humains s'est détériorée constamment au Mali durant toute l'année 2021²²⁷.

De juin à décembre 2021, 251 violations et 798 atteintes aux droits humains ont été répertoriées par la MINUSMA. Il s'agit de cas d'exécutions extrajudiciaires, meurtres, blessures, enlèvements, actes de torture, arrestations et détentions illégales, menaces de mort et intimidation, déplacements forcés ainsi que destructions et pillages de biens. La plupart des cas ont été enregistrés au centre, mais le nord, le sud du pays ainsi que la capitale n'ont pas été épargnés²²⁸.

Les responsables de ces atteintes, par ordre d'importance, sont : les groupes terroristes (583 cas), les milices communautaires (192 cas), les FAMA (58 cas), les groupes armés signataires de l'Accord

²²¹ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, [url](#)

²²² Nations unies, Conseil de sécurité, 06/08/2021, [url](#)

²²³ Nations unies, Conseil de sécurité, 06/08/2021, [url](#)

²²⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/03/2020, [url](#)

²²⁵ ICG, 13/12/2018, [url](#)

²²⁶ Conflits, 28/07/2020, [url](#)

²²⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, p. 11, 01/10/2021, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, p. 12, 04/01/2022, [url](#) ; HRW, 01/2022, [url](#)

²²⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, p. 12, 01/10/2021, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, p. 12, 04/01/2022, [url](#)

(23 cas), les forces régionales (5 cas) ainsi que les autorités judiciaires qui n'auraient pas respecté la procédure régulière dans le cas de 119 personnes suspectées d'être impliquées dans des infractions liées au terrorisme²²⁹.

HRW constate dans son rapport concernant 2021 que les exactions perpétrées par les groupes armés islamistes se sont intensifiées, que les forces de l'ordre ont continué d'exécuter sommairement des suspects de terrorisme et que les milices communautaires ont tué des otages et enlevé des civils avec demandes de rançon²³⁰. Dans son rapport portant sur le dernier trimestre de 2021, le SG-NU confirme cette tendance générale et note que le centre du Mali est resté « l'épicentre de la violence ». Il ajoute ceci :

« des groupes extrémistes ont systématiquement pris pour cible des civils et des infrastructures vitales dans le centre et le nord du Mali, tandis que des attaques contre des victimes de formes contemporaines d'esclavage persistaient dans le sud du pays. Des allégations ont été portées au sujet de graves violations qui auraient été commises par les forces nationales au cours d'opérations antiterroristes ou militaires, notamment dans le centre du pays. La situation des femmes et des enfants en période de conflit est restée déplorable »²³¹.

Le 5 août 2021, après une visite au Mali, l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali, Alioune Tine, s'est montré « gravement préoccupé par la dégradation rapide et continue de la situation sécuritaire créée par la défaillance des institutions de l'État ». Il affirme que les populations du nord, du centre et du sud du Mali (en particulier celles dans les régions les plus touchées par la crise sécuritaire) « subissent des violations de leurs droits humains fondamentaux et cela, en toute impunité »²³².

À titre d'exemple, le 8 août 2021, dans la région de Gao, des attaques simultanées perpétrées par des terroristes présumés de l'EIGS contre deux villages ont tué 42 personnes dont un enfant de 10 ans et blessé 11 autres civils²³³. Selon des sources citées par l'Agence France presse (AFP), le nombre de morts dans ces attaques s'élève à 51 personnes²³⁴. D'autres villages ont été attaqués par l'EIGS qui tente ainsi à les obliger à prendre part aux accords avec les groupes armés²³⁵.

À part les attaques terroristes et les violences intercommunautaires, les civils du Nord et du Centre ont également subi diverses violations commises par les FAMA dans le cadre de certaines opérations antiterroristes. Selon HRW, 14 hommes détenus par des forces de sécurité ont « disparu » ou étaient détenus au secret. L'ONG affirme qu'en octobre 2021, des membres des forces de sécurité ont arrêté au moins 34 hommes dans la ville de Sofara (région de Mopti) en réponse à la recrudescence des attaques des groupes islamistes armés dans la région. Onze de ces hommes étaient introuvables et trois autres (dont les sources de HRW pensent qu'ils faisaient partie du même groupe) ont été retrouvés morts à quelques kilomètres du camp militaire de Sofara²³⁶. Huit autres personnes ont été retrouvées mortes dans le village de N'Dola (région de Ségou) le 25 octobre 2021 suite à une opération antiterroriste du gouvernement malien. Les FAMA ont nié leur implication dans ces meurtres²³⁷.

Dans son rapport du mois d'octobre 2021, le SG-NU relève qu'une forme moderne d'esclavage fait encore des victimes dans le sud du Mali²³⁸. En effet, des attaques perpétrées fin septembre dans la

²²⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 12, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, p. 12, 04/01/2022, [url](#)

²³⁰ HRW, 01/2022, [url](#)

²³¹ HRW, 01/2022, [url](#)

²³² AA, 05/08/2021, [url](#)

²³³ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 12, [url](#)

²³⁴ France 24, 09/08/2021, [url](#)

²³⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 12, [url](#)

²³⁶ HRW, 22/10/2021, [url](#)

²³⁷ HRW, 01/11/2021, [url](#)

²³⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 12, [url](#)

région de Kayes contre des personnes considérées comme des esclaves ont fait au moins un mort, 77 blessés et 3.000 déplacés depuis janvier 2021²³⁹. Le SG-NU ajoute que : « l'augmentation du nombre de meurtres, d'enlèvements, d'atteintes commises contre des enfants et de violences sexuelles liées au conflit est particulièrement préoccupante, tout comme le sont les informations faisant état de cas d'esclavage »²⁴⁰.

Violations commises contre des enfants

Selon l'ONU, le recrutement et l'utilisation des enfants ainsi que les violences sexuelles contre les mineurs se sont généralisés durant le dernier trimestre de 2021. Les rapports du SG-NU concernant les six derniers mois de 2021 font état de 28 enfants tués et 49 mutilés durant les conflits, ce qui mène à un total de 60 enfants tués et 71 mutilés durant toute l'année 2021²⁴¹. Les chiffres des violations graves de droits humains contre des enfants maliens sont à la hausse : 252 violations recensées durant le dernier trimestre de 2021 et 228 signalées durant la période précédente. La plupart des violations ont été attribuées aux groupes armés non identifiés (177 durant le troisième trimestre et 122 durant le quatrième trimestre) et les autres cas sont imputables à la Katiba Macina, à la CMA, au GSIM, aux chasseurs traditionnels dozos, aux FAMA, à l'EIGS et aux forces internationales²⁴².

S'agissant de leur localisation, la majorité des cas de violations commises contre des enfants a eu lieu dans le Centre (145 cas durant le troisième trimestre et 95 durant le quatrième trimestre) tandis que les autres ont été répertoriés dans le nord mais aussi à Bamako²⁴³.

Une tendance à la hausse du nombre d'écoles fermées en raison de l'insécurité est constatée au Mali tout au long de l'année 2021 : 1.344 écoles étaient fermées en janvier 2021 (403.000 élèves concernés) et 1.664 écoles en décembre 2021 (499.200 élèves concernés). Le SG-NU constate qu'au début seulement les écoles du nord et du centre du pays étaient visées mais dorénavant, des régions du sud sont également touchées par ces fermetures (115 écoles à Sikasso et 92 à Koulikoro)²⁴⁴. Durant le dernier trimestre de l'année, 26 attaques contre des établissements scolaires ont été signalés au Mali²⁴⁵.

4.5.1. Violations commises par les groupes d'autodéfense

Selon HRW, au cours de l'année 2021, les milices formées sur base communautaire ont enlevé des dizaines de civils demandant des rançons et ont tué plusieurs otages. Le rapport HRW mentionne également que « des milices des ethnies Dogon et Bambara s'en sont de plus en plus pris à des membres de leurs propres communautés, vraisemblablement parce que ceux-ci ne fournissaient pas de nouvelles recrues et n'appuyaient pas leurs objectifs militaires »²⁴⁶.

Après les groupes terroristes, les groupes d'autodéfense se trouvent en deuxième place parmi les principaux auteurs des violations de droits de l'homme en 2021. Durant les six derniers mois de 2021,

²³⁹ Nations unies, Conseil de droits de l'homme, 29/10/2021, [url](#)

²⁴⁰ MINUSMA, 08/2021, [url](#)

²⁴¹ Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 12, [url](#) ; HRW, 01/2022, [url](#)

²⁴² Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 12, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 12, [url](#)

²⁴³ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 12, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 12, [url](#)

²⁴⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 13, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 12, [url](#)

²⁴⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 12, [url](#)

²⁴⁶ HRW, 01/2022, [url](#)

la MINUSMA décompte 192 cas de violations et atteintes aux droits humains perpétrés par les milices communautaires, le centre du pays étant « resté l'épicentre de la violence » au Mali²⁴⁷.

Selon le SG-NU, dans ces conflits intercommunautaires du centre du pays, les tactiques « de guerre » des groupes terroristes consistent à encercler les villages, restreindre la circulation des civils ou encore à refuser accès aux services sociaux de base et aux moyens de subsistance²⁴⁸.

4.5.2. Violations commises par les groupes djihadistes

Les groupes djihadistes actifs au Mali (voir supra point 3.3.2) sont en 2021 les principaux responsables d'actes de violences et de violations de droits de l'homme à l'encontre des civils. Ces groupes, affiliés à l'EIGS ou GSIM, ont tué des centaines de civils et de militaires ainsi que des Casques bleus, ont kidnappé des civils, des travailleurs humanitaires ou des fonctionnaires de l'état²⁴⁹. Selon le rapport de HRW concernant 2021 :

« dans les zones placées sous leur contrôle, les groupes armés islamistes ont imposé la zakat (un impôt obligatoire), battu des civils qui refusaient de respecter leur code de conduite et d'habillement stricts et mis en œuvre la charia (droit musulman) par le biais de tribunaux qui ne respectent pas les normes requises en matière de procédure équitable. Ils ont également contribué à l'insécurité alimentaire en attaquant des agriculteurs et en assiégeant des villages »²⁵⁰.

Les groupes extrémistes sont responsables de 194 cas de violations et atteintes aux droits de l'homme durant le dernier trimestre de 2021, et de 389 cas entre juin et septembre²⁵¹. Si au Nord Mali les groupes terroristes ont intensifié leurs attaques contre les bases militaires de la MINUSMA, dans le centre, ces groupes ont continué d'assiéger et de prendre le contrôle de plusieurs villages. Selon le SG-NU, les terroristes arrivent à semer la terreur en recourant aux intimidations, aux menaces et à l'extorsion de biens²⁵².

Le *modus operandi* des groupes terroristes varie selon leurs cibles. Les rapports de l'ONU indiquent : des attaques, des meurtres et assassinats ciblés, des EEI, des enlèvements de civils, de chefs de villages ou des acteurs humanitaires, des attaques contre les écoles, contre l'armée malienne et les troupes internationales ainsi qu'à l'encontre des soldats de la paix et de leurs bases militaires. Dans des attaques simultanées contre trois villages proches du Niger début août 2021, 51 civils ont été tués par les extrémistes²⁵³. Selon Libération, le nombre de victimes s'élève à 60²⁵⁴.

Des cas d'amputations sont signalés dans la région de Gao (Nord) en octobre et mai 2021, tandis qu'à Douentza (Centre) la mission onusienne rapporte un cas de cadavre piégé avec un EEI et abandonné sur une route. Cinq chasseurs traditionnels sont décédés en manipulant le corps piégé²⁵⁵.

De janvier à novembre 2021, 900 civils ont été tués par les groupes islamistes dans les trois pays de la région (Mali, Niger et Burkina Faso) selon HRW²⁵⁶.

²⁴⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 12, [url](#)

²⁴⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 14, [url](#)

²⁴⁹ MINUSMA, 05/05/2021, p. 5, [url](#) ; MINUSMA, 30/08/2021, p. 3, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, p. 13, 01/10/2021, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 12, [url](#) ; HRW, 01/2022, [url](#)

²⁵⁰ HRW, 01/2022, [url](#)

²⁵¹ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 13, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 12, [url](#)

²⁵² Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, [url](#)

²⁵³ France 24, 09/08/2021, [url](#)

²⁵⁴ Libération, 09/08/2021, [url](#)

²⁵⁵ MINUSMA, 30/08/2021, p. 4, [url](#)

²⁵⁶ HRW, 01/12/2021, [url](#)

4.5.3. Violations commises par les groupes armés signataires

De juin à décembre 2021, le SG-NU rapporte pour le compte des groupes armés signataires 23 cas de violations et d'atteintes aux droits de l'homme sans donner plus de détails²⁵⁷.

4.5.4. Violations commises par les forces de défense et de sécurité

Des exactions perpétrées par les forces de sécurité de l'Etat sont répertoriées par le rapport annuel de HRW concernant 2021. Selon cette source :

« entre décembre 2020 et octobre 2021, les forces de sécurité maliennes ont été impliquées dans plus de 40 exécutions extrajudiciaires de suspects et de civils, et dans au moins 20 disparitions forcées. La plupart des meurtres, qui ont eu lieu lors d'opérations de lutte contre le terrorisme dans les régions de Mopti et de Ségou, ciblaient des Peuls ethniques »²⁵⁸.

Le SG-NU impute aux forces de sécurité maliennes 22 cas de violations de droits humains durant le dernier trimestre de 2021 et 36 durant le trimestre précédent²⁵⁹. Selon HRW, au moins 14 personnes ont disparu ou ont été détenues au secret par les FAMA de septembre à octobre 2021. L'ONG précise qu'au cours du mois d'octobre, selon leurs sources, les FAMA auraient arrêté arbitrairement 34 hommes dans la ville de Sofara, en réponse à la recrudescence des attaques terroristes dans la région. Quelques jours plus tard, les corps de trois personnes arrêtées à Sofara ont été retrouvés sans vie à quelques kilomètres de la ville²⁶⁰.

Une enquête de HRW rapporte que six hommes, « détenus au secret dans des lieux de détention non autorisés en septembre et en octobre 2021 » auraient été torturés par des agents de sécurité du gouvernement malien. Selon les sources citées par l'ONG, les hommes auraient subi des actes de torture physique et psychologique et sont accusés par les autorités maliennes d'association de malfaiteurs et de complot visant à déstabiliser le gouvernement²⁶¹.

La coalition qui rassemble les ex-rebelles indépendantistes HCUA et CMA a dénoncé l'« assassinat extrajudiciaire » d'un de ses officiers ainsi que d'un jeune homme qui l'accompagnait, commis par la force française Barkhane le 11 décembre dans la région de Kidal. L'armée française a confirmé la frappe mais mentionné qu'il s'agissait de deux proches du GSIM²⁶².

Les FAMA ont été à l'origine de 9 % du total des civils tués, blessés ou disparus, durant le second trimestre de 2021, selon la MINUSMA. La mission onusienne avait constaté des cas « de recours à la torture ou des traitements cruels, inhumains et dégradants » lors de l'arrestation de personnes soupçonnées de soutenir des groupes terroristes²⁶³.

²⁵⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 12, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 12, [url](#)

²⁵⁸ HRW, 01/2022, [url](#)

²⁵⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 12, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 12, [url](#)

²⁶⁰ HRW, 22/10/2021, [url](#)

²⁶¹ HRW, 15/12/2021, [url](#)

²⁶² RFI, 13/12/2021, [url](#)

²⁶³ MINUSMA, 30/08/2021, p. 3, [url](#)

5. Cibles de la violence

5.1. Civils

Durant l'année 2021, les civils ont continué d'être victimes de différentes formes de violence parmi lesquelles, selon l'ONU, des meurtres, des enlèvements, des menaces, de la torture, des EEI, des attaques, l'occupation de villages, l'imposition de taxes illégales et des nombreux actes de banditisme. Les acteurs de ces violences sont le plus souvent les groupes terroristes mais aussi les milices communautaires, les FAMA et dans une moindre mesure, les groupes armés signataires. Selon cette même source, les groupes extrémistes prennent « systématiquement » pour cible les civils et « des infrastructures vitales » dans le nord et le centre du Mali²⁶⁴.

Du 1^{er} octobre au 15 décembre 2021, les statistiques de l'ONU comptent 324 attaques contre des civils qui se sont soldées par 80 tués, 95 blessés et 90 personnes enlevées²⁶⁵. Ayant observé un nombre de victimes en baisse durant la dernière partie de l'année 2021, le SG-NU relève que les informations concernant les violences ou les menaces en provenance des zones contrôlées par des groupes extrémistes sont plus « rares », et cela potentiellement à cause d'un « niveau élevé de coercition exercé dans ces secteurs »²⁶⁶.

Entre fin mai et fin août 2021, au cours de 326 attaques dirigées contre les civils, 181 personnes ont été tuées, 145 blessées et 178 enlevées²⁶⁷. La même source constate des conditions de sécurité « volatiles » dans le centre du pays, où les violences intercommunautaires continuent de se produire, tandis qu'au nord, elle note une intensification des mouvements extrémistes et une extension de leur influence. Malgré ces chiffres, le SG-NU constate dans son rapport d'octobre 2021 une amélioration de la situation locale à Djenné et Koro :

« La population civile a continué d'être victime de violences directes (meurtres et enlèvements) et indirectes (menaces, intimidations et utilisation d'engins explosifs improvisés). Il faut toutefois souligner que la situation a évolué de façon positive dans les cercles de Djenné et de Koro, où le nombre d'attaques contre des civils a continué de baisser ces derniers mois »²⁶⁸.

De juin à septembre 2021, des villages accusés de soutenir des groupes terroristes ont continué d'être attaqués, les civils ont été tués, leurs maisons brûlées et des communautés entières ont été forcées de subir une application très stricte de la charia. Durant cette même période, les EEI ont continué à faire des victimes civiles : 23 tués et 13 blessés ont été enregistrés lors de six attaques à l'EEI dans les régions de Koulikoro (sud), Mopti (centre) et Gao (nord). Le nombre de victimes des EEI est en augmentation par rapport à la période précédente, même si le nombre d'attaques n'a pas augmenté selon le SG-NU. Concernant les cas de violence fondée sur le genre, on rapporte 1.300 cas dont 186 cas de viol²⁶⁹.

Le rapport du SG-NU pointe une situation dégradée dans le nord, à Gao et Tombouctou, où « les activités des groupes extrémistes violents [...] ont continué de constituer la principale menace pesant sur la population civile », mais aussi une forte hausse des actes de banditisme à main armée dans la région de Ménaka²⁷⁰. Toujours concernant cette région, le SG-NU explique que :

²⁶⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, [url](#)

²⁶⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 8, [url](#)

²⁶⁶ Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 12, [url](#)

²⁶⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 10, [url](#)

²⁶⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 10, [url](#)

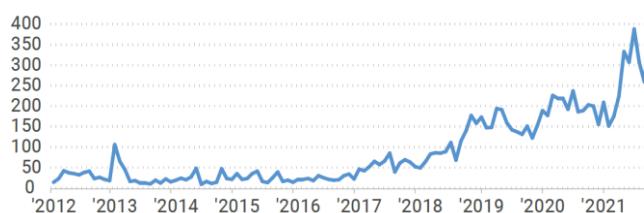
²⁶⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 11, [url](#)

²⁷⁰ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 10, [url](#)

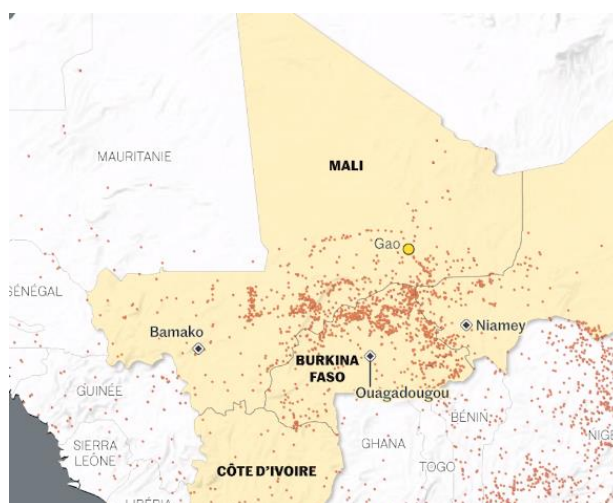
« les groupes extrémistes violents ont gagné du terrain, prenant le contrôle effectif des principaux axes routiers. Les populations locales ont souvent été infiltrées par des éléments extrémistes, qui les ont extorquées ou, en cas de résistance, les ont contraintes à partir de chez elles. En outre, les affrontements réguliers entre groupes extrémistes violents luttant pour le contrôle du territoire et, parfois, des axes de contrebande ont encore aggravé la crise humanitaire dans la ville de Ménaka, qui a vu arriver de nouvelles vagues de personnes déplacées fuyant la violence »²⁷¹.

À titre d'exemple, au début du mois d'août 2021, des groupes terroristes ont tué une cinquantaine de civils dans trois attaques simultanées contre des villages dans la région de Gao (nord)²⁷². Le 3 décembre 2021, près de Bandiagara, dans la région de Mopti (centre), 31 personnes ont été tuées et 17 blessées dans l'attaque d'un véhicule de transport de personnes par un groupe de djihadistes présumés. Selon les autorités locales citées par la presse, « les passagers ont été mitraillés et le véhicule a été brûlé »²⁷³.

La situation est surtout préoccupante dans la région dite « des trois frontières » qui s'étend au Mali, au Niger et au Burkina Faso. L'OCHA constate une augmentation continue du nombre d'incidents dans cette région avec un pic en octobre 2021 atteignant 390 incidents et 493 personnes tuées dans les trois pays²⁷⁴. HRW a compté 900 civils tués par les groupes islamistes actifs dans les trois pays de janvier à novembre 2021²⁷⁵.



Incidents sécuritaires dans « la zone des trois frontières » de 2012 à octobre 2021²⁷⁶



Violences recensées en 2021 au Sahel selon Le Monde (capture d'écran)²⁷⁷

²⁷¹ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 11, [url](#)

²⁷² France 24, 09/08/2021, [url](#)

²⁷³ France 24, 04/12/2021, [url](#)

²⁷⁴ OCHA, 29/11/2021, [url](#)

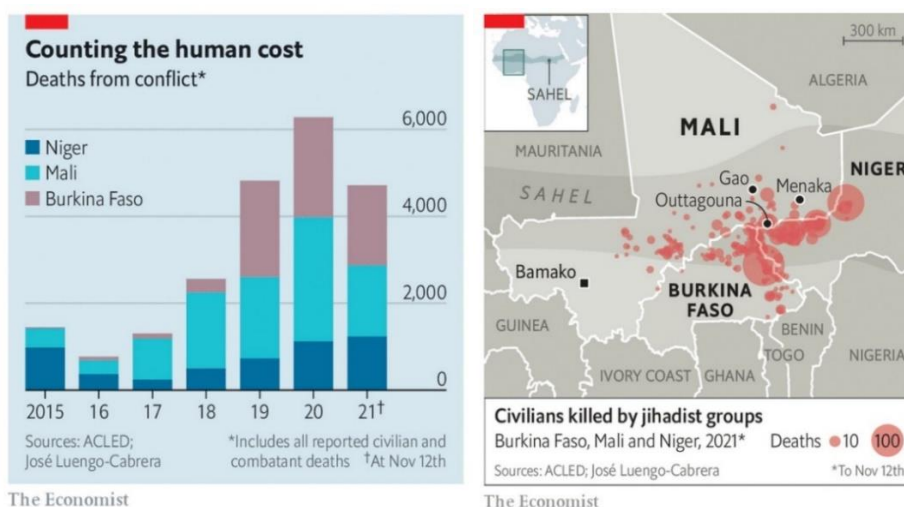
²⁷⁵ HRW, 01/12/2021, [url](#)

²⁷⁶ OCHA, 29/11/2021, [url](#)

²⁷⁷ Le Monde, 07/12/2021, [url](#)

Selon un article publié par The Economist le 17 novembre 2021, dans cette partie du Sahel se dispute le plus grand combat occidental contre les djihadistes. Le journal relate que les gouvernements régionaux appuyés par les armées occidentales perdent lentement la guerre contre les groupes terroristes :

« France has about 5,000 soldiers fighting in the region, backed by about 1,000 American troops. Hundreds of European commandos help them and train the Malian army. The UN has almost 15,000 peacekeepers. Yet even with these forces arrayed against them, the insurgents have spread relentlessly across Mali and deep into neighbouring Niger and Burkina Faso. More than 2m people have been forced from their homes and more than 10,000 killed in the past two years »²⁷⁸.



The Economist

The Economist

Civils tués au Niger, Mali et Burkina Faso de 2015 au 12 novembre 2021²⁷⁹

Même si au Mali le nombre de victimes civiles n'a pas atteint le même niveau qu'en 2020, la situation sécuritaire dans la région inquiète les responsables de l'ONU. En juillet 2021, le SG-NU a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU le renforcement de la MINUSMA avec le déploiement additionnel, surtout dans le centre du Mali, de 2.069 personnels en uniforme et d'une dizaine d'hélicoptères²⁸⁰. Les autorités maliennes n'ont accepté qu'une augmentation de 1.000 soldats²⁸¹.

Concernant le phénomène d'enlèvements, 318 cas ont été enregistrés au Mali de janvier à septembre 2021, alors qu'en 2020, 275 personnes ont été enlevées durant toute l'année. Un rapport de l'ISS montre que l'augmentation du nombre des victimes est proportionnelle à l'accroissement de l'insécurité :

« Si la pratique des enlèvements n'est pas nouvelle au conflit malien, son centre de gravité s'est néanmoins déplacé, ces dernières années, du nord vers le centre du pays. 62% des enlèvements répertoriés par ACLED depuis 2017 ont eu lieu dans les régions centrales de Mopti et de Ségou. Ce changement s'inscrit dans le sillage de l'expansion de la crise sécuritaire »²⁸².

L'analyse montre que depuis 2012, 97 % des personnes enlevées au Mali sont des Maliens et que les causes de leurs rapt varient selon les acteurs concernés. Selon la source, les groupes djihadistes sont

²⁷⁸ The Economist, 17/11/2021, [url](#)

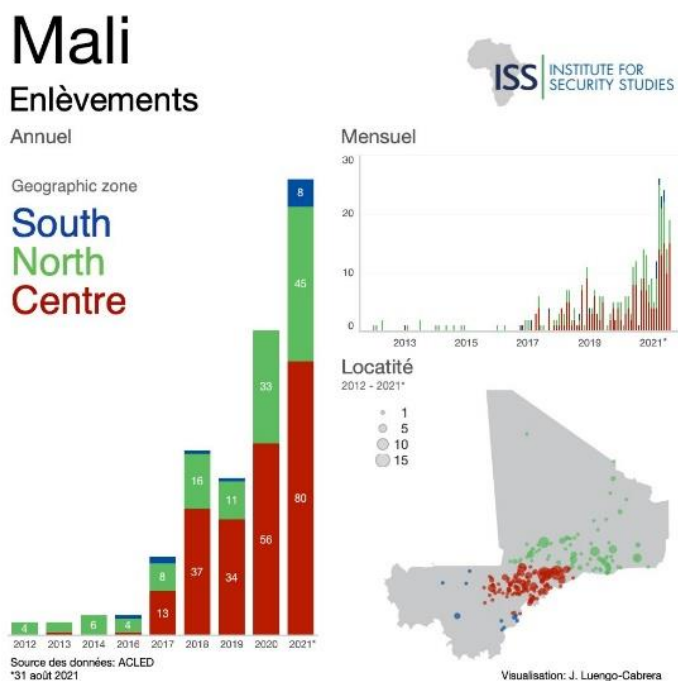
²⁷⁹ The Economist, José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, 08/09/2021, [url](#)

²⁸⁰ DW, 19/07/2021, [url](#)

²⁸¹ AA, 19/12/2021, [url](#)

²⁸² ISS, 08/09/2021, [url](#)

responsables de 46,6 % des cas d'enlèvements, les milices communautaires de 17,6 % des cas, 3 % des cas sont attribués à l'armée malienne et 33,1 % à des groupes armés non-identifiés.



Enlèvements au Mali de 2012 au 31 août 2021²⁸³

Le rapport de l'ISS montre encore que :

« d'après les données géolocalisées d'ACLED, la majorité de ces incidents se produisent dans les zones déjà fortement touchées par d'autres formes de violence, notamment les zones rurales du centre du Mali, où la présence étatique est faible, ainsi que le long des axes routiers et fluviaux. Cela limite davantage la mobilité des populations déjà isolées par le mauvais état des routes et la présence d'engins explosifs sur les voies de déplacement »²⁸⁴.

5.2. Forces internationales et nationales et groupes armés signataires

Les forces de défense et de sécurité maliennes ainsi que les forces internationales et la MINUSMA sont ciblées de manière constante par des attaques asymétriques. Les attaques des groupes terroristes contre les camps de la MINUSMA se sont intensifiées durant les six derniers mois de 2021²⁸⁵.

De juillet à décembre 2021, plus de 73 attaques faisant 13 morts et plus de 60 blessés ont visé la MINUSMA, tandis que les FAMA ont été ciblées dans 59 attaques qui ont fait plus de 80 morts et 160 blessés²⁸⁶. Selon le SG-NU, le camp situé à Aguelhok, dans la région de Kidal, a été ciblé par une « vague d'attaques sans précédent » durant le troisième trimestre de 2021. Par ailleurs, dans une vidéo conjointe, les responsables d'AQMI et du GSIM ont demandé à leur combattants de poursuivre et de multiplier leurs attaques contre les forces locales et internationales²⁸⁷.

²⁸³ José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, 08/09/2021, [url](#)

²⁸⁴ ISS, 08/09/2021, [url](#)

²⁸⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, [url](#)

²⁸⁶ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, [url](#)

²⁸⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 8, [url](#)

Au total, 137 attaques contre les forces armées déployées au Mali ont été recensées de juillet à décembre 2021. Quant à leur localisation, 87 attaques ont eu lieu dans le nord, 45 dans le centre et 4 au sud²⁸⁸.

L'attaque au moyen d'EEI reste une menace importante au Mali tant pour les forces de sécurité que pour les civils. Durant les six derniers mois de l'année, 76 attaques à l'EEI ont ciblé les forces armées et la MINUSMA²⁸⁹.

Le Mali figurait en 2019 parmi les plus touchés par la menace des mines antipersonnel, selon le rapport annuel de l'Observatoire des mines daté du 12 novembre 2020²⁹⁰. Selon Le Monde qui cite ce rapport, le Mali :

« [...] a la particularité de connaître une dissémination d'engins explosifs improvisés (IED) sur ses routes, visant essentiellement la destruction de véhicules, qu'il s'agisse des bus transportant des villageois ou des convois militaires des forces étrangères stationnées dans le pays. 'Le Mali a confirmé une contamination par les mines anti-véhicules depuis 2017. Il a subi une augmentation significative des incidents causés par des IED, y compris des mines improvisées, dans le centre du pays', explique le rapport »²⁹¹.

6. Répartition géographique



Carte administrative du Mali²⁹²

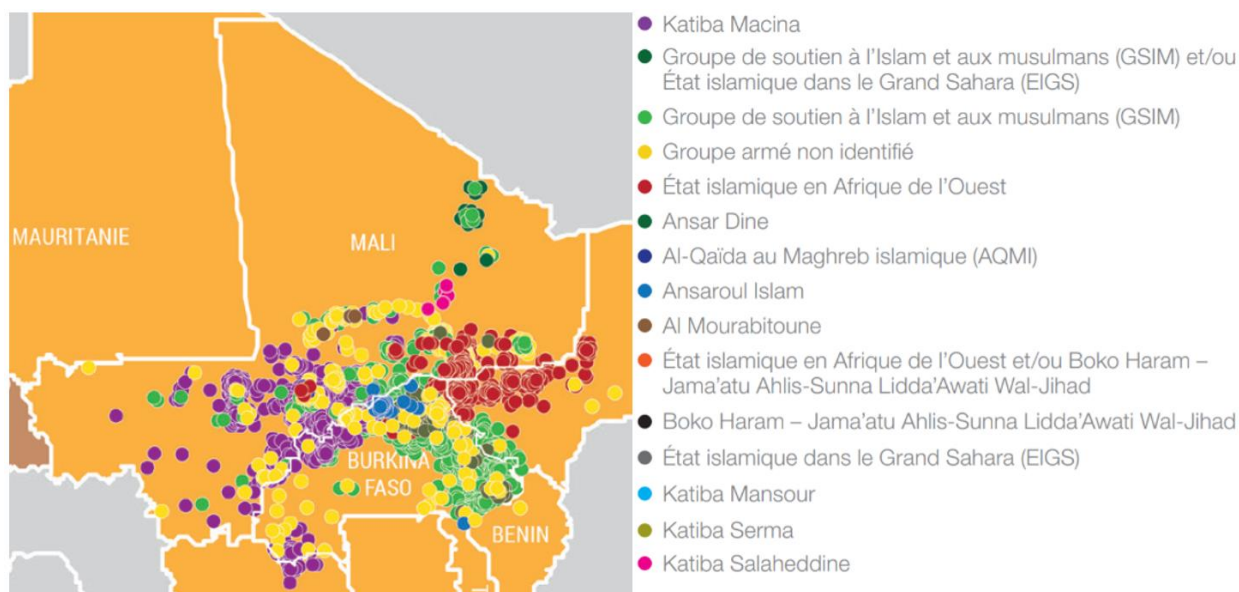
²⁸⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 12, [url](#)

²⁸⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, [url](#)

²⁹⁰ Handicap international, 12/11/2020, [url](#)

²⁹¹ Le Monde, 12/11/2020, [url](#)

²⁹² MINUSMA, s.d., [url](#)



Attaques des groupes extrémistes en 2021 géolocalisées par l'ISS²⁹³

6.1. Nord

Les régions de Kidal, Gao, Tombouctou et Ménaka se trouvent au nord du Mali.

Les statistiques de l'ONU montrent que la plupart des attaques asymétriques ont eu lieu dans le nord du Mali, là où les groupes extrémistes essaient d'étendre leur territoire d'action. Sur 137 attaques asymétriques enregistrées de juillet à décembre 2021, 87 se sont produites dans le nord. Durant la même période, la MINUSMA a enregistré des violations et des atteintes aux droits de l'homme dans ces régions du nord : 147 cas à Gao, 3 cas à Kidal, 51 cas à Ménaka et 50 cas à Tombouctou²⁹⁴.

Durant le dernier trimestre de 2021, des groupes armés violents ont essayé de se rapprocher de la ville d'Ansongo (région de Gao) en utilisant le secteur d'Ouatagouna comme point avancé pour leurs combattants. En même temps, dans la région de Tombouctou, « les activités déstabilisatrices des groupes extrémistes violents ont témoigné de l'étendue de leur influence et de leur portée, au moyen d'intimidations, de menaces, d'extorsions, d'enlèvements et de sabotages d'antennes de réseaux mobiles, notamment à l'aide d'engins explosifs »²⁹⁵.

Le rapport du SG-NU du mois d'octobre note des attaques fréquentes contre les bases de la MINUSMA, surtout celle d'Aguelhok. Les forces armées ont été ciblées 42 fois de juin à septembre 2021 dans ces régions du Nord Mali : 16 attaques dans la région de Gao, 15 dans la région de Kidal et 8 dans la région de Tombouctou²⁹⁶.

Les groupes extrémistes constituent la principale menace pour les civils de Gao et Tombouctou. La population de ces régions est victime d'enlèvements, d'actes d'intimidation, d'imposition de taxes illégales, d'activités criminelles ainsi que de l'imposition d'une interprétation stricte de la charia. Selon l'ONU, la situation sécuritaire s'est « considérablement » détériorée dans la région de Ménaka à cause d'une :

²⁹³ ISS, 12/2021, [url](#)

²⁹⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, [url](#)

²⁹⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, [url](#)

²⁹⁶ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 8, [url](#)

« forte hausse des actes de banditisme à main armée, exacerbée par l'absence persistante d'autorités judiciaires et le rôle antagoniste joué par les groupes armés signataires. Les mesures prises localement pour sécuriser la ville de Ménaka, dans le cadre de l'initiative « Ménaka sans armes », n'ont eu que des effets à court terme. Qui plus est, les groupes extrémistes violents ont gagné du terrain, prenant le contrôle effectif des principaux axes routiers. Les populations locales ont souvent été infiltrées par des éléments extrémistes, qui les ont extorquées ou, en cas de résistance, les ont contraintes à partir de chez elles. En outre, les affrontements réguliers entre groupes extrémistes violents luttant pour le contrôle du territoire et, parfois, des axes de contrebande ont encore aggravé la crise humanitaire dans la ville de Ménaka, qui a vu arriver de nouvelles vagues de personnes déplacées fuyant la violence »²⁹⁷.

De juin à septembre 2021, le SG-NU note que des combats réguliers ont lieu entre groupes terroristes pour le contrôle du territoire et des axes de contrebande dans la région de Ménaka²⁹⁸. Selon ICG, au mois de novembre, des affrontements entre l'EIGS et le GSIM ont éclaté dans le cercle d'Ansongo (région de Gao), lesquels se sont soldés par dix morts dans les rangs de l'EIGS et cinq parmi les combattants du GSIM²⁹⁹.

Officiellement contrôlé par la CMA, un des groupes signataires de l'Accord de paix, le Nord Mali serait actuellement contrôlé indirectement par les terroristes affiliés au GSIM selon le général Didier Castres, ancien chef dans l'armée française. Le Nord Mali est « isolé de fait du sud du pays » estime un conseiller d'un président du Sahel cité par le journal français L'Opinion. Surtout après le départ de la force Barkhane :

« le Nord est gouverné par les groupes armés en lien avec Iad Ag Galy, ex-rebelle touareg devenu le patron du GSIM (affilié à Al-Qaïda au Maghreb islamique). Les gagnants sont les trafiquants et les terroristes qui s'entendent avec eux sur le partage des routes commerciales et le business, notamment dans les trafics de drogue, d'armes et d'or »³⁰⁰.

Plusieurs parties de territoires situés dans le Nord malien sont devenues un *no man's land* et les extrémistes y profitent de l'absence totale des autorités étatiques pour imposer leurs lois aux populations locales. Le docteur Aly Tounkara du Centre des études sécuritaires et stratégiques au Sahel affirme dans un article publié par La Croix le 17 août 2021 que « dans des villages du cercle de Nianfunke, dans la région de Tombouctou, ils prélèvent la zakat (l'aumône obligatoire, NDLR) sur le bétail des habitants et obligent les femmes à se voiler selon des témoignages. Les événements festifs sont proscrits »³⁰¹.

D'après un analyste malien cité par Le Monde, « les groupes armés du Nord tiennent les villes comme Kidal et Tessalit, mais les espaces autour appartiennent principalement au GSIM »³⁰². À Ménaka, si la ville est sécurisée par les groupes armés et soldats maliens, les brousses sont « contrôlées par les groupes armés et les jihadistes, principalement de l'EI », selon le gouverneur local cité par l'AFP. Un habitant de Ménaka explique : « en brousse, il n'y a plus que les jihadistes ». En dehors de la ville, les fonctionnaires sont complètement absents et sur une grande partie du territoire, les troupes de l'ONU n'ont jamais organisé des patrouilles. Pour décrire le tableau de la région, l'AFP écrit :

« Les civils sont livrés à eux-mêmes. Sur la frontière Mali-Niger, sous emprise de l'EI, ils paient la zakat, l'impôt islamique. S'ils refusent ou résistent, les villages sont rasés. Les morts se comptent par centaines. Début novembre, 69 civils ont été tués du côté nigérien de la frontière, à

²⁹⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 10, [url](#)

²⁹⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, [url](#)

²⁹⁹ ICG, 11/2021, [url](#)

³⁰⁰ L'Opinion, 05/12/2021, [url](#)

³⁰¹ La Croix, 17/08/2021, [url](#)

³⁰² Le Monde, 15/12/2021, [url](#)

Banibangou. Dans une région aussi reculée et négligée, des incidents sécuritaires passent inaperçus. "Il y a tellement de choses que nous ne voyons pas", reconnaît un haut représentant de la Minusma sous couvert d'anonymat. "Le vide a toujours été là, dans les brousses, il n'y a jamais eu d'Etat", dit-il. L'ONU tente d'aider l'Etat à prendre pied. Dernièrement, elle a permis au gouverneur de se rendre dans un village à 28 km de Ménaka qui n'avait jamais vu d'autorité légale depuis l'indépendance en 1960 »³⁰³.

6.2. Centre

Les régions de Mopti et de Ségou se trouvent au centre du Mali.

Dans l'indice global de risque pour les acteurs humanitaires INFORM de l'OCHA, fin septembre 2021, la région de Mopti était considérée comme étant une région à haut risque³⁰⁴. Le SG-NU quant à lui se dit « particulièrement préoccupé » par la situation du Centre Mali durant le dernier trimestre de 2021. Selon lui, dans cette région, la plupart des populations souffrent à cause de la présence de groupes extrémistes violents. Ces groupes armés « répandent la violence, les menaces physiques et la peur et étendent leur contrôle sur de nombreux territoires, tout en établissant d'autres formes de gouvernance répressives »³⁰⁵.

La majorité des attaques contre les civils ainsi que la plupart de violations et atteintes aux droits humains sont enregistrées dans le centre du pays. Concernant ces dernières, de juin à décembre 2021, l'ONU a répertorié 170 cas à Bandiagara, 84 cas à Douentza, 119 cas à Mopti et 146 cas à Ségou³⁰⁶.

Selon le SG-NU, durant le dernier trimestre de 2021, le Centre Mali est resté « l'épicentre de la violence » où de multiples violations et atteintes flagrantes ont été confirmées à Mopti et Ségou. Ce trimestre a été aussi marqué par une « forte augmentation et l'intrication des menaces et des attaques par des groupes extrémistes » mais aussi par la poursuite des violences intercommunautaires, surtout dans les cercles de Djenné et de Niono³⁰⁷.

Quant à la période de juin à septembre 2021, « le centre de Mali est resté en proie aux violences intercommunautaires », selon la même source qui relève « un très grand nombre d'atteintes à la sécurité » à Douentza et Niono, une augmentation modérée de ces atteintes à Djenne et Bankas mais aussi une baisse des incidents sécuritaires à Koro, Bandiagara et Mopti. Le SG-NU ajoute que « dans l'ensemble, le nombre d'enlèvements de civils et de vols de bétail, de céréales et de biens a augmenté, notamment dans les régions de Bandiagara et de Douentza »³⁰⁸.

Les civils du centre ont continué à subir les répercussions des abus commis par des groupes terroristes mais aussi ceux des forces militaires engagées dans la lutte antiterroriste. Le rapport du SG-NU du mois d'octobre 2021 précise :

« Dans les régions du centre, des membres du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans ont attaqué plusieurs villages dans le but d'obliger les habitants à prendre part aux accords de paix conclus localement avec le groupe armé, faisant des victimes parmi la population civile ainsi que des dommages matériels. En outre, les accords de paix ou de réconciliation locaux défendus par les groupes extrémistes étaient souvent contraires aux libertés fondamentales, notamment en ce qui concernait la situation des femmes, et la rupture de ces accords entraînait généralement une

³⁰³ VOA, 27/11/2021, [url](#)

³⁰⁴ OCHA, 27/09/2021, [url](#)

³⁰⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, [url](#)

³⁰⁶ Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, [url](#)

³⁰⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, [url](#)

³⁰⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 5, [url](#)

brusque flambée de violence, comme cela a été le cas dans la région de Ségou, où des éléments du Groupe et des chasseurs traditionnels dozos s'affrontent depuis le 2 juillet »³⁰⁹.

Le 16 septembre 2021, la radio Studio Tamani décrivait la situation dans le centre du pays de cette manière :

« Les groupes terroristes élargissent leur zone d'occupation dans la région de Ségou. Plusieurs villages des cercles de Niono, Macina ou la commune de Diabaly sont sous la coupe des hommes armés non identifiés. Ces localités sont de plus en plus soumises à des embargos avec une restriction de mouvement. D'autres villages se vident de leurs populations dans la région de Ségou, depuis le dimanche 12 septembre, à cause des menaces terroristes »³¹⁰.

À Niono dans la région de Ségou, la situation est restée « très préoccupante ». Le SG-NU précise dans son rapport du mois d'octobre 2021 que :

« la localité de Songho a été encerclée par des groupes extrémistes violents, qui ont assiégé le village, empêchant les agriculteurs locaux d'accéder à leurs champs. L'intensification du conflit armé entre les chasseurs traditionnels dozos et ces groupes a contraint les habitants de plusieurs villages de la région à fuir. Dans le cercle de Koro (région de Mopti), le blocus qui était imposé depuis le 30 avril par des membres présumés de groupes armés radicaux sur le village de Dinangourou a été levé le 18 août, à l'issue de négociations »³¹¹.

Selon des locaux, à Niono, la situation s'est particulièrement dégradée depuis la fin du mois de septembre et les attaques ainsi que les victimes sont comptées quasi quotidiennement³¹². À Ségou, cinq cercles sur sept (l'équivalent d'un département français) seraient en partie contrôlés par le groupe terroriste katiba Macina affilié au GSIM. Un chef traditionnel de la région affirme : « C'est une zone irriguée particulièrement propice à l'agriculture. Or c'est justement dans cette zone que se concentrent la plupart des combats »³¹³.

À Mopti, des hommes armés non identifiés ont tué au moins trois civils dans la ville de Bandiagara le 24 novembre. Dans la région de Ségou (centre), des militants du JNIM ont tendu une embuscade le 8 novembre et tué sept miliciens communaux bambara dans le district de Ségou³¹⁴.

Le 3 décembre, près de Bandiagara (région de Mopti), des djihadistes présumés ont tué 31 personnes et blessé 17 autres dans l'attaque d'un véhicule de transport³¹⁵. Quelques jours plus tôt, une autre attaque dans la même région avait fait quatre morts. Selon la presse, cette région serait défendue par la milice dogon Dan Na Ambassagou, en l'absence des troupes de l'armée malienne ou internationales³¹⁶. Dans la même région, début octobre 2021, l'armée malienne avait perdu 16 soldats et 11 autres ont été blessés dans une attaque djihadiste³¹⁷.

6.3. Sud

Les régions de Koulikoro, Sikasso, Kayes ainsi que le district urbain de Bamako se situent dans la partie sud du pays.

³⁰⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 12, [url](#)

³¹⁰ Studio Tamani, 12/09/2021, [url](#)

³¹¹ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 6, [url](#)

³¹² RFI, 08/10/2021, [url](#)

³¹³ Mondafrigue, 01/12/2021, [url](#) ; HRW, 01/11/2021, [url](#)

³¹⁴ ICG, 20/12/2021, [url](#)

³¹⁵ Le Monde, 04/12/2021, [url](#)

³¹⁶ La Croix, 06/12/2021, [url](#)

³¹⁷ La Libre, 07/10/2021, [url](#)

Selon le SG-NU, l'insécurité a continué de s'étendre dans certaines zones des régions du sud, ce qui a eu des effets « néfastes » sur la situation des droits humains durant les six derniers mois de 2021. Selon lui, la propagation des violences vers le sud du pays s'explique en partie par l'absence des forces armées de l'Etat dans les zones rurales du Centre Mali³¹⁸.

Les statistiques de l'ONU concernant les violations et atteintes aux droits de l'homme enregistrées de juin à décembre 2021 dénombrent 6 cas à Koulikoro, 42 cas à Kayes, 5 cas à Sikasso et 75 à Bamako³¹⁹.

Le rapport du SG-NU portant sur le dernier trimestre de 2021 ajoute :

« les tendances relevées au niveau des atteintes à la sécurité ont démontré un déplacement constant du centre vers le sud du pays, avec une augmentation notable des attaques par des individus armés non identifiés ou des membres de groupes extrémistes et violents à Koutiala, à San et à Sikasso, ainsi qu'une recrudescence des tensions intercommunautaires touchant particulièrement les communes de Diabali et de Dogofri dans le cercle de Niono (région de Ségou) »³²⁰.

Le rapport du mois d'octobre 2021 note une augmentation du nombre d'écoles fermées en raison d'attaques perpétrées contre des écoles dans le sud du Mali. Si initialement ces écoles fermées étaient localisées au nord et au centre du Mali, fin 2021, ces fermetures touchent aussi les écoles situées dans le sud du pays, notamment les régions de Sikasso (115 écoles, soit 34.500 élèves) et de Koulikoro (92 écoles, soit 27.600 élèves)³²¹.

Plus rares et causant moins de victimes que celles du nord ou du centre, des attaques perpétrées par des groupes armés violents dans le sud du pays sont recensées par l'ONU et la presse. Le 14 septembre 2021, dans la région de Sikasso, des hommes armés non identifiés ont attaqué un poste de l'armée dans le village de Mahou, faisant deux morts du côté de l'armée et deux du côté des assaillants. Le 28 septembre 2021, l'attaque terroriste d'un convoi d'une entreprise minière sécurisé par les FAMA s'est soldée par cinq militaires tués et quatre blessés³²². Le 21 octobre 2021, cinq civils ont été enlevés par des djihadistes présumés dans la région de Sikasso³²³. Le 14 novembre 2021, d'autres djihadistes présumés ont attaqué le poste de l'armée de Guiré, tuant sept soldats dans la région de Koulikoro (ouest)³²⁴. Au total, durant le dernier trimestre de 2021, quatre attaques ont été enregistrées à Koulikoro et une à Kayes³²⁵.

Selon le HCR, de nombreux incidents sécuritaires ont eu lieu durant les deuxième et troisième trimestre de 2021 dans la région de Sikasso. Dans plusieurs cercles de cette région, le système de santé et d'éducation serait fortement touché à cause des groupes armés qui commettent des assassinats, des meurtres, des enlèvements et menacent la population locale³²⁶.

L'apparition de l'extrémisme violent dans le sud du pays « marque une évolution inquiétante » selon le SG-NU qui parle d'un premier trimestre de 2021 caractérisé par des attaques contre des civils et les forces chargées de les protéger dans le sud du pays³²⁷. Durant le deuxième trimestre de 2021, le rapport du SG-NU note une multiplication des activités terroristes dans les régions de San et Sikasso.

³¹⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 9, [url](#)

³¹⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 12, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 10, [url](#)

³²⁰ Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 9, [url](#)

³²¹ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 12, [url](#)

³²² AA, 28/09/2021, [url](#)

³²³ Le Figaro, 21/10/2021, [url](#)

³²⁴ ICG, 11/2021, [url](#)

³²⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 10, [url](#)

³²⁶ HCR, 07/2021, [url](#)

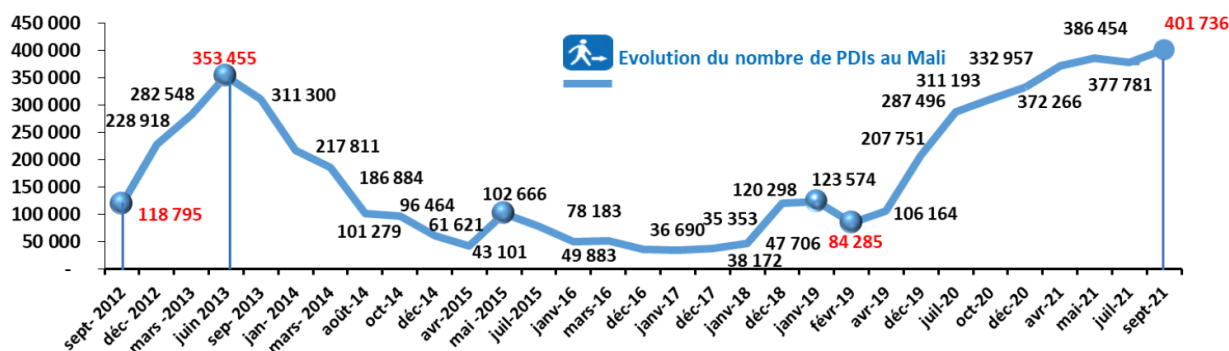
³²⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2021, p. 11, [url](#)

D'après l'ISS, les groupes extrémistes commencent à s'implanter dans le sud-ouest du Mali, plus précisément dans la région de Kayes. Une analyse publiée le 1^{er} avril 2021 parle d'une augmentation de l'activité terroriste alimentée par l'exploitation aurifère dans cette région :

« Les recherches menées récemment par l'Institut d'études de sécurité (ISS) dans la région de Kayes démontrent qu'un certain nombre de vulnérabilités associées à l'économie aurifère pourraient favoriser l'implantation des groupes extrémistes violents dans la région ainsi que leur expansion aux États côtiers voisins tels que la Guinée et le Sénégal »³²⁸.

7. Déplacements de population

Des déplacements massifs de populations sont enregistrés chaque année à l'intérieur du pays et vers les pays voisins, à cause des violences et de l'insécurité. Les chiffres de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) indiquent au 30 septembre 2021 un nombre de 401.736 personnes déplacées internes (PDI), soit 69.696 ménages. De juillet à septembre 2021, le nombre de PDI a augmenté de 6 %, soit 23.955 personnes déplacées en plus. Selon l'OIM, « cette augmentation s'explique par l'aggravation des conditions sécuritaires dans les régions de Ségou, Mopti et Tombouctou au cours des deux derniers mois »³²⁹. Le SG-NU constate en octobre 2021 que le nombre de déplacés à l'intérieur du pays a presque quadruplé en deux ans³³⁰.



Nombre de PDI au Mali (2012- 2021)³³¹

Selon un rapport conjoint de l'OIM et du HCR, plus de la moitié des déplacés sont des femmes (55 %) et 64 % sont des enfants mineurs³³². Les PDI proviennent principalement des régions de Mopti (159.027), Gao (97.859), Ségou (54.885), Tombouctou (54.832) et Ménaka (12.995) selon la même source. D'après l'évaluation citée dans le rapport conjoint :

« Les années 2018, 2019 et 2020 ont été marquées par la recrudescence des violences dans les régions du Centre et du Nord. Suite à ces violences nous avons assisté à une forte augmentation du nombre de PDI, de 38 172 PDI identifiées en décembre 2017 pour atteindre 401 736 individus en septembre 2021. Ainsi du 1^{er} janvier 2018 au 30 septembre 2021, une augmentation de 363

³²⁸ ISS, 01/04/2021, [url](#)

³²⁹ DNDS, OIM, HCR, 09/2021, [url](#)

³³⁰ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 14, [url](#)

³³¹ DNDS, OIM, HCR, 09/2021, [url](#)

³³² DNDS, OIM, HCR, 09/2021, [url](#)

564 personnes déplacées internes a été constatée, suite à la dégradation de la situation sécuritaire dans le pays »³³³.

Région	Ménage	Femme	Homme	Total Individus
Bamako	764	1 976	1 566	3 542
Gao	18 365	54 962	42 897	97 859
Kayes	413	1 259	1 176	2 435
Kidal	612	1 814	1 674	3 488
Koulikoro	1272	3 781	3 509	7 290
Ménaka	2 188	7 082	5 913	12 995
Mopti	26 242	85 468	73 559	159 027
Ségou	8 928	33 055	21 830	54 885
Sikasso	829	3 410	2 423	5 833
Tombouctou	10 083	30 357	24 025	54 382
Total	69 696	223 164	178 572	401 736

Déplacés internes au Mali par région³³⁴

Concernant le retour de Maliens déplacés, le rapport estime le nombre de PDI retournés à 606.617 personnes au total. De juillet à septembre 2021, le nombre de rapatriés a augmenté de 97 unités, selon les chiffres officiels³³⁵.

Région	Ménage	Femme	Homme	Individus
Kayes	92	251	221	472
Mopti	10741	29111	24160	53271
Ségou	1536	3734	3213	6947
Gao	32286	86457	69965	156422
Ménaka	16932	40696	33687	74383
Kidal	588	1307	1082	2389
Tombouctou	67963	171362	141371	312733
TOTAL	130 138	332 918	273 699	606 617

Nombre cumulé de PDI retournées par région de juillet 2013 au 30 septembre 2021³³⁶

Au 30 septembre 2021, les services du HCR comptabilisaient 156.757 réfugiés maliens dans les pays voisins (plus de 72.000 en Mauritanie, 61.000 au Niger et 23.000 au Burkina Faso) contre 152.804 fin avril 2021³³⁷.

Par ailleurs, l'OCHA a enregistré, fin septembre 2021, 83.712 rapatriés provenant du Burkina Faso (32.140), du Niger (23.371), de Mauritanie (20.326) et d'Algérie (7.859)³³⁸.

³³³ DNDS, OIM, HCR, 09/2021, [url](#)

³³⁴ DNDS, OIM, HCR, 09/2021, [url](#)

³³⁵ DNDS, OIM, HCR, 09/2021, [url](#)

³³⁶ DNDS, OIM, HCR, 09/2021, [url](#)

³³⁷ DNDS, OIM, HCR, 04/2021, [url](#) ; DNDS, OIM, HCR, 09/2021, [url](#)

³³⁸ DNDS, OIM, HCR, 04/2021, [url](#)

Ancien Pays d'accueil	Algérie	Burkina Faso	Ghana	Guinée	Mauritanie	Niger	Nigéria	Togo	Tunisie	Total général
Région de Destination	Individus	Individus	Individus	Individus	Individus	Individus	Individus	Individus	Individus	Individus
Bamako	132	426			43	28		5		634
Gao	2380	12308			90	7300	1		1	22080
Kidal	1997	48			8					2053
Koulikoro	65	114			27	1				207
Ménaka	287	22			9	15619				15937
Mopti		3576			708	4				4288
Ségou		131	1		1060	41				1233
Tombouctou	2998	15515		2	18381	378		6		37280
Grand Total	7 859	32 140	1	2	20 326	23 371	1	11	1	83 712

Rapatriés enregistrés par région de retour et par ancien pays d'accueil au 30 avril 2021³³⁹

En même temps, le Mali est, quant à lui, un pays d'accueil pour des réfugiés de pays voisins : 48.000 réfugiés au total venant du Burkina Faso (13.000), du Niger (17.000) et de la Mauritanie (16.000)³⁴⁰.

8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

8.1. Services de maintien de l'ordre et protection des civils

Un plan d'action d'une durée de 50 jours pour le centre du Mali, qui comprend le lancement de plusieurs projets financés par la MINUSMA et qui vise à renforcer l'administration de l'Etat ainsi que la société civile, a été lancé le 15 juin 2021 par l'ONU. Selon le SG-NU, plus de 24 projets à effet rapide ont été approuvés. La MINUSMA a également acheminé jusqu'aux villages isolés par les groupes extrémistes plus de 25 tonnes d'aide alimentaire fournie par les FAMA³⁴¹.

La MINUSMA a aussi soutenu la réconciliation entre les villages Ogossagou peul et Ogossagou dogon (où des massacres ont été perpétrés en mars 2019 et février 2020) grâce à des mécanismes locaux de règlement amiable des différends. Des initiatives qui visent à lutter contre la violence communautaire et favoriser la réconciliation ont été poursuivies par la MINUSMA dans le Centre Mali³⁴².

D'autres opérations de maintien de la paix et d'appui aux autorités maliennes afin de faciliter le rétablissement de la présence de l'autorité de l'Etat sur le terrain ont été menées par la MINUSMA (Buffalo, Beaver et Badger)³⁴³.

Le SG-NU précise que la MINUSMA a continué d'aider logiquement tant les FAMA que les forces de FCG5S, Barkhane ou la task force Takuba. De juin à septembre 2021, la MINUSMA a formé 898 militaires maliens au combat mais aussi aux activités de recherche et de neutralisation d'explosifs³⁴⁴.

Par ailleurs, la MINUSMA, avec la police des Nations Unies et les FAMA, a organisé des patrouilles coordonnées afin d'assurer la sécurité des populations civiles dans la région de Tombouctou. Quant au centre du Mali, le SG-NU conclut :

³³⁹ DNDS, OIM, HCR, 09/2021, [url](#)

³⁴⁰ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 14, [url](#)

³⁴¹ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 6, [url](#)

³⁴² Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 6, [url](#)

³⁴³ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 6, [url](#)

³⁴⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 11, [url](#)

« Bien que ces efforts essentiels aient contribué à prévenir une nouvelle dégradation des conditions de sécurité dans certaines parties du centre du Mali et à limiter ainsi les incidences de cette situation sur la population civile, la Mission ne pourra pas en faire davantage sans capacités supplémentaires »³⁴⁵.

8.2. Accès aux denrées de base

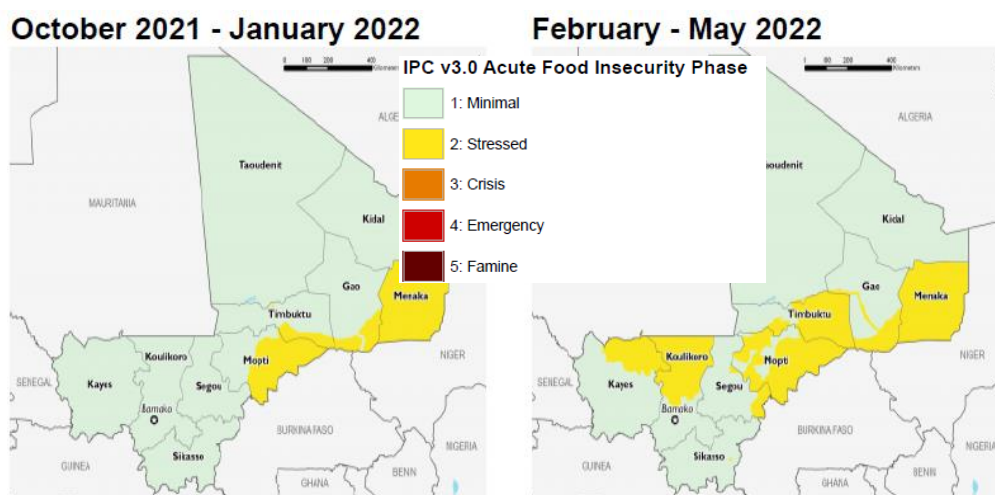
Selon l'estimation de l'ONU, en décembre 2021, 1,3 millions de personnes avait besoin d'une aide alimentaire immédiate, un chiffre en hausse de 36 % par rapport à celui du mois de novembre 2020. Les régions où l'insécurité alimentaire est très élevée sont : Gao (41,5 %), Mopti (40,8 %), Kidal (29,6 %), Tombouctou (26,5 %) et Koulikoro (26,1 %) ³⁴⁶.

Selon l'ONU :

« l'insécurité, et son impact sur les communautés, demeure l'un des principaux facteurs de l'insécurité alimentaire au Mali. En effet, dans les régions du centre et du nord du pays (Gao, Ménaka et Tombouctou), les conflits armés et l'insécurité civile engendrent une baisse de la production agricole, des dommages aux cultures et des pillages, et réduisent l'accès à certains pâturages ce qui exacerbe la vulnérabilité des éleveurs »³⁴⁷.

D'après un rapport du Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (Famine Early Warning Systems Network, FEWS) :

« les récoltes en cours bien qu'inférieures à celle de l'année dernière et à la moyenne quinquennale, sont favorables à une disponibilité alimentaire suffisante dans le pays durant l'année alimentaire 2021/22. La disponibilité de la propre production et le prix des céréales similaires à légèrement supérieurs à la moyenne permettent à la majorité des ménages l'accès aux vivres sans grande difficulté et d'être en insécurité alimentaire minimale »³⁴⁸.



L'insécurité alimentaire au Mali - projection entre octobre 2021 et mai 2022³⁴⁹

³⁴⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 11, [url](#)

³⁴⁶ Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 14, [url](#)

³⁴⁷ FAO [site web], 2021, [url](#)

³⁴⁸ FEWS, 09/11/2021, [url](#)

³⁴⁹ FEWS, 09/11/2021, [url](#)

Le SG-NU rapporte que, durant la période qui précède les récoltes (période de soudure), 1,3 million de Maliens bénéficieront d'une assistance sous la forme de bons³⁵⁰.

Selon l'OCHA, « la malnutrition aiguë demeure une menace réelle à la survie des personnes les plus vulnérables et est exacerbée par le conflit et l'insécurité qui affectent le nord et le centre du Mali depuis 2011 »³⁵¹. Le taux de prévalence de malnutrition aiguë globale (modérée et sévère confondues) est de plus de 10 % au niveau national³⁵². Pourtant, fin octobre 2021, les admissions dans les structures de prise en charge de la malnutrition étaient en baisse de 8 % par rapport à la même période de l'année passée³⁵³.

8.3. Accès aux soins de santé

Plus de deux millions de personnes ont besoin d'une assistance sanitaire au Mali, selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). En décembre 2021, l'OCHA rapporte que suite à l'insécurité, 21 centres de santé sont fermés et 82 partiellement fonctionnels³⁵⁴. Selon un rapport de l'OMS publié en novembre 2021, 5 % des structures sanitaires ne sont pas totalement fonctionnelles et assurent seulement les soins de santé primaires, à cause de l'insécurité dans le nord et le centre du pays. De janvier à novembre 2021, huit attaques contre des centres de santé ont été enregistrées dans ces deux régions. Ceci implique « une présence fluctuante du personnel médical, ce qui entraîne une faible couverture vaccinale contre les maladies évitables »³⁵⁵.

Au 31 octobre 2021, 16.073 cas de coronavirus confirmés ont été enregistrés au Mali depuis le début de la crise sanitaire. A cette date, 563 décès et 14.659 cas de guérison ont été signalés³⁵⁶.

Le Mali fait partie des cinq pays du monde où la « charge » de morbidité/mortalité est la plus importante, les maladies transmissibles, néonatales, maternelles et nutritionnelles représentant plus de 70 % de la « charge » globale. En moyenne, environ 400 décès par jour sont signalés, ce qui équivaut à environ 160.000 femmes et enfants de moins de cinq ans qui meurent chaque année, selon l'ONU. Avant l'épidémie de Covid-19, le secteur de la santé manquait de ressources financières et humaines d'après un rapport de l'ONU publié en mai 2020. Selon ce même document, le Mali compte 0,6 personnel de santé (infirmières, médecins) pour 1.000 habitants, avec une distribution inégale sur le territoire du pays : deux agents de santé pour 1.000 personnes à Bamako et moins de 0,3 agents pour 1.000 personnes à Taoudénit, Gao, Sikasso et Mopti. La norme de l'OMS prévoit, quant à elle, 2,3 professionnels de santé pour 1.000 habitants³⁵⁷.

8.4. Accès aux services publics

Selon l'ONU, la présence des autorités de l'Etat demeure limitée en dehors des centres des régions et des cercles et le rétablissement des autorités pose des difficultés notamment dans le centre du Mali. De juin à septembre 2021, 40 gendarmes, 70 policiers et 7 officiers de la protection civile ont été redéployés dans cette région mais aucun membre des autorités judiciaires ne l'a été « en raison de l'insécurité qui y règne toujours ainsi que de l'absence ou de la faiblesse des services administratifs de l'Etat dans les zones concernées »³⁵⁸.

³⁵⁰ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 14, [url](#)

³⁵¹ OCHA, 03/2021, p. 65, [url](#)

³⁵² OCHA, 03/2021, p. 65, [url](#)

³⁵³ FEWS, 09/11/2021, [url](#)

³⁵⁴ OCHA, 02/12/2021, [url](#)

³⁵⁵ OMS, 11/11/2021, [url](#)

³⁵⁶ OMS, Gouvernement du Mali, 01/11/2021, [url](#)

³⁵⁷ Nations unies, 21/05/2020, p. 18, [url](#)

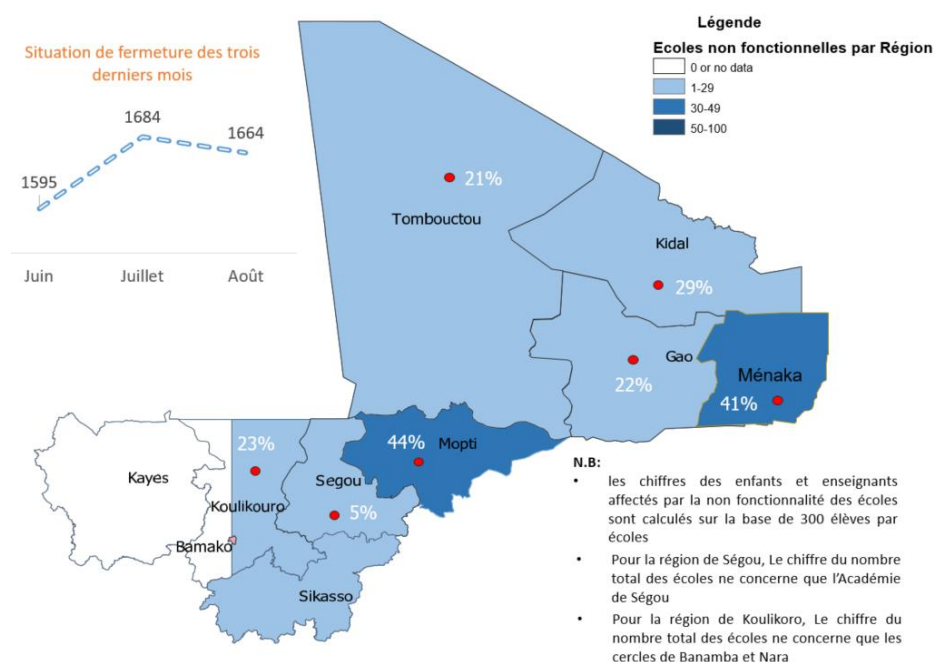
³⁵⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 7, [url](#)

Fin octobre 2021 dans le centre du pays, 73 % des maires, 93 % des préfets et 19 % des sous-préfets étaient présents à leur poste. Depuis le mois de mai, ces chiffres révèlent une légère diminution du nombre des maires et sous-préfets et une augmentation des préfets. Malgré ces chiffres, le SG-NU constate un écart important entre les districts, avec 50 % des maires présents dans les régions de Bandiagara, Douentza et Mopti mais seulement 12 % des sous-préfets présents dans la région de Mopti³⁵⁹.

Dans le nord du Mali, 14 % d'administrateurs civils, 20 % de préfets et 9 % de sous-préfets étaient physiquement présents sur leur lieu d'affectation en avril 2021 dans les régions de Gao, de Kidal, de Ménaka, de Taoudénit et de Tombouctou³⁶⁰.

Les besoins humanitaires des Maliens n'ont cessé de croître selon le rapport d'octobre 2021 du SG-NU. En effet, les activités des groupes terroristes ont encerclé des villages entiers, restreint l'accès et la libre circulation de civils ainsi que l'accès aux services sociaux de base. Ces « tactiques de guerre de plus en plus courantes, notamment dans les conflits intercommunautaires du centre du pays » ont « de graves conséquences humanitaires, qui sont exacerbées par le fait que les intervenants n'ont qu'un accès limité à ces zones. Il en résulte que les mouvements forcés de population ont augmenté, à l'intérieur du territoire comme à l'extérieur, accroissant encore les besoins humanitaires »³⁶¹.

Les écoles continuent à être menacées par les terroristes au Mali à tel point que le SG-NU demande un soutien national et international face « aux fermetures d'écoles, qui prennent des proportions réellement préoccupantes ». Des attaques contre des établissements d'enseignement sont répertoriées même dans le sud du pays, de juin à septembre 2021. Selon les statistiques de l'OCHA, le nombre d'écoles fermées est passé de 1.344 en janvier à 1.684 en juillet et à 1.664 en août 2021 (soit 27 % du nombre total des écoles au Mali) impactant ainsi 499.200 élèves³⁶².



Aperçu général des écoles fermées en juillet 2021³⁶³

³⁵⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, [url](#)

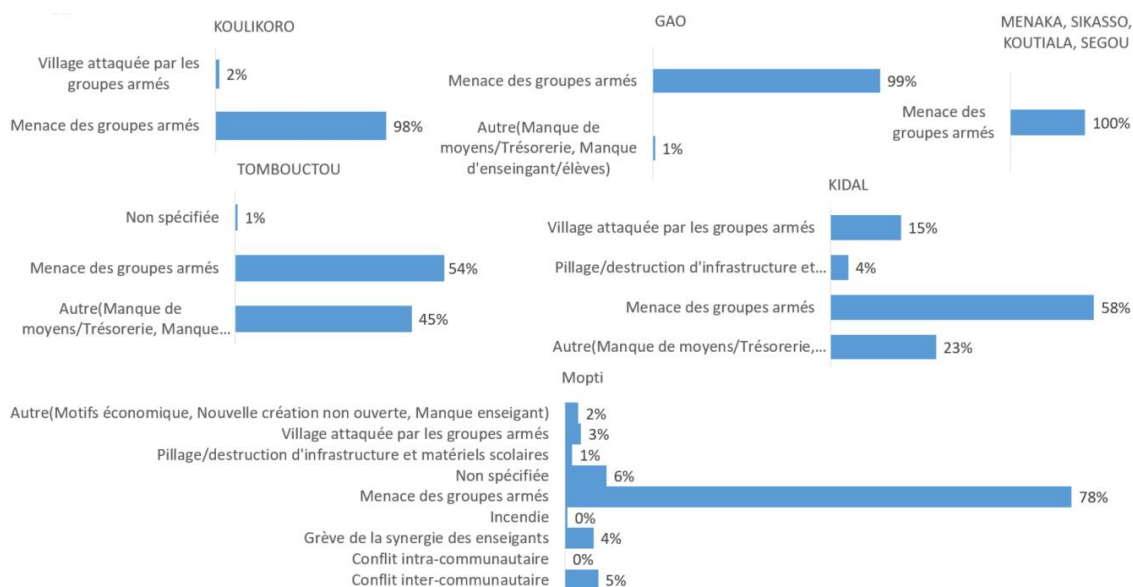
³⁶⁰ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/06/2021, p. 5, [url](#)

³⁶¹ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/06/2021, p. 14, [url](#)

³⁶² OCHA, 24/09/2021, [url](#)

³⁶³ OCHA, 24/09/2021, [url](#)

Si initialement les attaques contre les écoles étaient limitées aux régions du centre et du nord du Mali, elles se sont ensuite étendues vers le sud, « notamment les régions de Sikasso (115 écoles, soit 34 500 élèves) et de Koulikoro (92 écoles, soit 27 600 élèves) »³⁶⁴.



Principales causes menant à la fermeture des écoles au Mali³⁶⁵

La Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (Global Coalition to Protect Education from Attack, GCPEA) explique dans un rapport publié en septembre 2020 que dans les trois pays sahéliens, Burkina Faso, Mali et Niger, les écoles publiques ont été ciblées par des groupes armés qui s'opposent à l'éducation en langue française administrée par l'Etat. Les attaques sont menées « le plus souvent en incendiant et en pillant des établissements d'enseignement et en menaçant, en enlevant ou en tuant des enseignants »³⁶⁶.

8.5. Liberté de se déplacer et sécurité sur les axes routiers

La pose d'engins explosifs sur les principaux axes routiers continue à limiter les déplacements des civils, de l'armée mais aussi des opérateurs humanitaires sur place. Le SG-NU observe, en octobre 2021, une hausse du nombre de victimes civiles suite aux explosions de ces engins : 23 civils tués et 13 blessés dans six attaques entre juin et septembre 2021³⁶⁷.

En juillet 2021, la milice dogon Dan Na Ambassagou a installé autour de Petaka (Mopti) des points de contrôle et imposé des restrictions de déplacement sur la route durant la nuit. Le chef de cette milice a demandé aux Peuls d'y déclarer leur présence aux dozos pour ne pas être considérés comme des djihadistes et exécutés³⁶⁸.

L'accès des acteurs humanitaires dans les zones de conflit a également été difficile durant l'année 2021. Le SG-NU explique qu'« afin d'accéder aux zones rurales, il a fallu obtenir l'acceptation des communautés locales et négocier les possibilités de déplacement des acteurs humanitaires »³⁶⁹.

³⁶⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 13, [url](#)

³⁶⁵ OCHA, 24/09/2021, [url](#)

³⁶⁶ GCPEA, 09/2020, [url](#)

³⁶⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, [url](#)

³⁶⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 8, [url](#)

³⁶⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, [url](#)

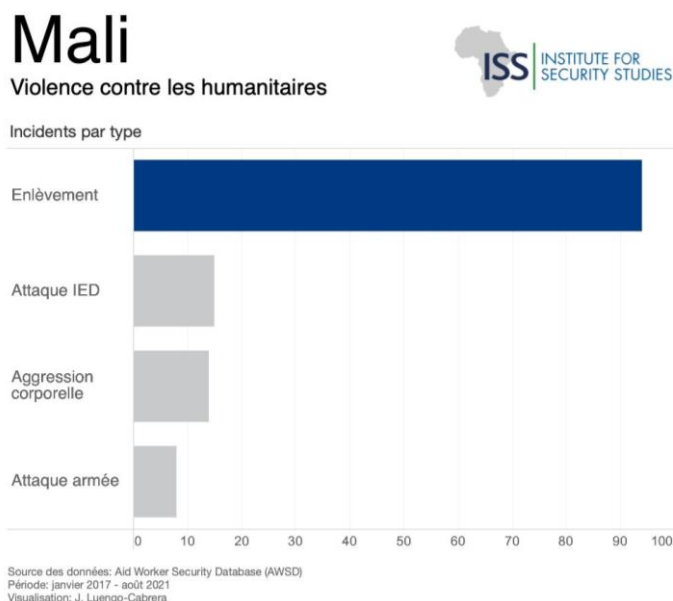
Selon le HCR, « l'encerclement des villages par des groupes armés, les restrictions de la liberté de circulation des populations civiles et le déni d'accès aux services sociaux de base sont devenus des tactiques de guerre fréquentes surtout dans les conflits intercommunautaires au centre du pays »³⁷⁰. Dans cette situation, les groupes armés mettent en place des barrages routiers et posent des explosifs improvisés sur les ponts d'accès aux villages, ce qui empêche les forces armées d'y accéder. À cause des restrictions de mouvement, les civils n'ont plus accès aux services sociaux de base ni aux cultures qui sont « souvent abandonnées et la récolte des produits dans les champs arrêtée »³⁷¹.

8.6. Accès à l'aide humanitaire

La crise humanitaire s'est aggravée en 2021 en raison des conditions détériorées de sécurité, de la violence communautaire et des attaques de groupes terroristes dans le nord, le centre et le sud du Mali³⁷². Cette crise a été exacerbée également par les bouleversements politiques, lesquels ont affaibli les services sociaux qui devraient répondre aux besoins fondamentaux de la population³⁷³.

Dans son rapport d'octobre 2021, le SG-NU qualifie la situation humanitaire de « désastreuse » et précise qu'elle a continué de se détériorer. Par ailleurs, les acteurs humanitaires font face à divers défis : possibilités de déplacements réduites, financement insuffisant, attaques dirigées contre eux. Selon le SG-NU :

« Les problèmes d'accès et de protection liés aux activités des groupes armés, à la présence d'engins explosifs improvisés et de mines et au vide sécuritaire sont restés des sujets de vive inquiétude. Ils pèsent sur les civils, tout particulièrement les plus vulnérables. Par ailleurs, afin d'accéder aux zones rurales, il a fallu obtenir l'acceptation des communautés locales et négocier les possibilités de déplacement des acteurs humanitaires »³⁷⁴.



Type d'incidents ayant touché les acteurs humanitaires au Mali de janvier 2017 à août 2021³⁷⁵

³⁷⁰ HCR, 07/2021, [url](#)

³⁷¹ HCR, 07/2021, p. 4, [url](#)

³⁷² Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 14, [url](#) ; OCHA, 02/12/2021, [url](#)

³⁷³ OCHA, 02/12/2021, [url](#)

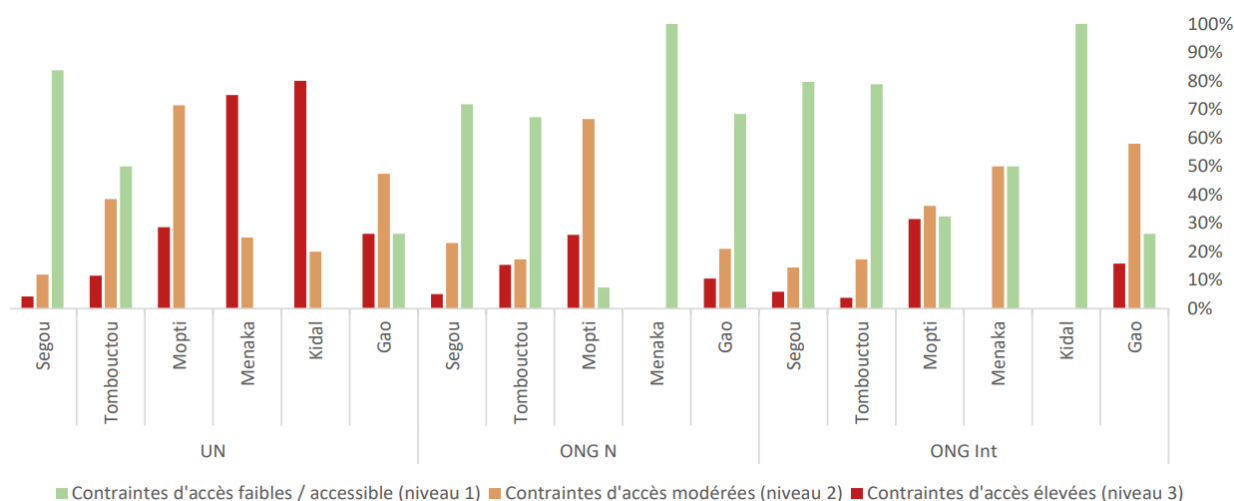
³⁷⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 01/10/2021, p. 14, [url](#)

³⁷⁵ José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, 08/09/2021, [url](#)

Selon l'ISS, les enlèvements représentent près de trois quarts des incidents qui touchent les acteurs humanitaires au Mali, principalement visés dans le centre du pays. Entre autres dangers, les humanitaires sont exposés aux attaques à l'EEI, aux agressions et aux attaques armées. Le rapport d'ISS de septembre 2021 révèle que depuis 2017, plus de 90 humanitaires ont été enlevés au Mali³⁷⁶.

L'OCHA indique dans son rapport de septembre 2021 que l'accès des humanitaires aux populations affectées ainsi que celui des populations aux services sociaux de base « reste préoccupant »³⁷⁷. Selon le HCR, l'accès des acteurs humanitaires est limité dans les zones sous contrôle des groupes armés non étatiques et dans les zones touchées par les conflits et les opérations militaires antiterroristes à cause de la criminalité en hausse mais aussi à cause du risque élevé de braquages. Le rapport conclut :

« En outre, la menace explosive pose une contrainte majeure pour l'accès humanitaire. Dans le contexte de conflits inter et intracommunautaires, les communautés locales font souvent face à des restrictions de mouvements délibérées par des groupes armés qui interdisent et bloquent leur accès aux services de base ou l'accès à leurs moyens de subsistance »³⁷⁸.



Accessibilité des régions du Mali pour les organisations en septembre 2021³⁷⁹

Selon l'estimation de l'OCHA, en 2022, 6,3 millions de personnes requerront une aide humanitaire au Mali. D'après le tableau recensant les organisations humanitaires opérant au Mali, au 31 août 2021, 171 organisations - des ONG nationales, internationales, des organismes des Nations unies et de la Croix-Rouge ainsi que des organisations gouvernementales - soutiennent 4,7 millions de maliens. La plupart travaille dans le nord et le centre du pays. Leurs domaines d'intervention sont la protection, la nutrition et la sécurité alimentaire, la santé, l'eau, l'éducation, les abris et la coordination³⁸⁰.

³⁷⁶ ISS, 08/09/2021, [url](#)

³⁷⁷ OCHA, 09/2021, [url](#)

³⁷⁸ HCR, 07/2021, [url](#)

³⁷⁹ OCHA, 09/2021, [url](#)

³⁸⁰ OCHA, 31/08/2021, [url](#)



MALI
Présence Opérationnelle

au 31 août 2021

CHIFFRES CLES

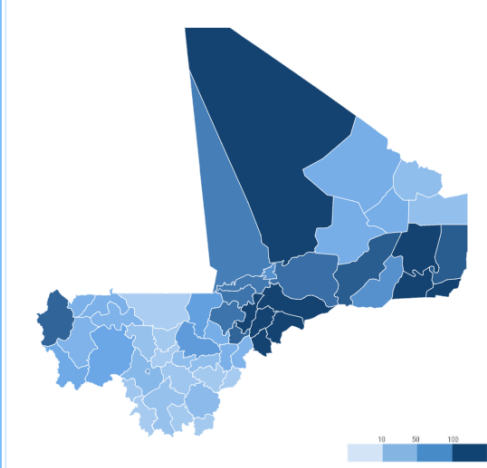


Aperçu

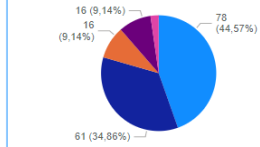
171 organisations humanitaires mettent en œuvre 275 projets pour soulager les souffrances de 4,7 millions de personnes vulnérables, principalement dans les secteurs de l'éducation, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, de la santé et de la sécurité alimentaire dans les trois crises majeures.

17% des acteurs humanitaires travaillent dans les régions du Nord ; 45% sont des ONG internationales. Dans les régions du centre et du Sud, 53% des acteurs humanitaires sont des organisations locales qui mettent en œuvre 75% des projets.

CARTOGRAPHIE DES ORGANISATIONS PAR CERCLE

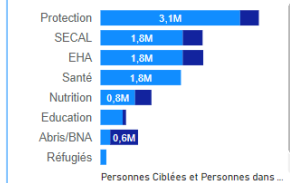


ACTEURS PAR TYPE D'ORGANISATION

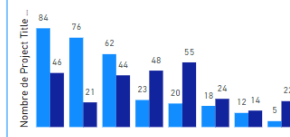


PERSONNES CIBLEES PAR CLUSTER

Personnes Ciblées Personnes dans le besoin



PROJETS ET ACTEURS PAR CLUSTER



*Les organisations humanitaires dont les noms sont affichés sur cette infographie dynamique sont celles qui ont participé à l'activité de collecte de données menée en mai, par le biais de leurs chefs de file Cluster/Secteur respectifs. Les frontières et les noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas une reconnaissance ou une acceptation officielle par les Nations Unies.
Date de création: 07 septembre 2021 | Sources: OCHA, Clusters. | Feedback: ochamali@un.org | www.unocha.org/mali | www.reliefweb.int | https://mali.humanitarianresponse.info

Présence opérationnelle des acteurs humanitaires au Mali³⁸¹

³⁸¹ OCHA, 31/08/2021, [url](#)

Résumé

Le conflit au Mali débute en janvier 2012 lorsque des rebelles touaregs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), soutenus par des groupes islamistes, se soulèvent contre le gouvernement central de Bamako pour obtenir leur indépendance. Malgré l'envoi de troupes par la France et les Nations unies en 2013 ainsi que la signature d'un Accord de paix en 2015 entre les groupes armés gouvernementaux et ceux de la rébellion touareg, les affrontements se sont poursuivis au Mali. Les groupes islamistes, exclus de l'Accord précité, ont continué leur progression et avancé vers le centre et le sud du pays.

Le Mali a connu deux coups d'Etat en l'espace de neuf mois, en 2020 et 2021. Le colonel Assimi Goïta, leader de la junte qui avait déclenché une mutinerie en août 2020, a pris le siège de la présidence en mai 2021. Après avoir planifié l'organisation des élections en février 2022, Goïta a informé la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) de son intention d'organiser des élections après une période de transition de cinq ans. Suite à cette annonce, la CEDEAO a pris des sanctions exceptionnelles.

En même temps, la France a annoncé vouloir réduire de moitié le nombre de soldats présents sur le sol malien. En décembre 2021, elle a fermé, dans le nord du Mali, trois bases militaires qui ont été transférées aux Forces armées maliennes (FAMA). Plusieurs informations et photos révélées par la presse ont montré l'existence des troupes russes sur le sol malien. Selon les sources citées par la presse, un accord serait conclu par l'Etat malien avec une société militaire russe (Wagner Group) pour l'envoi d'un millier de mercenaires qui devraient aider les FAMA dans leur combat contre les djihadistes.

En raison de problèmes politiques et sécuritaires, le Mali est encore loin d'atteindre les objectifs de l'Accord de paix et, selon les sources consultées, les dispositions concernant la sécurité et la défense n'ont que « très peu avancé » durant les derniers mois de 2021.

Le Secrétaire général au Conseil de sécurité des Nations unies (SG-NU) constate dans ses rapports « la poursuite de la dégradation de l'état de sécurité au Mali, qui se caractérise par une augmentation des attaques visant les civils et les soldats de la paix dans le centre et le nord du pays et par l'extension de la menace terroriste dans le sud »³⁸². Selon les sources consultées, les attaques asymétriques contre les forces armées sont en hausse tandis que les groupes terroristes ont étendu leur présence et leur influence, ont continué à attaquer des villages, à tuer et kidnapper des civils et à attaquer des objectifs stratégiques de l'Etat ainsi que des écoles et des centres de santé.

Bien qu'en 2021 le nombre d'incidents violents répertoriés soit similaire à celui de 2020, le nombre de personnes tuées en 2021 est en baisse par rapport à l'année précédente. Selon les données de l'ONG américaine Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), 1.915 morts (militaires, civils et combattants non-étatiques tous confondus) ont été enregistrés en 2021 suite aux violences, contre 2.854 en 2020. Selon ces mêmes statistiques, durant 2020 et 2021, Mopti est la région la plus impactée par les violences, suivie de Gao, Ségou, Tombouctou, Ménaka et Koulikoro.

Une croissance exponentielle du nombre d'enlèvements est observée en 2021 : il y a eu plus d'enlèvements au cours des huit premiers mois de 2021 qu'au cours de n'importe quelle année complète. De juin à septembre 2021, dans le centre du Mali, le nombre d'enlèvements de civils ainsi que de vols de bétails, de céréales et de biens a augmenté ; Bandiagara, Douentza et Ménaka sont les cercles les plus touchés par ce phénomène.

³⁸² Nations unies, Conseil de sécurité, 04/01/2022, p. 16, [url](#)

La situation des droits humains s'est constamment détériorée durant l'année 2021, des centaines de cas de violations et d'atteintes aux droits humains ayant été documentés par la MINUSMA. La plupart de ces atteintes sont répertoriées au nord et au centre du pays, mais le sud et la capitale n'ont pas été épargnés. Selon l'ONU, le recrutement et l'utilisation d'enfants ainsi que les violences sexuelles contre les mineurs se sont généralisés durant le dernier trimestre de 2021.

En 2021, les groupes djihadistes actifs au Mali sont les principaux responsables d'actes de violences et de violations des droits de l'homme à l'encontre de civils, mais les milices communautaires ont également tué et enlevé des dizaines de civils selon les sources consultées. Dans la spirale de la violence s'ajoutent les FAMA, suspectées de plusieurs dizaines de violations de droits humains.

Les civils ont continué d'être victimes de différentes formes de violence en 2021 : meurtres, enlèvements, menaces, torture, EEI, attaques et occupation de villages, taxes illégales et nombreux actes de banditisme. Du 1^{er} octobre au 15 décembre 2021, les statistiques de l'ONU comptent 324 attaques contre des civils, qui se sont soldées par 80 tués, 95 blessés et 90 personnes enlevées.

Les forces de défense et de sécurité maliennes ainsi que les forces internationales et la MINUSMA sont constamment ciblées par des attaques asymétriques. De juillet à décembre 2021, l'ONU a documenté 137 attaques asymétriques contre les forces armées et contre les groupes armés signataires : 87 se sont produites dans le nord, 45 dans le centre et 4 dans le sud. La plupart des attaques ont eu lieu dans le nord du Mali, là où les groupes extrémistes cherchent à étendre leur champ d'action.

Selon le SG-NU, le Centre Mali est resté « l'épicentre de la violence » durant les six derniers mois de 2021. La majorité des attaques contre les civils ainsi que la plupart des violations et atteintes aux droits humains ont été enregistrées dans cette région. Néanmoins, l'insécurité a continué de s'étendre dans certaines zones du sud à cause de l'absence des forces armées de l'Etat dans les zones rurales du Centre Mali.

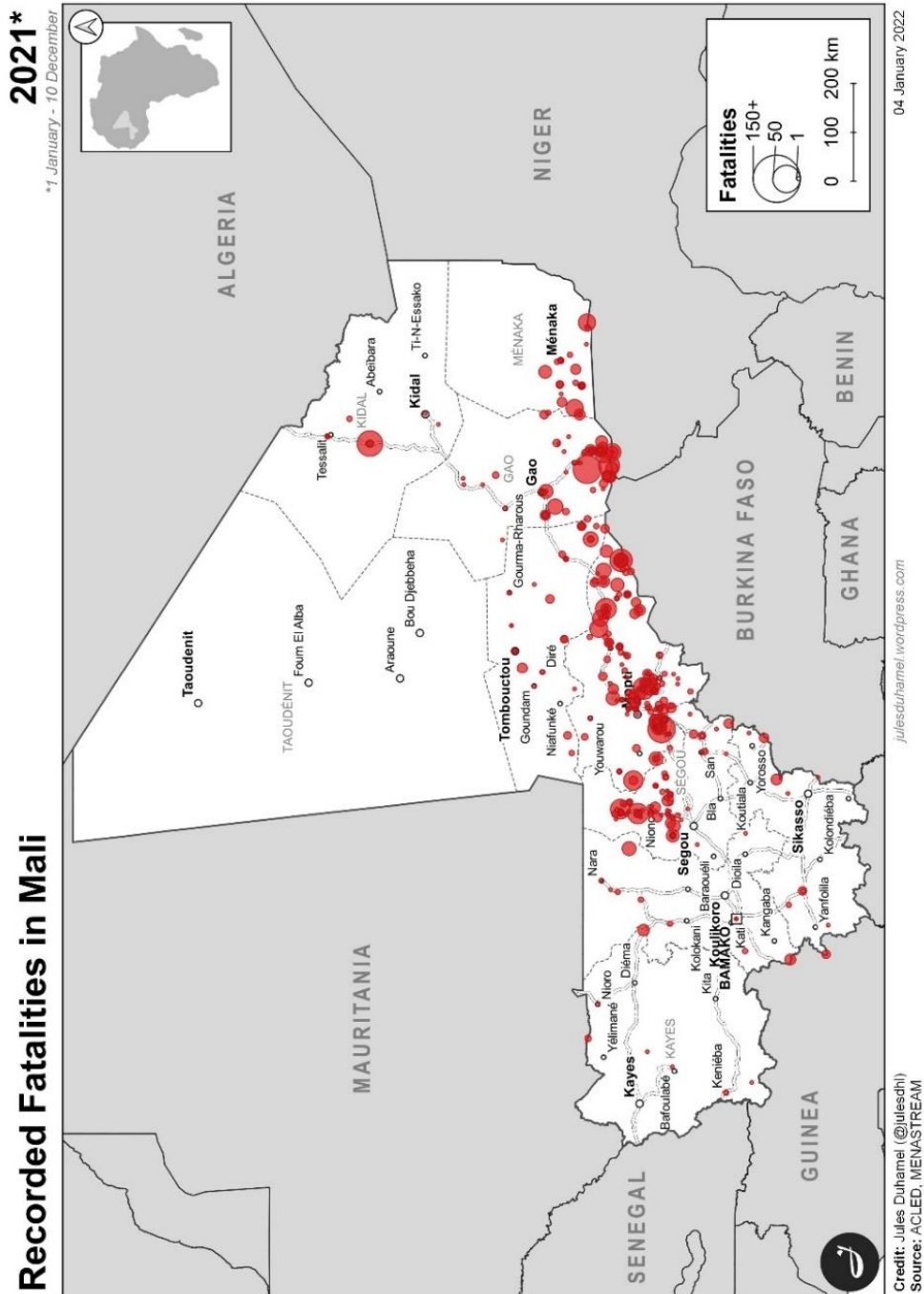
Fin septembre 2021, le Mali recensait 401.736 personnes déplacées internes, un nombre en augmentation de 6 % par rapport à celui de juillet 2021.

Selon les chiffres officiels, en décembre 2021, 1,3 millions de personnes avaient besoin d'une aide alimentaire immédiate, et plus de 2 millions de personnes nécessitaient une assistance sanitaire. La présence des autorités de l'Etat demeurait limitée en dehors des centres des régions et des cercles.

La situation humanitaire était « désastreuse » durant le troisième trimestre de 2021 selon le SG-NU et elle a continué à se détériorer depuis lors. Les acteurs humanitaires, moins nombreux, doivent faire face à divers défis : réduction des possibilités de déplacements, financement insuffisant et attaques à leur encontre. Au total, 171 organisations nationales et internationales sont présentes au Mali et la plupart opèrent dans le nord et le centre du pays.

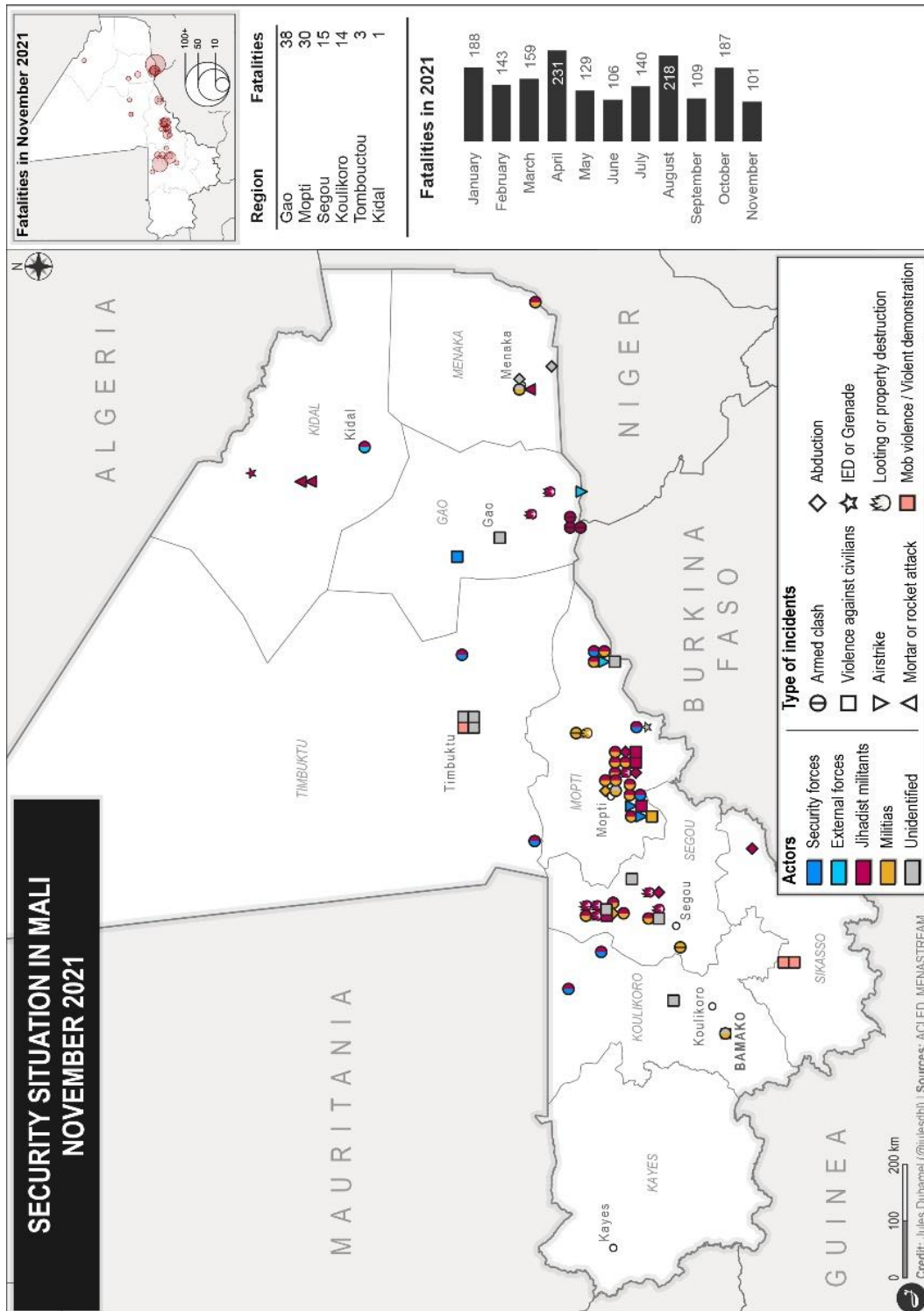
Annexes

Personnes tuées au Mali du 1er janvier au 10 décembre 2021³⁸³



³⁸³ julesduhamel.wordpress.com, 04/01/2022, [url](#)

Incidents violents documentés en novembre 2021 au Mali³⁸⁴



³⁸⁴ julesduhamel.wordpress, 17/12/2021, [url](#)

Bibliographie

Sources écrites et audiovisuelles

- Africa Center for Strategic Studies, *Réduire la violence entre agriculteurs et éleveurs au Mali*, 20/08/2019, <https://reliefweb.int/report/mali/r-duire-la-violence-entre-agriculteurs-et-leveurs-au-mali> [consulté le 08/11/2019]
- Anadolu Agency (AA), *Le G5 Sahel se dote d'un nouveau quartier général à Senou (Banlieue de Bamako)*, 04/06/2020, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/le-g5-sahel-se-dote-d-un-nouveau-quartier-generale-a-senou-banlieue-de-bamako-/1865362> [consulté le 06/10/2020]
- Anadolu Agency (AA), *Mali / Russie / Affaire Wagner : Lavrov confirme la prise de contact avec des compagnies privées*, 26/09/2021, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mali-russie-affaire-wagner-lavrov-confirme-la-prise-de-contact-avec-des-compagnies-priv%C3%A9es/2375254> [consulté le 26/10/2021]
- Anadolu Agency (AA), *Mali : 5 soldats tués dans une attaque dans le sud du pays*, 28/09/2021, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mali-5-soldats-tue%C3%A9s-dans-une-attaque-dans-le-sud-du-pays/2377347> [consulté le 06/11/2021]
- Anadolu Agency (AA), *Mali : déploiement de 1000 soldats tchadiens supplémentaires*, 19/12/2021, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mali-d%C3%A9ploiement-de-1000-soldats-tchadiens-suppl%C3%A9mentaires/2451613> [consulté le 19/12/2021]
- Anadolu Agency (AA), *Mali : L'expert indépendant de l'ONU appelle à un sursaut national pour restaurer l'autorité de l'État*, 05/08/2021, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mali-lexpert-ind%C3%A9pendant-de-lonu-appelle-%C3%A0-un-sursaut-national-pour-restaurer-lautorit%C3%A9-de-l-%C3%A9tat/2326069> [consulté le 06/11/2021]
- Anadolu Agency (AA), *Mali : près de 950 civils tués en six mois (ONU)*, 14/09/2021, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mali-pr%C3%A8s-de-950-civils-tue%C3%A9s-en-six-mois-onu/2364528> [consulté le 06/11/2021]
- Anadolu Agency (AA), 16/11/2021, *Union Européenne: consensus autour de l'imposition de sanctions au Groupe Wagner*, 16/11/2021, <https://www.aa.com.tr/fr/monde/union-europ%C3%A9enne-consensus-autour-de-limposition-de-sanctions-au-groupe-wagner/2421794> [consulté le 06/12/2021]
- BBC, *Mali : affrontements entre les signataires de l'accord de paix*, 07/07/2017, <https://www.bbc.com/afrique/region-40527973> [consulté le 12/11/2019]
- Center for Civilians in Conflict, *Protection des civils au Mali: Pourquoi les ressources aériennes sont décisives pour la MINUSMA*, 18/06/2020, https://civiliansinconflict.org/wp-content/uploads/2020/06/BAT_CIVIC_Report_Mali_FR_web.pdf [consulté le 08/10/2020]
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Au Sahel, la menace de l'État islamique au Grand Sahara grandit et s'étend*, 21/12/2020, <https://africacenter.org/fr/spotlight/au-sahel-la-menace-de-letat-islamique-au-grand-sahara-grandit-et-setend/> [consulté le 14/05/2021]
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CSA), *Le puzzle formé par le JNIM et les groupes islamistes militants au Sahel*, 22/01/2021, <https://africacenter.org/fr/publication/le-puzzle-forme-par-le-jnim-et-les-groupes-islamistes-militants-au-sahel/> [consulté le 14/05/2021]
- Confédération suisse, Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), *Focus Mali – Situation sécuritaire*, 07/09/2015, <https://www.sem.admin.ch/dam/data/sem/internationales/herkunftslander/afrika/mli/MLI-sicherheitslage-2015-f.pdf> [consulté le 12/11/2019]
- Conflicts (Van Offelen C.), *Le vrai visage du terrorisme Sahélien : le grand banditisme et la criminalité ordinaire*, 28/07/2020, <https://www.revueconflicts.com/le-vrai-visage-du-terrorisme-sahelien-le-grand-banditisme-et-la-criminalite-ordinaire/> [consulté le 06/10/2020]
- Conseil européen (CE), *EUTM Mali: le Conseil proroge la mission de formation, avec un mandat élargi et un budget accru*, 23/03/2020, <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2020/03/23/eutm-mali-council-extends-training-mission-with-broadened-mandate-and-increased-budget/> [consulté le 06/09/2020]
- Data provider: @ACLEINFO [Twitter post], 10/11/2021, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1458406118246522888 [consulté le 10/11/2021]

- Département d'Etat américain, Bureau de la porte-parole, *Désignation comme terroristes par le département d'Etat islamique dans le Grand Sahara [EIGS] et Adnane Abou Walid al-Sahraoui*, 16/05/2018, <https://translations.state.gov/2018/05/16/designation-comme-terroristes-par-le-departement-detat-de-letat-islamique-dans-le-grand-sahara-eigs-et-adnane-abou-walid-al-sahraoui/> [consulté le 18/11/2019]
- Deutsche Welle (DW), *Des djihadistes en quête de territoires*, 10/12/2021, <https://www.dw.com/fr/jnim-mali-groupes-djihadistes-projet-dextension/a-60085505?maca=fr-Twitter-sharing> [consulté le 16/12/2021]
- Deutsche Welle (DW), *L'ONU veut renforcer la Minusma au Mali*, 19/07/2021, <https://www.dw.com/fr/mali-augmentation-effectif-minusma-onu/a-58312599> [consulté le 30/11/2021]
- Deutsche Welle (DW), *Mali : l'EUTM a un nouveau chef*, 07/07/2021, <https://www.dw.com/fr/mali-eutm/a-58193375> [consulté le 30/11/2021]
- Deutsche Welle (DW), *Plongée au cœur de Takuba, la force européenne au Mali*, 03/09/2021, <https://www.dw.com/fr/takuba-force-europ%C3%A9enne-mali-france-barkhane/a-59071651> [consulté le 01/12/2021]
- Direction nationale du développement social (DNDS), Organisation internationale pour les migrations (OIM), Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Rapport DTM Avril 2021 Matrice de suivi des déplacements*, 04/2021, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/dtm_avril_2021.pdf [consulté le 20/05/2021]
- Direction nationale du développement social (DNDS), Organisation internationale pour les migrations (OIM), Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Mali : Rapport sur les mouvements de populations (septembre 2021)*, 09/2021, <https://reliefweb.int/report/mali/mali-rapport-sur-les-mouvements-de-populations-septembre-2021> [consulté le 20/05/2021]
- Encyclopaedia Britannica (Sexton E.), *Asymmetrical warfare*, 27/06/2014, <https://www.britannica.com/topic/asymmetrical-warfare> [consulté le 18/11/2019]
- European Council on Foreign Relations (ECFR), *Opération Barkhane*, 05/2019, https://www.ecfr.eu/mena/sahel_mapping/operation_barkhane#menuarea [consulté le 18/11/2019]
- Famine Early Warning Systems Network (FEWS), *Mali : Insécurité et la baisse des productions agricoles par endroits réduiront l'accès des pauvres aux vivres, octobre 2021 à mai 2022*, 09/11/2021, <https://reliefweb.int/report/mali/mali-ins-curit-et-la-baisse-des-productions-agricoles-par-endroits-r-duiront-l-acc-s-des> [consulté le 09/11/2021]
- Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), Association malienne des droits de l'homme (AMDH), *Crimes de guerre au Nord-Mali*, 11/07/2012, <http://www.fidh.org/IMG/pdf/rapmali592f.pdf> [consulté le 11/11/2019]
- Fondation pour la recherche stratégique (FRS), *Le processus de Désarmement - Démobilisation - Réinsertion (DDR) au Mali : un parcours semé d'embûches*, 12/2018, <https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/publications/339.pdf> [consulté le 22/09/2020]
- Food and Agriculture Organization (FAO) [site web], *Mali*, 2021, <https://www.fao.org/emergencies/pays/detail/fr/c/1190809/> [consulté le 05/11/2021]
- Foundation for Defense of Democracies's Long War Journal, *Analysis: Merger of al Qaeda groups threatens security in West Africa*, 18/03/2017, <http://www.longwarjournal.org/archives/2017/03/analysis-merger-of-al-qaeda-groups-threatens-security-in-west-africa.php> [consulté le 05/11/2019]
- France 24, *Fin de l'opération Barkhane : quelle stratégie pour les forces françaises au Sahel ?*, 14/10/2021, <https://www.france24.com/fr/afrique/20211014-fin-de-l-op%C3%A9ration-barkhane-quelle-strat%C3%A9gie-pour-les-forces-fran%C3%A7aises-au-sahel> [consulté le 05/12/2021]
- France 24, *La présence militaire française au Sahel remaniée "dès les prochaines semaines"*, 09/07/2021, <https://www.france24.com/fr/afrique/20210709-la-france-annonce-la-fermeture-de-plusieurs-bases-militaires-dans-le-nord> [consulté le 05/12/2021]
- France 24, *Le colonel Assimi Goïta officiellement nommé président du Mali*, 29/05/2021, https://www.france24.com/fr/afrique/20210529-le-colonel-assimi-go%C3%AFta-officiellement-nomm%C3%A9-pr%C3%A9sident-du-mali?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter [consulté le 30/05/2021]

- France 24, *Mali : une cinquantaine de civils tués par des jihadistes présumés*, 09/08/2021, <https://www.france24.com/fr/afrique/20210809-mali-une-quarantaine-de-civils-tues-par-des-jihadistes-pr%C3%A9sum%C3%A9s> [consulté le 05/12/2021]
- France 24, *Pour le chef d'état-major, l'ONU au Mali "ne peut, à elle seule, restaurer la sécurité"*, 09/12/2021, <https://www.france24.com/fr/afrique/20211209-avec-la-fin-de-barkhane-l-onu-face-%C3%A0-un-enjeu-s%C3%A9curitaire-suppl%C3%A9mentaire-au-mali?ref=tw> [consulté le 05/12/2021]
- France 24, *Une attaque jihadiste contre des soldats maliens révèle la présence d'opératifs russes*, 06/01/2022, <https://f24.my/8HCo> [consulté le 06/01/2022]
- France Diplomatie, *La force conjointe G5 Sahel et l'Alliance Sahel*, 06/2019, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/securite-desarmement-et-non-proliferation/crises-et-conflits/la-force-conjointe-g5-sahel-et-l-alliance-sahel/article/la-force-conjointe-g5-sahel-et-l-alliance-sahel> [consulté le 22/09/2020]
- Franceinfo, *Mali : après Kidal et Tessalit, les soldats français quittent Tombouctou*, 14/12/2021, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/mali-apres-kidal-et-tessalit-les-soldats-francais-quittent-tombouctou_4880807.html?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter#xtor=RSS-3-%5Bmonde/afrique%5D [consulté le 05/12/2021]
- Franceinfo, *Mali : les militaires veulent rester au pouvoir*, 04/01/2022, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/mali-les-militaires-veulent-rester-au-pouvoir_4902785.html [consulté le 05/01/2022]
- Franceinfo, *Sahel : "Au Mali et au Burkina Faso, les services de sécurité sont quasiment effondrés"*, affirme Alain Antil, chercheur à l'IFRI, 12/01/2022, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/sahel-au-mali-et-au-burkina-faso-les-services-de-securite-sont-quasiment-effondres-affirme-alain-antil-chercheur-a-l-ifri_4912705.html?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter#xtor=RSS-3-%5Bmonde/afrique%5D [consulté le 12/01/2022]
- Global Coalition to Protect Education from Attack (GCPEA), *Soutenir une éducation sûre dans le Sahel central*, 09/2020, <https://protectingeducation.org/wp-content/uploads/Central-Sahel-Paper-French.pdf> [consulté le 02/10/2020]
- Global Fire Power (GFP), *2021 Mali Military Strength*, 03/03/2021, https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.php?country_id=mali [consulté le 10/05/2021]
- Gouvernement de la République du Mali, « *Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger* », 01/03/2015, https://peacemaker.un.org/sites/peacemaker.un.org/files/Accord%20pour%20la%20Paix%20et%20la%20R%C3%A9conciliation%20au%20Mali%20-%20Issu%20du%20Processus%20d%27Alger_0.pdf [consulté le 10/12/2019]
- Gouvernement de la République du Mali, *CH : Résultats Cadre Harmonisé Novembre 2019 – Fiche de Communication, Tableau 5*, 12/12/2019, <https://fscluster.org/mali/document/ch-resultats-cadre-harmonise-novembre> [consulté le 15/12/2019]
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'ouest octobre à décembre 2020*, 14/01/2021, https://grip.org/wp-content/uploads/2021/01/NA_2021-01-14_FR_CZ-Monitoring-Afrique-4-2020.pdf [consulté le 17/05/2021]
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), *Vers un retour de l'ordre constitutionnel au Mali ?*, 18/04/2012, <http://www.grip.org/fr/node/582> [consulté le 18/11/2019]
- Handicap International (HI), *Les mines antipersonnel ont encore fait des milliers de victimes civiles en 2019*, 12/11/2020, <https://handicap-international.fr/fr/actualites/en-2019-les-mines-antipersonnel-ont-encore-fait-des-milliers-de-victimes-civiles> [consulté le 20/05/2021]
- Huffpost, *Qu'est-ce que la Katiba Macina, le groupe terroriste impliqué dans la prise d'otages ?*, 11/05/2019, https://www.huffingtonpost.fr/entry/katiba-macina-jihad-mali-burkina-faso-otages-france_fr_5cd5a72ee4b0705e47db9d27 [consulté le 10/12/2019]
- Human Rights Watch (HRW), *"Combien de sang doit encore couler ?"*, 10/02/2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/mali0220fr_web_0.pdf [consulté le 01/10/2020]
- Human Rights Watch (HRW), « *Avant, nous étions des frères* », *Exactions commises par des groupes d'autodéfense dans le centre du Mali*, 07/12/2018, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/mali1218_web_fr_0.pdf [consulté le 21/12/2019]

- Human Rights Watch (HRW), *Au Mali, les civils de la région de Ségou sont en danger*, 01/11/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/11/01/au-mali-les-civils-de-la-region-de-segou-sont-en-danger> [consulté le 01/11/2021]
- Human Rights Watch (HRW), *Au Mali, les civils de la région de Ségou sont en danger*, 01/11/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/11/01/au-mali-les-civils-de-la-region-de-segou-sont-en-danger> [consulté le 01/11/2021]
- Human Rights Watch (HRW), *Des milices et des islamistes armés ravagent le centre du Mali*, 10/02/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/02/10/mali-des-milices-et-des-islamistes-armes-ravagent-le-centre-du-mali> [consulté le 01/10/2020]
- Human Rights Watch (HRW), *Mali : « Disparitions » et exécutions présumées de la part des forces de sécurité*, 22/10/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/10/22/mali-disparitions-et-executions-presumees-de-la-part-des-forces-de-securite> [consulté le 17/12/2021]
- Human Rights Watch (HRW), *Mali : Des hommes suspectés d'avoir fomenté un coup d'État auraient été torturés*, 15/12/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/12/15/mali-des-hommes-suspectes-davoir-fomente-un-coup-detat-auraient-ete-tortures#main-content> [consulté le 17/12/2021]
- Human Rights Watch (HRW), *Mali: Une vague de meurtres perpétrés par des groupes armés*, 05/04/2017, <https://www.hrw.org/fr/news/2017/04/05/mali-une-vague-de-meurtres-perpetres-par-des-groupes-armes> [consulté le 05/11/2019]
- Human Rights Watch (HRW), *Sahel : Visite de la Haute-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme au Burkina Faso et au Niger*, 01/12/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/12/01/sahel-visite-de-la-haute-commissaire-de-lonu-aux-droits-de-lhomme-au-burkina-faso> [consulté le 01/12/2021]
- Institut d'études de sécurité (ISS) (Maïga I.), *Rapport sur l'Afrique de l'Ouest – Groupes armés au Mali : au-delà des étiquettes*, 06/2016, https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/WestAfricaReport17_FR.pdf [consulté le 18/11/2019]
- Institut d'études de sécurité (ISS), *Les enlèvements, face cachée de la crise malienne*, 08/09/2021, <https://issafrica.org/fr/iss-today/les-enlevements-face-cachee-de-la-crise-malienne> [consulté le 16/12/2021]
- Institut d'études de sécurité (ISS), *Prévenir l'extrémisme violent au Sénégal : les menaces liées à l'exploitation aurifère*, 12/2021, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/war-36-FR.pdf> [consulté le 16/12/2021]
- Institut d'études de sécurité (ISS), *Qui sommes-nous*, s.d., <https://issafrica.org/fr/a-propos-de-liss/qui-sommes-nous> [consulté le 18/11/2020]
- Institut d'études de Sécurité (ISS), *L'or de l'ouest Malien : une aubaine pour des groupes terroristes ?*, 01/04/2021, <https://issafrica.org/fr/iss-today/lor-de-louest-malien-une-aubaine-pour-des-groupes-terroristes> [consulté le 18/11/2020]
- International Crisis Group (ICG), *About crisiswatch*, s.d., <https://www.crisisgroup.org/about-crisiswatch> [consulté le 12/11/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali*, 09/11/2020, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/293-enrayer-la-communautarisation-de-la-violence-au-centre-du-mali> [consulté le 13/04/2021]
- International Crisis Group (ICG), *L'accord d'Alger cinq ans après : un calme précaire dont il ne faut pas se satisfaire*, 24/06/2020, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/laccord-dalger-cinq-ans-apres-un-calme-precaire-dont-il-ne-faut-pas-se-satisfaire> [consulté le 06/10/2020]
- International Crisis Group (ICG), *La mort du chef de l'Etat islamique au Grand Sahara : une occasion de dialogue ?*, 19/10/2021, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/la-mort-du-chef-de-letat-islamique-au-grand-sahara-une-occasion-de-dialogue> [consulté le 12/11/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Mali : créer les conditions du dialogue avec la coalition jihadiste du GSIM*, 10/12/2021, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/306-mali-enabling-dialogue-jihadist-coalition-jnim> [consulté le 12/11/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Mali : la paix à marche forcée*, 22/05/2015, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/226-mali-an-imposed-peace-french.pdf> [consulté le 04/11/2019]
- International Crisis Group (ICG), *Mali, un coup dans le coup*, 27/05/2021, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/mali-un-coup-dans-le-coup> [consulté le 12/11/2021]

- International Crisis Group (ICG), *Narcotrafic, violence et politique au Nord du Mali*, 13/12/2018, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/267-narcotrafic-violence-et-politique-au-nord-du-mali> [consulté le 06/10/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?*, 28/05/2019, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/276-speaking-bad-guys-toward-dialogue-central-malis-jihadists> [consulté le 12/11/2019]
- International Crisis Group (ICG), *Tracking Conflict Worldwide*, 12/2021, https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database?location%5B%5D=26&date_range=last_6_months&from_month=01&from_year=2021&to_month=01&to_year=2021 [consulté le 12/11/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Transition au Mali : préserver l'aspiration au changement*, 21/09/2021, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/304-transition-au-mali-preserver-laspiration-au-changement> [consulté le 12/11/2021]
- Jeune Afrique (Grogga-Bada M.), *Nord-Mali : comment le MNLA a été chassé de Gao*, 04/07/2012, <http://www.jeuneafrique.com/140859/politique/nord-mali-comment-le-mnla-a-t-chass-de-gao/> [consulté le 18/11/2019]
- Jeune Afrique (Mihoubi S.), *Mali : un an après la signature de l'Accord d'Alger, quel avenir pour le Nord ?*, 20/06/2016, <http://www.jeuneafrique.com/334516/politique/mali-paix-ans-apres-signature-de-laccord-dalger/> [consulté le 18/11/2019]
- Jeune Afrique, *Au Mali, le jihadiste Amadou Koufa sous la pression de l'État islamique au grand Sahara*, 21/02/2020, <https://www.jeuneafrique.com/maq/899684/politique/au-mali-le-jihadiste-amadou-koufa-sous-la-pression-de-letat-islamique-au-grand-sahara/> [consulté le 18/09/2020]
- Jeune Afrique, *Bakary Sambe : « Les jihadistes attendent les conflits intercommunautaires »*, 20/05/2019, <https://www.jeuneafrique.com/maq/776661/politique/bakary-sambe-les-jihadistes-attendent-les-conflits-intercommunautaires/> [consulté le 18/09/2020]
- Jeune Afrique, *L'opération militaire française au Mali et au Sahel en chiffres*, 19/05/2017, <http://www.jeuneafrique.com/depeches/440418/politique/loperation-militaire-francaise-mali-sahel-chiffres/> [consulté le 18/11/2019]
- Jeune Afrique, *La force du G5 Sahel reprend ses opérations*, 20/01/2019, <https://www.jeuneafrique.com/711553/politique/la-force-du-g5-sahel-reprend-ses-operations/> [consulté le 18/09/2020]
- Jeune Afrique, *Mali : affrontements entre des islamistes et des touaregs dans le Nord*, 08/06/2012, <http://www.jeuneafrique.com/175718/politique/mali-affrontements-entre-des-islamistes-et-des-touaregs-dans-le-nord/> [consulté le 18/11/2019]
- Jeune Afrique, *Mali : attaque meurtrière sur un poste frontière près du Burkina Faso*, 20/05/2019, <https://www.jeuneafrique.com/777405/politique/mali-attaque-meurtriere-sur-un-poste-frontiere-pres-du-burkina-faso/> [consulté le 18/09/2019]
- Jeune Afrique, *Mali : comment les chefs d'État de la Cedeao ont décidé des sanctions*, 08/11/2021, https://www.jeuneafrique.com/1263190/politique/mali-comment-les-chefs-detat-de-la-cedeao-ont-decide-des-sanctions/?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter [consulté le 18/11/2021]
- Jeune Afrique, *Mali : de nouveaux affrontements entre signataires de l'accord de paix dans la région de Kidal*, 12/07/2017, <http://www.jeuneafrique.com/456764/politique/mali-de-nouveaux-affrontements-entre-signataires-de-laccord-de-paix-region-de-kidal/> [consulté le 18/11/2019]
- Jeune Afrique, *Mali : Nord cherche État désespérément*, 21/03/2017, <http://www.jeuneafrique.com/maq/411434/politique/mali-nord-cherche-etat-desesperement/> [consulté le 18/11/2019]
- Jeune Afrique, *Mali : Sidi Mohamed Ag Icharach, le gouverneur de Kidal, fait son retour*, 24/08/2017, <http://www.jeuneafrique.com/468108/politique/mali-sidi-mohamed-ag-icharach-le-gouverneur-de-kidal-fait-son-retour/> [consulté le 18/11/2019]
- Jeune Afrique, *Un « dialogue national inclusif » au Mali : comment, avec qui et pour quoi faire ?*, 10/10/2019, <https://www.jeuneafrique.com/840846/politique/un-dialogue-national-inclusif-au-mali-comment-avec-qui-et-pour-quoi-faire/> [consulté le 18/11/2019]
- José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, [Twitter post], 08/09/2021, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1435619029415256064?s=20 [consulté le 09/10/2021]

- José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, [Twitter post], 08/09/2021, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1435619481510977544 [consulté le 10/11/2021]
- José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, *Central Sahel: civilians reportedly killed by jihadi groups* [Twitter post], 10/11/2021, <https://twitter.com/jmorte/status/1458668972526735363> [consulté le 10/11/2021]
- José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, *Central Sahel: political violence Data: @ACLEDINFO* [Twitter post], 01/02/2022, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1488560169856471045/photo/1 [consulté le 01/02/2022]
- José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, *Mali: reported fatalities* [Twitter post], 12/01/2022, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1481264451408048129/photo/1 [consulté le 12/01/2022]
- julesduhamel.wordpress, *Recorded Fatalities from political violence in Mali (2019 – 2021*)*, 04/01/2022, <https://julesduhamel.wordpress.com/2022/01/04/recorded-fatalities-in-mali-2019-2021/> [consulté le 04/01/2022]
- julesduhamel.wordpress, *Security situation in Mali November 2021*, 17/12/2021, <https://julesduhamel.files.wordpress.com/2021/12/2021-11-mali.jpg> [consulté le 17/12/2021]
- julesduhamel.wordpress, *Violent activity of JNIM in central Sahel, 2020* [Blog post], 24/03/2021, https://julesduhamel.files.wordpress.com/2021/03/va_sahel_jnim.jpg [consulté le 30/05/2021]
- julesduhamel.wordpress, *Violent activity of the Islamic State in Mali 2020* [Blog post], 15/03/2021, https://julesduhamel.files.wordpress.com/2021/03/va_mali_is.jpg [consulté le 30/05/2021]
- Koaci, *Mali : Le FLM d'Amadou Kouafa diffuse sa première vidéo et menace la France et ses alliés*, 19/05/2016, <http://koaci.com/mali-damadou-kouafa-diffuse-premiere-video-menace-france-allies-98611.html> [consulté le 14/11/2019]
- L'Express (Hugeux V.), *La France dans le piège malien*, 05/05/2018, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/la-france-dans-le-piege-malien_2005524.html [consulté le 18/11/2019]
- L'indépendant, *Après une période d'accalmie: Farabougou à nouveau sous embargo djihadiste*, 05/08/2021, <https://lindependant-mali.net/2021/08/05/apres-une-periode-daccalmie-farabougou-a-nouveau-sous-embargo-djihadiste/> [consulté le 05/08/2021]
- L'Obs, *Mali : des chasseurs traditionnels dozos tuent 37 habitants d'un village peul*, 02/01/2019, <https://www.nouvelobs.com/monde/afrique/20190102.OBS7844/mali-des-chasseurs-traditionnels-dozos-tuent-37-habitants-d-un-village-peul.html> [consulté le 18/11/2019]
- L'Opinion, *Comment le nord Mali devient autonome avec la naissance de cités Etats*, 05/12/2021, <https://www.lopinion.fr/international/comment-le-nord-mali-devient-autonome-avec-la-naissance-de-cites-etats> [consulté le 18/12/2021]
- La Croix, *Au Mali, les Français frappent les islamistes d'Ansarul Islam*, 01/05/2017, <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Les-Francais-frappent-islamistes-dAnsarul-Islam-Mali-2017-05-01-1200843688> [consulté le 19/11/2019]
- La Croix, *Dans le centre du Mali, l'appel à la désobéissance civile contre la violence et l'inertie des autorités*, 06/12/2021, <https://www.la-croix.com/Monde/centre-Mali-lappel-desobeissance-civile-contre-violence-linertie-autorites-2021-12-07-1201188991> [consulté le 06/12/2021]
- La Croix, *Dans le nord du Mali, l'incessant travail de sape des djihadistes*, 17/08/2021, <https://www.la-croix.com/Monde/nord-Mali-lincessant-travail-sape-djihadistes-2021-08-18-1201171267> [consulté le 06/12/2021]
- La Croix, *Mali : nettement distancé par « IBK », le chef de l'opposition appelle à un « large front démocratique »*, 03/08/2018, <https://www.la-croix.com/Monde/Mali-nettement-distance-IBK-chef-opposition-appelle-large-front-democratique-2018-08-03-1300959626> [consulté le 19/11/2019]
- La Croix, *Qu'est-ce que le GSIM, le groupe djihadiste responsable de l'enlèvement d'Olivier Dubois ?*, 07/05/2021, <https://www.la-croix.com/Monde/Quest-GSIM-groupe-djihadiste-responsable-lenlevement-dOlivier-Dubois-2021-05-07-1201154647> [consulté le 18/05/2021]

- La Libre, *Attaque dans le centre du Mali: une dizaine de militaires tués*, 07/10/2021, <https://www.lalibre.be/international/afrique/2021/10/07/attaque-dans-le-centre-du-mali-une-dizaine-de-militaires-tues-73BQDHTACVCF7HBL7RF3PKU2V4/> [consulté le 19/11/2021]
- La Libre, *Mali : le président Ibrahim Boubacar Keïta réélu avec 67,17% des voix*, 16/08/2018, <http://www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/mali-le-president-ibrahim-boubacar-keita-reelu-avec-67-17-des-voix-5b75540f5532692548b73105> [consulté le 19/11/2019]
- La Libre, *Mali: l'homme qui avait tenté d'assassiner le président est mort pendant sa garde à vue*, 25/07/2021, <https://www.lalibre.be/international/afrique/2021/07/26/mali-lhomme-qui-avait-tente-dassassiner-le-president-est-mort-pendant-sa-garde-a-vue-VU4QW7JHRFHONFI5BICAIAM6YI/> [consulté le 19/11/2021]
- La Libre, *Mali: un ex-officier désigné pour conduire la transition sous ascendant militaire*, 22/09/2020, <https://afrique.lalibre.be/54139/mali-un-ex-officier-designe-pour-conduire-la-transition-sous-ascendant-militaire/> [consulté le 19/11/2020]
- LCI, *Mali : que sait-on du GSIM, le groupe à l'origine de l'enlèvement du journaliste Olivier Dubois ?*, 06/05/2021, <https://www.lci.fr/international/mali-que-sait-on-du-groupe-de-soutien-a-l-islam-et-aux-musulmans-gsim-le-groupe-a-l-origine-de-l-enlevement-du-journaliste-olivier-dubois-2185289.html> [consulté le 18/05/2021]
- LCI, *Qu'est-ce que le groupe État islamique au Grand Sahara, dont le chef a été tué par la France ?*, 16/09/2021, <https://www.lci.fr/international/video-qu-est-ce-que-le-groupe-etat-islamique-au-grand-sahara-dont-le-chef-a-ete-tue-par-la-france-2196427.html> [consulté le 18/10/2021]
- Le 360 Afrique, *Terrorisme / les groupes djihadistes se liquent contre la force G5 Sahel*, 13/01/2018, <http://afrique.le360.ma/mauritanie-mali-autres-pays/societe/2018/01/13/18060-terrorisme-les-groupes-jihadistes-se-liquent-contre-la-force-g5-sahel-18060> [consulté le 20/05/2021]
- Le Figaro, *Mali : cinq civils enlevés dans le sud par des djihadistes présumés*, 21/10/2021, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/mali-cinq-civils-enlevés-dans-le-sud-par-des-djihadistes-presumes-20211021> [consulté le 16/11/2021]
- Le Figaro, *Mali : Ibrahim B. Keïta élu avec 77,61% des voix*, 15/08/2013, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/08/15/97001-20130815FILWW00077-mali-ibrahim-b-keita-elu-avec-7761.php> [consulté le 19/11/2019]
- Le Figaro, *Mali : le commandant d'une importante katiba du GSIM tué par les Français*, 21/10/2021, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/mali-le-commandant-d-une-importante-katiba-du-gsim-tue-par-les-francais-20211021> [consulté le 16/11/2021]
- Le Figaro, *Mali: le chef de l'ONU recommande d'augmenter la Minusma d'environ 2000 Casques bleus*, 16/07/2021, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/mali-le-chef-de-l-onu-recommande-d-augmenter-la-minusma-d-environ-2000-casques-bleus-20210716> [consulté le 16/11/2021]
- Le Figaro, *Mali: trois civils tués par balles en deux jours à Tombouctou*, 08/12/2021, <https://amp.lefigaro.fr/flash-actu/mali-trois-civils-tues-par-balles-en-deux-jours-a-tombouctou-20211208> [consulté le 16/12/2021]
- Le Figaro, *Mali: un «cadre» du groupe État islamique au Sahel arrêté par la France*, 16/06/2021, <https://www.lefigaro.fr/international/mali-un-cadre-du-groupe-etat-islamique-au-sahel-arrete-par-la-france-20210616> [consulté le 16/11/2021]
- Le Monde diplomatique, *Regain d'insécurité au Mali*, 31/06/2019, <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/mali-insecurite> [consulté le 19/11/2019]
- Le Monde, *Opération « Barkhane » : une deuxième base militaire française transférée aux Maliens*, 16/11/2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/11/16/operation-barkhane-une-deuxieme-base-militaire-francaise-transferee-aux-maliens_6102298_3212.html [consulté le 16/11/2021]
- Le Monde, *Au Mali, le colonel Assimi Goïta annonce avoir démis le président et le premier ministre de transition*, 25/05/2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/05/25/au-mali-le-colonel-assimi-goita-annonce-avoir-demis-le-president-et-le-premier-ministre-de-transition_6081401_3212.html [consulté le 26/05/2021]

- Le Monde, *Au Mali, le président et le premier ministre de transition ont démissionné*, 27/05/2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/05/26/au-mali-le-president-et-le-premier-ministre-de-transition-ont-demissionne_6081561_3212.html [consulté le 27/05/2021]
- Le Monde, *Au moins 30 morts lors d'une nouvelle attaque terroriste dans le centre du Mali*, 04/12/2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/12/04/mali-au-moins-30-morts-lors-d-une-nouvelle-attaque-dans-le-centre-du-pays_6104737_3212.html [consulté le 16/11/2021]
- Le Monde, *Au Sahel, un sentiment antifrançais exacerbé*, 07/12/2021, https://www.lemonde.fr/afrique/video/2021/12/07/au-sahel-un-sentiment-antifrancais-exacerbe_6105005_3212.html [consulté le 16/11/2021]
- Le Monde, *La France suspend sa coopération militaire bilatérale avec le Mali*, 04/06/2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/06/03/la-france-suspend-sa-cooperation-militaire-bilaterale-avec-le-mali_6082742_3212.html [consulté le 04/06/2021]
- Le Monde, *La zone des « trois frontières », point brûlant de la guerre au Sahel*, 27/11/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/27/la-zone-des-trois-frontieres-point-brulant-de-la-guerre-au-sahel_6020752_3212.html [consulté le 02/09/2020]
- Le Monde, *Le chef d'AQMI, Abdelmalek Droukdel, tué par l'armée française au Mali*, 07/06/2020, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/06/06/que-faisait-abdelmalek-droukdel-l-emir-d-al-qaida-tue-au-mali-par-la-france-dans-le-massif-de-l-adrar-des-ifoghas_6041975_3210.html [consulté le 11/09/2020]
- Le Monde, *Les dirigeants de la Cédéao placent le Mali sous embargo pour sanctionner le maintien de la junte au pouvoir*, 10/01/2022, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/01/10/les-dirigeants-de-la-cedeao-placent-le-mali-sous-embargo-pour-sanctionner-le-maintien-de-la-junte-au-pouvoir_6108802_3212.html [consulté le 10/02/2022]
- Le Monde, *Les soldats français sont partis du nord du Mali, mais l'autorité de l'Etat n'est pas revenue*, 15/12/2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/12/15/dans-le-nord-du-mali-barkhane-est-partie-mais-l-autorite-de-l-etat-malien-n-est-pas-revenue_6106136_3212.html [consulté le 15/12/2021]
- Le Monde, *Mali : attaque contre un camp militaire dans le nord du pays*, 27/01/2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/27/mali-attaque-contre-un-camp-militaire-dans-le-nord-du-pays_5248112_3212.html [consulté le 19/11/2019]
- Le Monde, *Mines antipersonnel : le Mali parmi les pays les plus touchés*, 12/11/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/12/mines-antipersonnel-le-mali-parmi-les-pays-les-plus-touchees_6059450_3212.html [consulté le 20/05/2021]
- Le Monde, *Opération « Barkhane » : l'état-major des armées reconnaît pour la première fois avoir tué une femme en opération*, 20/10/2021, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/10/19/operation-barkhane-l-etat-major-des-armees-reconnait-pour-la-premiere-fois-avoir-tue-une-femme-en-operation_6099006_3210.html [consulté le 13/11/2021]
- Le Monde, *Sahel : AQMI confirme la mort de son chef, Abdelmalek Droukdel*, 19/06/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/19/sahel-aqmi-confirme-la-mort-de-son-chef-abdelmalek-droukdel_6043353_3212.html [consulté le 10/09/2020]
- Le Pays (Togola F.) via Maliactu, *Mali : Crise intercommunautaire au centre du Mali : L'accord trouvé entre les parties prenantes, en phase de se dégrader*, 05/09/2018, <https://maliactu.net/mali-crise-intercommunautaire-au-centre-du-mali-laccord-trouve-entre-les-parties-prenantes-en-phase-de-se-degrader/> [consulté le 20/11/2019]
- Le Point (Dubois O.), *Mali : la guerre dans un imbroglio de milices*, 28/03/2019, https://www.lepoint.fr/afrique/mali-la-guerre-dans-un-imbroglio-de-milices-28-03-2019-2304521_3826.php [consulté le 20/11/2019]
- Le Point (Dubois O.), *Mali-Youssouf Toloba : « Notre mouvement cible les malfaiteurs, pas une ethnie »*, 12/12/2018, https://www.lepoint.fr/afrique/mali-youssouf-toloba-notre-mouvement-cible-les-malfaiteurs-pas-une-ethnie-12-12-2018-2278819_3826.php [consulté le 20/11/2019]
- Le Point, *Centre du Mali : les attaques se multiplient*, 19/06/2019, https://www.lepoint.fr/afrique/centre-du-mali-les-attaques-se-multiplient-19-06-2019-2319732_3826.php [consulté le 17/12/2019]

Le Républicain via aBamako, *Processus de paix au Mali : La CMA et la Plateforme signent une trêve de 15 jours*, 24/08/2017, <http://news.abamako.com/h/168759.html> [consulté le 06/12/2019]

Libération, *Jihad Au Mali, quatre villages attaqués, 60 civils assassinés*, 09/08/2021, https://www.liberation.fr/international/afrique/au-mali-quatre-villages-attaques-60-civils-assassines-20210809_ALWJS2DPJBG57K7OCHIKW4HOOM/ [consulté le 06/12/2021]

Liberté Algérie (Benyoub D.), *Mali : les signataires s'accordent une nouvelle trêve*, 10/09/2017, <https://www.liberte-algerie.com/international/mali-les-signataires-saccordent-une-nouvelle-treve-277004> [consulté le 06/12/2019]

Maliactu, *Communiqué du conseil des ministres du mercredi 23 décembre 2020*, 23/12/2020, <https://maliactu.info/politique/conseil-des-ministres/communiqué-du-conseil-des-ministres-du-mercredi-23-decembre-2020> [consulté le 30/04/2021]

Malijet, *Attaques djihadistes : Après Mopti, Ségou dans la tourmente !*, 03/02/2020, <https://malijet.com/actualite-politique-au-mali/flash-info/238613-attaques-djihadistes-apres-mopti-segou-dans-la-tourmente.html> [consulté le 30/09/2020]

Midi Libre, *Terrorisme : plus de 50 jihadistes tués au Mali dans une opération*, 03/11/2020, <https://www.midi Libre.fr/2020/11/03/terrorisme-plus-de-50-jihadistes-tues-au-mali-dans-une-operation-9179670.php> [consulté le 30/04/2021]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), *Note sur les tendances des violations et abus de droits de l'homme au Mali 1^{er} janvier - 31 mars 2021*, 05/2021, https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/note_trimestrielle_janv-mars_2021.pdf [consulté le 30/05/2021]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), *Casques Bleus de la MINUSMA – Force et Police*, 10/2020, <https://minusma.unmissions.org/file/11905/download?token=i5Wm3c4s> [consulté le 20/05/2021]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), *Rapport sur l'incident de Bounty du 3 janvier 2021*, 03/2021, https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/rapport_final_bounty_bounty9.pdf [consulté le 20/05/2021]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), *Note sur les tendances des violations et atteintes aux droits de l'homme et au droit international humanitaire au Mali 1^{er} avril - 30 juin 2021*, 30/08/2021, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/note_trimestrielle_avril-juin_2021-30_aout_2021.pdf [consulté le 01/11/2021]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), *À Farabougou, 20 tonnes de vivres acheminées par la MINUSMA*, 20/10/2021, <https://reliefweb.int/report/mali/farabougou-20-tonnes-de-vivres-achemin-es-par-la-minusma> [consulté le 01/11/2021]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), *Mali Map*, s.d., https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/mali_map.pdf [consulté le 17/12/2021]

Mondafrique, *Mali, les groupes armés prennent possession de régions proches de Bamako*, 01/12/2021, <https://mondafrique.com/mali-les-groupes-armes-prennent-possession-de-regions-proches-de-bamako/> [consulté le 17/12/2021]

Nations unies, Assemblée générale, *Assistance à la lutte antimines*, 10/08/2021, <https://undocs.org/fr/A/76/283> [consulté le 15/11/2021]

Nations unies, Assemblée générale, *Situation des droits de l'homme au Mali*, 03/02/2021, <https://undocs.org/fr/A/HRC/46/68> [consulté le 15/11/2021]

Nations unies, Conseil de droits de l'homme, *Mali: Il est grand temps de mettre fin à l'impunité des attaques barbares contre les « esclaves » - experts de l'ONU*, 29/10/2021, <https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=27730&LangID=F> [consulté le 15/11/2021]

- Nations unies, Conseil de sécurité, *La Situation au Mali : Rapport du Secrétaire général*, 01/06/2021, <https://undocs.org/fr/S/2021/519> [consulté le 29/05/2021]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *La Situation au Mali : Rapport du Secrétaire général*, 26/03/2021, <https://www.undocs.org/fr/S/2021/299> [consulté le 29/05/2021]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *La situation au Mali Rapport du Secrétaire général*, 20/03/2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S_2020_223_F.pdf [consulté le 05/09/2020]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *La situation au Mali Rapport du Secrétaire général*, 02/06/2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S_2020_476_F.pdf [consulté le 02/09/2020]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *Lettre datée du 28 février 2020, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali*, 18/03/2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S_2020_158_REV.1_F.pdf [consulté le 02/10/2020]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *Lettre datée du 4 octobre 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général*, 08/10/2021, <https://undocs.org/fr/S/2021/850> [consulté le 15/11/2021]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *Lettre datée du 6 août 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali*, 06/08/2021, <https://undocs.org/fr/S/2021/714> [consulté le 15/11/2021]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *Lettre datée du 8 août 2018, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali*, 09/08/2018, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1823299.DOC.pdf> [consulté le 02/09/2020]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *Mali: le Conseil de sécurité proroge d'un an le mandat de la MINUSMA sans augmentation d'effectifs*, 29/06/2021, <https://www.un.org/press/fr/2021/cs14567.doc.htm#:~:text=R%C3%A9unis%20en%20personne%2C%20cet%20apr%C3%A8s,militaires%20et%201%20920%20policiers> [consulté le 15/11/2021]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali [S/2017/271]*, 30/03/2017, <http://reliefweb.int/report/mali/rapport-du-secr-taire-q-n-ral-sur-la-situation-au-mali-s2017271> [consulté le 21/11/2019]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *Situation au Mali - Rapport du Secrétaire général*, 04/01/2022, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S_2021_1117_F.pdf [consulté le 04/01/2022]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *Situation au Mali : Rapport du Secrétaire général*, 31/05/2019, <https://undocs.org/fr/S/2019/454> [consulté le 21/11/2019]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *Situation au Mali : Rapport du Secrétaire général*, 28/12/2020, <https://undocs.org/fr/S/2020/1281> [consulté le 29/05/2021]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *Situation au Mali : Rapport du Secrétaire général*, 01/10/2021, <https://undocs.org/fr/S/2021/844> [consulté le 16/11/2021]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *Situation au Mali Rapport du Secrétaire général*, 29/09/2020, https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/s_2020_952_f.pdf [consulté le 29/09/2020]
- Nations unies, *Sahel : l'ONU s'inquiète de l'aggravation de l'insécurité dans la « zone des trois frontières »*, 30/09/2021, <https://news.un.org/fr/story/2021/09/1105172> [consulté le 15/11/2021]
- Organisation du traité de l'Atlantique Nord (NATO-OTAN) Southern HUB, *MAPPING THE TERRORIST THREAT IN THE SOUTH*, 08/2021, <https://thesouthernhub.org/resources/site1/General/NSD-S%20Hub%20Publications/MAPPING%20THE%20TERRORIST%20THREAT%20IN%20THE%20SOUTH%20Rev3.0.pdf> [consulté le 15/11/2021]
- Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Gouvernement du Mali, *Rapport de situation COVID-19 au Mali, 25 au 31 octobre 2021 / N°171*, 01/11/2021, <https://reliefweb.int/report/mali/rapport-de-situation-covid-19-au-mali-25-au-31-octobre-2021-n-171> [consulté le 15/11/2021]
- Organisation Mondiale de la Santé (OMS), *Mali : Bulletin du cluster santé n°3, aout-octobre 2021*, 11/11/2021, <https://reliefweb.int/report/mali/mali-bulletin-du-cluster-sant-n-3-aout-octobre-2021> [consulté le 15/11/2021]

- Radio France internationale (RFI) (Chanda T.), *Les grandes dates de la crise malienne*, 23/07/2013, <http://www.rfi.fr/afrique/20130719-mali-presidentielle-dates-chronologie-crise> [consulté le 12/11/2019]
- Radio France internationale (RFI) (Jouve A.), *[Repères] Forces et groupes armés au Mali : qui est qui ?*, 24/03/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160318-echiquier-malien-groupes-armes-azawad-aqmi-fama> [consulté le 12/11/2019]
- Radio France internationale (RFI), *L'accord de paix pour le nord du Mali officiellement ratifié*, 20/06/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/2min/20150620-mali-signature-accord-paix-bamako-cma-azawad> [consulté le 13/11/2019]
- Radio France internationale (RFI), *Mali : le gouvernement hausse le ton contre la milice Dan Nan Ambassagou*, 25/02/2020, <http://rfi.my/5RU2> [consulté le 02/09/2020]
- Radio France internationale (RFI), *Mali : le MNLA évincé de son dernier bastion d'Ansongo*, 12/07/2012, <http://www.rfi.fr/afrique/20120712-mali-le-mnla-evinced-son-dernier-bastion-ansongo> [consulté le 12/11/2019]
- Radio France internationale (RFI), *Mali : le MSA intègre la plateforme des mouvements armés du Nord*, 14/07/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190714-mali-msa-mouvement-azawad-plateforme-mouvements-armes-nord> [consulté le 12/11/2019]
- Radio France internationale (RFI), *Mali : à Gao, coup d'envoi des patrouilles mixtes pour sécuriser le Nord*, 24/02/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170224-mali-gao-coup-envoi-patrouilles-mixtes-nord-plateforme-azawad-moc> [consulté le 13/11/2019]
- Radio France internationale (RFI), *Mali: Aqmi nomme son nouveau dirigeant pour succéder à Abdelmalek Droukdel*, 22/11/2020, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201122-mali-aqmi-nomme-son-nouveau-dirigeant-pour-succ%C3%A9der-%C3%A0-abdelmalek-droukdel> [consulté le 20/05/2021]
- Radio France internationale (RFI), *Mali: dans le cercle de Niono, des attaques quasi quotidiennes*, 08/10/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20211008-mali-dans-le-cercle-de-niono-des-attaques-quasi-quotidiennes> [consulté le 15/12/2021]
- Radio France internationale (RFI), *Mali: le HCUA accuse Barkhane d'avoir tué l'un de ses officiers*, 13/12/2021, <https://rfi.my/7zty> [consulté le 18/12/2021]
- Radio France internationale (RFI), *Mali: les détails du plan d'action de Choguel Maïga*, 30/07/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210730-mali-les-d%C3%A9tails-du-plan-d-action-de-choguel-ma%C3%AFga> [consulté le 29/11/2021]
- Radio France internationale (RFI), *Mali: nouvelle séquence sanglante dans le centre du pays*, 26/10/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20211026-mali-nouvelle-s%C3%A9quence-sanglante-dans-le-centre-du-pays> [consulté le 18/12/2021]
- Radio France internationale (RFI), *Mali: qui est Dan Nan Ambassagou, la milice accusée du massacre d'Ogossagou?*, 25/03/2019, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20190325-mali-milice-dan-nan-ambassagou-milice-accusee-massacre-ogossagou> [consulté le 13/11/2019]
- Radio France internationale (RFI), *Massacre au Mali : IBK remplace son état-major et dissout la milice dogon*, 24/03/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190324-mali-consternation-secours-massacre-centre-peuls-ogossagou> [consulté le 13/11/2019]
- Radio France internationale (RFI), *Mort de Baye Ag Bakabo: plus que deux acteurs de l'assassinat de G. Dupont et C. Verlon encore en vie*, 12/06/2021, <https://rfi.my/7Ttd> [consulté le 18/12/2021]
- Radio France internationale (RFI), *Négociations Touaregs-Etat malien : accord officiellement signé à Ouagadougou*, 18/06/2013, <http://www.rfi.fr/afrique/20130618-negociations-touaregs-mali-accord-signé-ouagadougou-mnla-azawad-hcua> [consulté le 12/11/2019]
- République française, ministère des Armées, *Dossier de presse Barkhane*, 15/12/2021, https://www.defense.gouv.fr/content/download/611930/10248427/20211213_NP_CABCEMA%20COM_Dossier%20de%20presse%20BARKHANE.pdf [consulté le 15/12/2021]
- Reuters, *Le Mali proche d'un accord avec les mercenaires russes du groupe Wagner*, 13/09/2021, <https://www.reuters.com/article/sahel-securite-mali-russie-idFRKBN2G917Q> [consulté le 15/12/2021]

- Sahel 2r3s (Pigné J., Rouppert B.), *Retour sur le Rapport publié par HD Centre, d'Adam THIAM, Mars 2017*, 08/06/2017, <https://medium.com/@Sahel2R3S/paris-juin-2017-2feb4282615a> [consulté le 06/12/2019]
- Sahel-Elite, Mali – *Communiqué de la Coordination des Mouvements de l'Entente [CME] : Déclaration du 1er Congrès ordinaire*, 13/05/2018, <https://htpsahel-elite.com/2018/05/13/mali-communique-de-la-coordination-des-mouvements-de-lentente-cme-declaration-du-1er-congres-ordinaire/> [consulté le 12/11/2019]
- Secrétariat permanent du G5 Sahel, *Le G5 sahel*, 29/09/2015, <https://www.g5sahel.org/qui-sommes-nous/le-g5-sahel> [consulté le 18/11/2019]
- Small Arms Survey (de Tessières S.), *At the Crossroads of Sahelian Conflicts: Insecurity, Terrorism, and Arms Trafficking in Niger*, 25/01/2018, <https://reliefweb.int/report/niger/crossroads-sahelian-conflicts-insecurity-terrorism-and-arms-trafficking-niger> [consulté le 18/11/2019]
- Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), *Impacts des groupes armés sur les populations au Nord et au Centre du Mali*, 10/2019, https://www.sipri.org/sites/default/files/2019-11/1910_sipri_report_impacts_des_groupes_armes_sur_les_populations_au_nord_et_au_centre_du_mali.pdf [consulté le 13/11/2019]
- Studio Tamani via Maliweb, *Mise en œuvre de l'accord d'Alger: les MOC de Kidal et Tombouctou « bientôt opérationnels »*, 13/04/2018, <https://www.studiotamani.org/index.php/themes/politique/15757-processus-de-paix-le-moc-de-tombouctou-installe> <https://www.maliweb.net/la-situation-politique-et-securitaire-au-nord/mise-en-oeuvre-de-laccord-dalger-les-moc-de-kidal-et-tombouctou-bientot-operationnels-2750748.html> [consulté le 13/11/2019]
- Studio Tamani, *Mali : les villages « fantômes » se multiplient dans les régions du centre*, 12/09/2021, <https://www.studiotamani.org/index.php/themes/politique/28073-mali-les-villages-fantomes-se-multiplient-dans-les-regions-du-centre> [consulté le 12/09/2021]
- Studio Tamani, *Processus de Paix : le MOC de Tombouctou installé*, 26/05/2018, <https://www.studiotamani.org/index.php/themes/politique/15757-processus-de-paix-le-moc-de-tombouctou-installe> [consulté le 13/10/2019]
- The Carter Center, *Rapport de l'Observateur indépendant. Observations sur la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger*, 08/2021, <https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/peace/democracy/mali-io-aug-2021-fr.pdf> [consulté le 18/10/2021]
- The Economist, José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, *Visual collaboration with @p_lloyd using @ACLEINFO data for @kcsalmon's piece on Central Sahel for @TheEconomist*, 08/09/2021, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1461066821021360140?s=20 [consulté le 17/11/2021]
- The Economist, *Why the war against jihadists in Mali is going badly*, 17/11/2021, <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/why-the-war-against-jihadists-in-mali-is-going-badly/21806350> [consulté le 17/11/2021]
- TV 5 Monde, *Mali : 31 civils tués dans l'attaque armée d'un bus*, 05/12/2021, <https://information.tv5monde.com/afrique/mali-des-dizaines-de-civils-tues-dans-l-attaque-armee-d-un-bus-435145> [consulté le 05/12/2021]
- TV5 Monde, *INFO Mali: la jeune force européenne Takuba en pleine croissance*, 15/12/2021, https://web.archive.org/web/20211215112910/https://information.tv5monde.com/info/mali-la-jeune-force-europeenne-takuba-en-pleine-croissance-436617?utm_source=dvr.it&utm_medium=twitter [consulté le 16/12/2021]
- TV5 Monde, *Mali: l'Afrique de l'Ouest exige des élections en février, nouvelles sanctions possibles*, 12/12/2021, <https://information.tv5monde.com/afrique/mali-l-afrique-de-l-ouest-exige-des-elections-en-fevrier-nouvelles-sanctions-possibles> [consulté le 13/12/2021]
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Mali Analyse De Protection, Juillet 2021*, 07/2021, <https://www.globalprotectioncluster.org/wp-content/uploads/CP-Mali-Note-de-Protection-Juillet-2021.pdf> [consulté le 12/10/2021]
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Monitoring de protection*, s.d., <https://bit.ly/3cIVuBu> [consulté le 12/10/2021]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Global Humanitarian Overview 2022*, 02/12/2021, <https://reliefweb.int/report/world/global-humanitarian-overview-2022> [consulté le 02/12/2021]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Mali Inform risk Profile 2021*, 27/09/2021, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/mli_inform_2021_dashboard.pdf [consulté le 27/10/2021]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cluster Education - Situation des Ecoles, Mali Août 2021*, 24/09/2021, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/mali/document/cluster-education-situation-des-ecoles-mali-ao%C3%BBt-2021> [consulté le 02/12/2021]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Burkina Faso, Mali et Ouest du Niger - Aperçu Humanitaire (à la date du 29 novembre 2021)*, 29/11/2021, <https://reliefweb.int/report/mali/burkina-faso-mali-et-ouest-du-niger-aper-u-humanitaire-la-date-du-29-novembre-2021> [consulté le 02/12/2021]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *5W Mali*, 31/08/2021, <https://www.humanitarianresponse.info/operations/mali/3w-mali> [consulté le 02/12/2021]

United Nations Sexual and Reproductive Health Agency (UNFPA), *Étude Monographique sur la Démographie, la Paix et la Sécurité au Sahel : Cas du Mali*, 17/11/2020, https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/fr_-_etude_monographique_sur_la_demographie_la_paix_et_la_securite_au_sahel_-_cas_du_mali.pdf [consulté le 14/11/2021]

United States Department of State (USDOS), *Country Report on Human Rights Practices 2018 – Mali*, 13/03/2019, <https://www.ecoi.net/en/document/2004170.html> [consulté le 18/11/2019]

United States Holocaust Memorial Museum, *Regions at risk: preventing mass atrocities in Mali*, 04/2018, https://www.ushmm.org/m/pdfs/Mali_Report_English_FINAL_April_2018.pdf [consulté le 02/09/2020]

Voice of America (VOA), *Dans l'est malien, les groupes armés occupent le vide laissé par l'Etat*, 27/11/2021, <https://www.voafrique.com/a/6328856.html> [consulté le 10/12/2021]

Voice of America (VOA), *Des soldats maliens à Kidal pour des patrouilles mixtes*, 05/05/2018, <https://www.voafrique.com/a/des-soldats-maliens-%C3%A0-kidal-pour-des-patrouilles-mixtes/4381208.html> [consulté le 18/11/2019]

Xinhuanet, *Mali : 422 ex-combattants des groupes armés prêts à intégrer les FAMa (armée)*, 01/05/2021, http://french.xinhuanet.com/afrique/2021-05/01/c_139919487.htm [consulté le 03/05/2021]